



**LA CIRCULATION DES PERSONNES
LES EXPÉRIENCES DE RETOUR
DES SANS-PAPIERS RENTRÉS EN EQUATEUR:
RESSOURCES ET DÉFIS, MESURES PROPOSÉS
POUR UN RETOUR VIABLE**

Yvonne Riaño

Auteure

Yvonne Riaño

PD Dr. Yvonne Riaño, géographe sociale, est chercheuse associée à la Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS) de l'Université de Neuchâtel, et professeure associée au Département de Géographie de l'Université de Berne. Ses intérêts de recherche sont la migration et la constitution d'espaces transnationaux d'échanges sociaux et économiques, les dynamiques sociales des familles transnationales, «love migration», les mariages binationaux et asymétries de pouvoir, les stratégies d'intégration des migrantes hautement qualifiées, la situation des sans-papiers et leurs expériences de retour, et les inégalités dans le marché de travail selon le genre et l'ethnicité.

riano@giub.unibe.ch

© 2013 by the authors

ISSN : 1662-744X



Contact:

MAPS - Maison d'analyse des processus sociaux
Faubourg de l'Hôpital 27
CH - 2000 Neuchâtel
Tél. +41 32 718 39 34
www2.unine.ch/maps
maps.info@unine.ch

Resumé

Notre compréhension de la migration du retour est encore très limitée. Ce sujet n'a que peu retenu l'attention des spécialistes de la migration et il existe peu d'études qui donnent une vision différenciée sur les divers types de « retourné-e-s », leurs motivations à retourner dans leurs pays, les défis qu'ils/elles affrontent et les ressources dont ils/elles disposent pour parvenir à se réinsérer dans les pays d'origine. Il existe en particulier un manque important d'études qui examinent en détail la situation spécifique du retour des migrant-e-s sans-papiers et l'impact de l'aide de programmes gouvernementaux pour leur réinsertion socio-économique. Cette lacune est particulièrement marquée dans le cas de la Suisse. Confronté à la situation d'absence d'évaluations des programmes d'appui au retour des sans-papiers, et dans le but d'y apporter des améliorations possibles à son propre programme, le Service de la Population du canton de Vaud a chargé Yvonne Riaño de mener une recherche sur la situation de retour des sans-papiers retournés en Équateur entre 2008-2010 avec l'appui du programme. La recherche présentée ici se base sur un travail de terrain réalisé en Équateur en 2010. Nous avons rencontré 25 familles (70% du total des familles rentrées avec l'aide du Canton de Vaud) habitant dans diverses régions du pays et avons recueilli leurs expériences de retour. La méthodologie choisie pour la récolte des données est qualitative et combine entretiens narratifs et semi-directifs. La recherche examine les raisons d'émigration et du retour des personnes interviewées ainsi que la situation actuelle de leurs projets de réinsertion, leurs ressources disponibles et les défis auxquels elles font face pour la réalisation de leurs projets. Six principes clés sont proposés pour repenser l'aide au retour de façon à pouvoir garantir un retour viable.

Mots clefs

Migration de retour, expériences de retour, sans-papiers, programmes de retour

Remerciements

En Équateur

Aux personnes retournées et à leurs familles, pour nous avoir ouvert les portes de leurs foyers et nous avoir généreusement raconté leurs expériences de retour. À Susy Rojas Bardales et Verónica Velásquez pour leur appui à la réalisation des entretiens. À Alejandra Gómez de l'OIM à Quito pour ses informations sur le genre de situations qu'affrontent les personnes retournées en Équateur. À la *Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales* FLACSO et à Gioconda Herrera, pour avoir mis un bureau de travail à ma disposition pendant la période de mon étude de terrain.

En Suisse

À Amandine Mazreku de la OIM à Berne, pour ses informations sur le programme de retour. À Jenny Müller De la Torre pour son appui lors du traitement des données et pour ses observations critiques concernant les résultats de la recherche. À Thierry Charbonney, du Service de la Population, pour ses nombreuses informations sur le type d'aide apportée à chacune des personnes retournées et pour son appui constant lors du déroulement de cette recherche. À Eric Dürst, Thierry Charbonney, Christine Mayor et Monique Mafaity du Service de la Population (Vaud), et à Etienne Piguet, Christine Achermann, Anne Lavanchy et Clément de Senarclens de l'Université de Neuchâtel pour leurs observations critiques concernant ce rapport de recherche.

TABLE DES MATIÈRES

Executive summary	1
Introduction: les migrant-e-s sans-papiers et l'aide au retour	2
1. Approche méthodologique et conceptuelle	5
1.1 Questions de la recherche	5
1.2 Méthodologie d'étude	5
1.3 Concepts d'analyse	9
2. Les programmes étatiques d'aide au retour	10
2.1 Les programmes d'aide au retour en Europe	11
2.2 Les programmes étatiques d'aide au retour en Suisse	13
2.3 Les programmes d'aide au retour du gouvernement équatorien	15
3. Études de cas: les personnes interviewées et leurs projets d'insertion	18
4. Les raisons de l'émigration et du retour en Équateur	22
4.1 Motifs d'émigration	23
4.1.1 Les revenus insuffisants.....	23
4.1.2 La violence conjugale, l'éducation des enfants et le regroupement familial	24
4.1.3 L'appui des réseaux en Suisse	25
4.1.4 La demande de main-d'œuvre en Suisse	26
4.1.5 L'ancienne flexibilité légale	26
4.1.6 La bonne image de la Suisse	26
4.1.7 Résumé.....	27
4.2 Raisons du retour	27
4.2.1 Raisons de type économique : le manque de travail et le coût élevé de la vie	28
4.2.2 Raisons de type légal : la pression des autorités.....	29
4.2.3 Raisons de type médical: maladie, épuisement, solitude.....	30
4.2.4 Raisons de famille: regroupement familial, genre, problèmes de couple..	31
4.2.5 Projets personnels: plan de retour clair.....	32
4.2.6 Résumé et réflexions.....	32
5. Les expériences des personnes retournées entre 2008-2010	34
5.1 La situation actuelle des projets de réinsertion	34
5.1.1 L'état actuel des projets de micro entreprise	35
5.1.2 L'état actuel des projets de formation professionnelle, de santé et d'habitat	41
5.1.3 Résumé et réflexions.....	43

5.2 Les défis pour le développement des projets de réinsertion	44
5.2.1 Know-how insuffisant, manque d'assistance-conseil et de suivi	44
5.2.2 Le capital économique insuffisant et le manque d'accès au crédit	45
5.2.3 Ventes irrégulières et bénéfiques faibles	47
5.2.4 L'emplacement géographique périphérique	48
5.2.5 Le genre, les tensions dans le couple et la mauvaise santé	51
5.2.6 L'affaiblissement du capital social et culturel de l'Équateur et les difficultés à utiliser le nouveau capital culturel acquis en Suisse.	52
5.2.7 Résumé et réflexions	53
5.3 La situation du pays et les défis du retour	55
5.3.1 La baisse du niveau de vie	55
5.3.2 La difficulté à trouver du travail et les bas salaires	56
5.3.3 Les difficultés d'adaptation des enfants	56
5.3.4 Le genre et les tensions dans le couple	58
5.3.5 Le genre et le manque de liberté de mouvement dans l'espace public ..	58
5.3.6 Les problèmes de santé	58
5.3.7 Résumé	59
5.4 Les ressources disponibles pour les projets de réinsertion	59
5.4.1 Les projets qui n'ont pas pu se développer : quand le capital économique, culturel et de santé, fait défaut	60
5.4.2 Les projets qui arrivent à une meilleure stabilité : le rôle du capital économique, social et culturel	61
5.4.3 Les différences de capital économique, social et culturel entre les six cas présentés : réflexion comparative	64
5.4.4 Les différences de ressources économiques entre les personnes retournées : comment les expliquer?	65
5.4.5 Résumé et réflexions	70
5.5 L'impact des projets de réinsertion sur la qualité de vie	72
5.5.1 L'impact émotionnel	72
5.5.1.1 Le regroupement familial	72
5.5.1.2 La « tranquillité »	73
5.5.1.3 Un rêve à réaliser	73
5.5.2 L'effet sur la situation sociale et économique	74
5.5.2.1 Faciliter le départ et en diminuer les coûts	74
5.5.2.2 Un moyen pour l'insertion sociale et économique	74
5.5.2.3 L'amélioration de l'habitat et la progression du niveau d'instruction ...	76
5.5.2.4 Les résultats qui ne sont pas encore visibles	77
5.5.2.5 Les échecs	77
5.5.3 Résumé et réflexions	78
6. Évaluation et recommandations pour l'aide au retour	79
6.1 L'aide au retour du Service de la Population à Lausanne : l'évaluation des bénéficiaires	79
6.1.1 Augmentation du montant de l'aide au retour	80
6.1.2 Renforcement de l'assistance-conseil pour la viabilité des projets	81
6.1.3 L'accompagnement des enfants avant et après le départ de la Suisse ..	82

6.1.4 Plus large diffusion du programme	82
6.1.5 Résumé et réflexions.....	83
6.2 Les services de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) à Quito : l'évaluation des bénéficiaires	84
6.2.1 Renforcement du service-conseil et suivi des projets	85
6.2.2 Raccourcissement des délais pour le versement de l'aide au retour	86
6.2.3 Décentralisation plus importante des services de l'OIM.....	87
6.2.4 Le rôle des fonctionnaires de l'OIM pour motiver et aider les retourné-e-s	88
6.2.5 Résumé et réflexions.....	88
6.3 Vers une nouvelle perspective pour garantir un retour viable: principes et mesures proposés	90
7. Conclusions	94
Bibliographie	97
Annexe	100
Annexe 1. Les caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées et leurs projets de réinsertion en Équateur	100

INDEX DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1. Lieux de résidence des personnes retournées interviewées.....	8
Figure 1. Les 7 Provinces de l'Équateur où résident les personnes retournées interviewées	8
Tableau 2. Le programme équatorien d'aide au retour : « Bienvenu-e-s à la maison »	16
Tableau 3. Plan Cucayo: Montants maximums pour la demande et apport des solliciteurs-euses.	17
Tableau 4. Les cas étudiés de personnes bénéficiaires de l'aide du canton de Vaud pour leur retour (2008-2010)	19
Tableau 5. Caractéristiques de la structure familiale des personnes retournées : le rôle du genre	20
Tableau 6. Nombre total et sexe des personnes adultes interviewées.....	21
Tableau 7. Âge des personnes adultes interviewées	21
Tableau 8. Niveau d'études des personnes adultes interviewées	21
Tableau 9. Types de projets d'insertion des personnes retournées 2008-2010	22
Tableau 10. Motifs qui poussent les personnes interviewées à émigrer de l'Équateur	27
Tableau 11. Facteurs qui ont stimulé les personnes interviewées à migrer vers la Suisse	27
Tableau 12. Raisons du retour	32
Tableau 13. Les projets de micro entreprise/commerce/agriculture : état actuel et raisons mentionnées par les personnes interviewées	35
Tableau 14. État du fonctionnement des projets de micro entreprise	39
Tableau 15. Les difficultés que rencontrent les micro entrepreneur-e-s	39
Tableau 16. Les ressources dont les micro entrepreneur-e-s disposent.....	40
Tableau 17. Le coût des projets de micro entreprise et l'aide du canton de Vaud	41
Tableau 18. Les projets de formation/instruction/santé (5 projets : 20%) : état actuel et raisons	42
Tableau 19. Les projets d'amélioration de l'habitat (2 projets : 8%): état actuel et raisons.....	43
Figure 2. Localisation de la Pizzeria sur une rue diagonale non goudronnée et peu visible	49
Figure 3. Localisation de la boulangerie dans un quartier périphérique qui n'a ni rues goudronnées ni transport public et dont les habitants n'ont que peu de ressources.....	50
Figure 4. Ecole dans la campagne équatorienne où la qualité de l'instruction est passablement inférieure à celle que les enfants recevaient dans les écoles publiques suisses.....	57
Tableau 20. La situation du pays et les défis de la vie quotidienne.....	59
Figure 5. Restaurant de menus rapides dans un centre commercial très central de Quito.....	62

Figure 6. Atelier d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers a Quito ou le propriétaire a bénéficié de l'aide et des conseils de compagnons de la même branche.....	64
Tableau 21. Les ressources économiques disponibles pour les projets et les investissements et dépenses réalisés en Équateur par les personnes retournées	66
Tableau 22. Résumé: Les sources de capital économique pour les projets de réinsertion des personnes retournées.....	68
Tableau 23. Mesures pour renforcer la viabilité économique des projets de réinsertion (avant le retour).....	91
Tableau 24. Mesures pour renforcer la viabilité économique des projets de réinsertion (après le retour)	92
Tableau 25. Mesures pour renforcer les capacités de gestion des migrant-e-s (avant et après le retour)	92
Tableau 26. Mesures pour renforcer la cohésion familiale et protéger la santé des migrant-e-s (avant et après le retour).....	93

EXECUTIVE SUMMARY

Le but de ce rapport de recherche est d'évaluer l'impact du programme d'aide au retour pour la réinsertion socioéconomique d'Équatoriennes et Équatoriens sans-papiers qui sont rentrés dans leur pays d'origine avec l'aide du Canton de Vaud. L'aide au retour cantonale consiste d'une part à conseiller les personnes sans-papiers qui désirent rentrer sur le type de projets de réinsertion socioéconomique qu'elles peuvent réaliser (par exemple micro entreprise, amélioration de leur habitat ou formation), d'autre part à financer le vol et les frais du voyage de retour, et une partie des coûts du projet. Les autorités fédérales suisses considèrent que les programmes d'aide au retour ne présentent que des avantages: d'abord pour les personnes concernées qui profitent de services-conseil et d'assistance; pour le pays d'origine ensuite, puisque l'aide contribue à son développement socioéconomique, et enfin pour la Suisse, parce que la Confédération, les cantons et les communes évitent ainsi les coûts qu'entraînent le retour forcé ou la poursuite judiciaire des personnes sans autorisation de séjour. Toutefois, l'image que nous avons de l'impact des programmes gouvernementaux d'aide au retour est actuellement limitée et les études qui examinent en détail la situation du retour des migrant-e-s sans-papiers manquent.

La recherche présentée ici se base sur un travail de terrain réalisé en Equateur en 2010. Nous avons rencontré 25 familles (70% du total des familles rentrées avec l'aide du Canton de Vaud) habitant dans diverses régions du pays et étant rentrées entre 2008 et 2010, et avons recueilli leurs expériences de retour. La méthodologie choisie pour la récolte des données est qualitative et combine entretiens narratifs et semi-directifs. Les résultats principaux sont les suivants :

Les impacts positifs de l'aide au retour

- Un départ facilité grâce à la diminution des coûts de retour et du stigmatisme social de rentrer comme migrant-e « qui n'a pas réussi »
- Le regroupement familial avec des personnes que les sans-papiers n'ont pas vues depuis des années
- Le retour à une sans la peur constante d'être appréhendé-e par la police
- La réalisation d'un rêve à travers un projet donnant l'espoir de pouvoir vivre dans de meilleures conditions que celles d'avant le départ pour la Suisse
- Un moyen d'insertion sociale et économique permettant d'éviter de se retrouver sans emploi
- L'amélioration de l'habitat et l'amélioration de la formation

Les défis auxquels font face les migrant-e-s de retour dans leur pays d'origine

- Le manque de durabilité des projets de réinsertion, en particulier les projets de micro entreprise et de formation
- Le know-how insuffisant pour la réalisation des projets de micro-entreprise et le manque d'assistance-conseil et de suivi sur place
- Le capital économique insuffisant pour la réalisation des projets et le manque d'accès au crédit en Équateur
- Les ventes irrégulières et les faibles bénéfices suite à la mise en place d'une micro entreprise
- Le manque de connaissances sur la réalité de leur pays d'origine et des réseaux sociaux sur place, en raison de leur absence prolongée du pays
- Le manque d'appui institutionnel en Equateur ; l'épargne personnelle et l'appui familial sont ainsi les principales ressources des migrant-e-s de retour dans leur pays d'origine

- Les difficultés d'adaptation des enfants qui ont grandi en Suisse et qui se retrouvent dans un pays qu'ils connaissent à peine
- Les problèmes de santé : la dépression qui résulte des difficultés de réinsertion et les problèmes de santé liés aux conditions de travail en Suisse

En résumé, si l'aide au retour se révèle être importante pour le bien-être émotionnel et économique des sans-papiers rentré-e-s en Équateur, ces personnes sont en même temps confrontées à des projets dont la viabilité économique est limitée ainsi qu'à des problèmes familiaux et de santé. Ce manque de viabilité risque de les pousser à abandonner leur projet de réinsertion après un certain temps, les laissant à nouveau dans une situation de précarité. Dans ce cas, à l'instar de certaines personnes rencontrées, elles pourraient être tentées de retourner en Suisse pour améliorer leur situation.

Une nouvelle perspective pour garantir un retour viable

La principale conclusion à tirer est que seul un retour socialement et économiquement viable est réellement dans l'intérêt des migrant-e-s, de l'Équateur et de la Suisse. Il est pourtant indispensable de repenser l'aide au retour de façon à pouvoir garantir un retour viable. Six principes clés sont proposés :

- (a) L'aide au retour doit être conçue pour aller au-delà d'une vision qui se limite à renvoyer les migrant-e-s sans papiers de la Suisse en ayant comme objectif central la *coopération au développement*.
- (b) L'aide au retour doit être pensée de manière à mettre en place des mesures qui seront appliquées *avant* et *après* le retour.
- (c) L'aide au retour doit aller au-delà des aspects financiers pour développer une *perspective intégrale* incluant des mesures qui visent la formation des migrant-e-s, le suivi des projets de réinsertion, la protection de la santé des migrant-e-s et l'appui à la cohésion familiale.
- (d) L'aide au retour doit être guidée par une perspective visant à aider les migrant-e-s à *mettre en valeur les connaissances acquises en Suisse* et à *acquérir des nouvelles ressources* économiques, sociales et culturelles destinées au développement de leurs projets de réinsertion.
- (e) L'aide au retour doit être mise en place sur la base d'une étroite *coopération interdépartementale* entre les entités actives dans le domaine de la migration et du développement (Services d'aide au retour, Office fédéral des migrations, Direction du développement et de la coopération).
- (f) L'aide au retour doit être mise en place sur la base d'une *coopération entre les Etats concernés* (la Suisse et l'Équateur) et de la réalisation de partenariats migratoires

Sur la base de ces principes, une série de mesures concrètes sont proposées en vue d'orienter les autorités suisses et équatoriennes dans le développement et l'application de mesures adéquates visant à aider les migrant-e-s à réaliser un retour viable.

INTRODUCTION : LES MIGRANT-E-S SANS-PAPIERS ET L'AIDE AU RETOUR

Il existe actuellement un consensus, entre plusieurs gouvernements, concernant la nécessité d'appuyer les processus de retour des migrant-e-s de manière à ce qu'ils/elles parviennent à une réinsertion économique stable et que leurs pays d'origine en soient ainsi également bénéficiaires (King 2000, Black & Gent 2006, Ammassari 2009, IOM 2010). Il faut se demander ici qui sont les personnes « retournées ». La littérature spécialisée différencie plusieurs cas de figure en fonction des motifs de retour et des caractéristiques sociodémographiques: (a) « return of failure », lorsque les migrant-e-s ne parviennent pas à s'insérer dans les pays où ils/elles ont migré et décident de retourner dans leurs pays d'origine, (b) « return of conservatism » lorsque les migrant-e-s avaient planifié épargner de l'argent à l'étranger et qu'ils/elles retournent dans leurs pays pour réaliser les plans qu'ils/elles s'étaient proposés avant de partir, (c) « return of retirement » lorsque les migrant-e-s retournent dans leurs pays d'origine après la retraite, et (d) « return of innovation » lorsqu'ils/elles décident de retourner pour mettre les connaissances acquises à l'extérieur au service de leur pays d'origine (Cerase 1974).

Si dans la pratique ces catégories se combinent, il importe de relever que la typologie citée n'inclut pas le cas des migrant-e-s sans-papiers qui, principalement, retournent dans leurs pays en raison de l'absence de permis de résidence dans les pays vers lesquels ils/elles ont migré. Dans ce cas, le retour se produit de manière forcée lorsqu'ils/elles sont expulsé-e-s par les gouvernements, ou alors de façon volontaire quand ils/elles retournent avec l'appui de programmes gouvernementaux. Au cours des dernières années plusieurs gouvernements européens, et d'autres pays, ont développé une variété de programmes de retour pour les sans-papiers (OIM 2004, 2008). En Suisse, il existe deux types de programmes d'aide au retour: les programmes de type fédéral, destinés aux candidats à l'asile dont les demandes ont été refusées par les autorités compétentes, et les programmes de type cantonal destinés aux « sans-papiers »; ceux-ci se caractérisent par le fait de résider en Suisse sans permis, soit parce qu'ils/elles ne l'ont jamais obtenu soit parce qu'ils/elles n'ont pas pu le renouveler. Bien qu'il soit difficile de connaître le nombre total des personnes qui vivent dans cette situation, on estime que la Suisse comptait en 2005 environ 90'000 résidents sans papiers (Longchamp et al. 2005). Les seuls cantons qui développent des programmes d'aide au retour des personnes sans-papiers sont les cantons romands de Vaud et de Genève. De manière générale, l'appui du canton de Vaud – le programme évalué ici – consiste à conseiller les personnes sans-papiers qui désirent rentrer, sur le type de projets de réinsertion socio-économique qu'elles pourraient réaliser, à financer le vol de retour, les frais du voyage de retour et une partie des coûts du projet. Le canton du Tessin s'est aussi intéressé à aider le retour des sans-papiers mais au cours des années il n'a réalisé que des actions ponctuelles comme cela a été le cas pour un groupe d'Équatoriens et Équatoriennes.

Notre compréhension de la migration du retour est encore très limitée (Bastia 2011, Thieme 2012). Ce sujet n'a que peu retenu l'attention des spécialistes de la migration et il existe peu d'études qui donnent une vision différenciée sur les divers types de « retourné-e-s », leurs motivations à retourner dans leurs pays, les défis qu'ils/elles affrontent et les ressources dont ils/elles disposent pour parvenir à se réinsérer dans les pays d'origine (King 1978, 1986, Cassarino 2004, Tiemoko 2004, Davids & Van

Houte 2008). Il existe en particulier un manque important d'études qui examinent en détail la situation spécifique du retour des migrant-e-s sans-papiers et l'impact de l'aide de programmes gouvernementaux pour leur réinsertion socio-économique. Cette lacune est particulièrement marquée dans le cas de la Suisse (De Souza & Carrillo 2006). De plus, il est important de constater que les sources statistiques existantes au niveau international ne fournissent pas d'informations suffisantes sur les motifs du retour et les situations spécifiques dans lesquelles se trouvent les personnes retournées (Cassarino 2007, Gayr & Peri 2008). Par conséquent, nous avons un besoin urgent d'études qualitatives détaillées pour pouvoir arriver à une compréhension profonde du phénomène du retour des sans-papiers. Confronté à la situation d'absence d'évaluations permettant ce degré de compréhension, et désireux de réaliser une évaluation critique de son programme d'appui au retour des sans-papiers dans le but d'y apporter toutes les améliorations possibles, le Service de la Population du canton de Vaud a chargé Yvonne Riaño, géographe sociale et experte en questions de migrations, de mener une recherche sur la situation de retour des sans-papiers retournés en Équateur entre 2008-2010 avec l'appui du programme.

Centrer l'attention sur le cas des personnes de l'Équateur se justifie car les migrant-e-s de cette nationalité représentent le nombre le plus important des bénéficiaires de l'aide au retour du canton de Vaud. Il faut souligner que c'est dans ce canton que se concentre la majorité (33%) des Équatoriennes et Équatoriens résidant (avec ou sans papiers) en Suisse¹. De même, les personnes de l'Équateur représentent le groupe de migrant-e-s latino-américain-e-s qui accuse le taux de croissance le plus élevé puisqu'il a été de l'ordre de 225 % entre 1995 et 2008 (Jeannin 2010). D'un point de vue plus global, cette étude de cas est de grande importance pour la compréhension du phénomène du retour. D'une part, l'Équateur a souffert d'une grave crise économique à la fin des années nonante, ce qui a conduit à la substitution de la monnaie officielle du pays par le dollar. Ce changement a entraîné de graves conséquences sociales qui ont contribué à une émigration massive d'Équatoriens et Équatoriennes, principalement vers l'Espagne. D'autre part, considérant la situation précaire qu'affronte actuellement l'Espagne, un grand nombre d'entre eux/elles sont retourné-e-s en Équateur. En même temps, conscient de l'impact positif que le retour des migrant-e-s peut avoir pour le développement du pays, le Gouvernement équatorien a également développé un programme d'aide au retour. Malheureusement, il n'existe actuellement pas d'études suffisantes en Équateur qui puissent donner une vision complète de la situation des personnes retournées et de leurs besoins.

Ainsi, les principaux objectifs de cette recherche sont:

- a) produire des connaissances sur les expériences de retour des sans-papiers retourné-e-s en Équateur.
- b) réaliser un suivi de la situation actuelle des projets de réinsertion et décrire les dynamiques ayant pu conduire aux différents types de situations.
- c) connaître l'évaluation que font les bénéficiaires du programme cantonal d'appui au retour, ainsi que leurs suggestions.

¹ Le nombre de personnes avec passeport équatorien qui résidaient en Suisse avec permis de séjour était de 2.036 en 2008, ce qui représente le 6 % du total de la population latino-américaine (Jeannin, 2010). Le nombre total des d'Équatoriens et Équatoriennes résidant en Suisse sans-papiers n'est pas connu.

- d) formuler quelques recommandations générales à partir des résultats obtenus, concernant les aspects importants dont devraient tenir compte les programmes d'aide au retour.

1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET CONCEPTUELLE

1.1 Questions de la recherche

Les questions qui ont guidé cette recherche sont les suivantes:

a. La situation des projets d'insertion et les personnes retournées

- Quelle est la situation actuelle des personnes retournées, celle de leurs projets de réinsertion et leurs perspectives futures ?
- Quelle a été la dynamique de développement des projets et quels types de situations sont caractéristiques ?

b. Les raisons explicatives de la situation actuelle des projets et des bénéficiaires

- Quelles raisons expliquent les différentes situations dans lesquelles se trouvent les projets et les bénéficiaires?
- Quels défis les bénéficiaires affrontent-ils/elles lorsqu'ils tentent de développer leurs projets?
- Quelles ressources ont-ils/elles à leur disposition ?

c. L'évaluation du programme d'appui au retour des sans-papiers du canton de Vaud

- Comment les personnes retournées évaluent-t-elles le programme d'aide au retour ?
- Comment les programmes d'aide au retour pourraient-ils contribuer à un meilleur développement des ressources existantes et à en atténuer les faiblesses ?
- Quelles conditions et quels types de collaborations devraient exister pour que les programmes de retour produisent un impact plus important ?

1.2 Méthodologie d'étude

Quelle méthodologie utiliser pour l'étude des questions posées ? Les méthodologies quantitatives du type « enquêtes à partir de formulaires fermés », ont leurs limites et ne permettent pas d'obtenir les résultats désirés. Du point de vue quantitatif, elles peuvent couvrir un pourcentage de la population numériquement représentatif mais, de celui du contenu, elles ne permettent pas d'arriver à une compréhension profonde et dynamique des phénomènes étudiés, des raisons explicatives en particulier. Ces limites se sont révélées dans la première phase du projet. Dans l'intention de connaître la situation des personnes retournées, le Service de la Population avait envoyé par courrier des formulaires d'évaluation aux Équatorien-ne-s retourné-e-s dans leur pays avec l'aide de son programme. Les résultats ont été particulièrement maigres: deux personnes seulement renvoyèrent le formulaire et, de plus, les réponses de l'une d'elles ne correspondaient pas toujours aux questions formulées.

Cette situation a démontré la nécessité de réaliser des entretiens de type qualitatif où le/la chercheur/se rencontre les personnes retournées et réalise des entretiens détaillés, de manière personnelle, sur leurs expériences du retour. Ceci permet de les motiver à répondre aux questions, de s'assurer qu'elles ont compris, et de formuler de nouvelles questions selon le développement de la conversation.

Par conséquent, la méthodologie choisie pour la récolte des données a été celle des entretiens qualitatifs, qui combinent la technique narrative et la semi-directive. L'avantage d'articuler ces deux techniques a été relevé par plusieurs chercheurs (Bertaux 2005, Legrand 2000, Przyborsky & Wohlrab-Sahr, 2008, Riaño 2011, 2012). Les entretiens réalisés en Équateur débutèrent avec la technique narrative qui consista à formuler une première question de type général par laquelle nous invitons la personne interviewée à raconter ses expériences de vie avant de quitter l'Équateur, ce qui l'a motivée à migrer, ses expériences en Suisse et les raisons pour lesquelles elle est retournée dans son pays d'origine. De cette manière elle était en mesure de raconter librement son histoire personnelle, de façon détendue, sans être interrompue, ce qui a permis aux chercheuses d'arriver à une compréhension intégrale et évolutive, dans l'espace et le temps, des facteurs qui se sont combinés pour influencer les projets de migration de retour. Nous avons ensuite procédé à la réalisation de l'entretien semi-directif. Cette technique a permis de poser des questions précises dans le but d'éclaircir les aspects demeurés confus durant la phase narrative et d'obtenir des informations supplémentaires, spécifiques, sur la situation du moment des personnes retournées et de leurs projets de réinsertion socio-économique, sur leurs désirs, leurs visions du futur et leur évaluation du programme d'aide au retour. Les entretiens ont été structurés autour de trois moments-clés de l'expérience de migration: (a) la situation en Équateur avant de migrer, (b) l'expérience migratoire vécue à l'extérieur, (c) le retour en Équateur. Les entretiens avec chaque personne interviewée ont duré entre une et trois heures. La combinaison des techniques narrative et semi-directive, nous a permis d'obtenir des réponses satisfaisantes aux questions de recherche.

Quelle a été la démarche pour effectuer le travail de terrain en Équateur? Le Service de la population du canton de Vaud a financé environ 35 projets de réinsertion pour des individus et/ou familles retournées en Équateur entre 2008 et 2010. La manière de procéder pendant la recherche a consisté à localiser dans ce pays le plus grand nombre possible de personnes retournées, puis à les motiver à se prêter à un entretien concernant leurs expériences, à se déplacer aux endroits de résidence et à mener à bien les entretiens. À cette fin nous avons formé une équipe de collecte des données constituée des trois personnes suivantes: Yvonne Riaño (géographe sociale et directrice du projet), Susy Bardales Rojas (sociologue et assistante de projet) et Verónica Velásquez (politologue et assistante de projet).

Le travail de collecte de données empiriques se réalisa en neuf étapes:

1. Lecture de chaque dossier mis à disposition par le Service de la Population: prise de connaissance du type de projet de retour financé pour chacune des personnes retournées.
2. Préparation du guide d'entretien (partie narrative et partie semi-directive).
3. Formation des assistantes par rapport au guide d'entretien, aux manières de réaliser les contacts et les interviews ainsi qu'aux techniques de transcription.

4. Préparation d'une lettre de contact et développement de différentes stratégies pour résoudre le problème connu du rejet des entretiens et motiver les personnes retournées à participer à la recherche en racontant et en réfléchissant sur leurs expériences actuelles et passées.
5. Analyse de la liste des contacts mise à disposition par le Service de la Population et premiers contacts avec les personnes retournées; mise à jour des adresses et des numéros de téléphone.
6. Entretien avec Alexandra Gómez de l'OIM, à Quito, pour obtenir des adresses et numéros téléphone supplémentaires.
7. Visites *in situ* afin d'obtenir les adresses et les numéros téléphone manquants (demande d'informations à voisins ou parents).
8. Prise de contact avec les personnes retournées pour fixer les dates d'interviews puis déplacement dans différentes localités de l'Équateur pour leur réalisation
9. Réalisation des interviews, avec une ou deux personnes retournées par famille.

Les étapes et stratégies décrites ci-dessus nous ont permis de localiser et contacter les personnes retournées correspondant à 29 cas (90 % du total des 32 cas dont nous avons une piste de contact). De ces 29 cas, nous avons réussi à réaliser des interviews, avec des personnes seules ou des couples, correspondant à 25 cas (78% du total d'individus dont nous avons des pistes de contact). Ces 25 cas couvrent un total de 49 personnes qui vivaient en Suisse soit comme personnes seules, soit en couple, soit en couple avec enfants ou comme familles monoparentales. Les interviews ont été menés de manière individuelle dans les cas où les bénéficiaires étaient des personnes seules, de manière conjointe lorsqu'il s'agissait de couples. Ils ont eu lieu chez les personnes retournées ou sur les lieux de leur travail (magasin par exemple). Ce fut un grand succès, non seulement du point de vue du contenu des entretiens mais aussi de leur représentativité numérique puisqu'ils couvrent la quasi totalité des personnes retournées à interviewer.

Les interviews ont été réalisées dans 7 Provinces différentes de l'Équateur (Pichincha, Santo Domingo de los Tsáchilas, Esmeraldas, Bolívar, Napo, Manabí et Sucumbíos) (voir figure 1) qui couvrent des zones de montagne, de côte et de forêt; elles sont localisées au nord du pays principalement. Pour les mener à bien, nous avons emprunté plusieurs moyens de transport, publics et privés, qui incluent le bus, l'automobile (louée) et l'avion. L'ensemble des déplacements effectués en Équateur pour les interviews représente une distance de 3'000 km. Le tableau 1 et la figure 1 donnent une vision détaillée des lieux de résidence des personnes retournées et du nombre de celles interviewées dans les différents endroits.

Tableau 1. Lieux de résidence des personnes retournées interviewées

Province	Lieu	Nombre de cas par lieu	Nombre de personnes par lieu	Total de cas / personnes par province
1 MANABI	Puerto Cañitas	1	3	1 / 3
2 ESMERALDAS	Tachina	1	1	4 / 5
	Esmeraldas	2	2	
	La Concordia	1	2	
3 STO. DOMINGO DE LOS TSÁCHILAS	Santo Domingo	6	9	6 / 9
4 BOLÍVAR	Guaranda	1	4	1 / 4
5 PICHINCHA	Quito	6	10	11 / 22
	Tumbaco	1	1	
	Cantón Mejía	1	1	
	Sangolquí	2	8	
	Tabacundo	1	2	
6 NAPO	Tena	1	4	1 / 4
7 SUCUMBÍOS	Shushufindi	1	2	1 / 2
Total cas / personnes		25	49	25 / 49



Figure 1. Les Provinces de l'Équateur où résident les personnes retournées interviewées

1.3 Concepts d'analyse

Comment aborder les raisons qui se cachent derrière la « réussite » ou l' « échec » des bénéficiaires en ce qui concerne leurs projets d'insertion économique (Arowolo 2000, Nicholson 2004, Black & Castaldo 2009, Carletto & Klic 2009, Mezger Kveder 2012, Lianos & Pseiridis 2013)? Quels sont les concepts qui peuvent nous être utiles? Dans cette recherche, nous partons de trois concepts principaux: (a) la *théorie de la structuration* de Giddens (1984), (b) la *théorie des capitaux* de Bourdieu (1986), et (c) la *perspective transnationale* de Glick Schiller (1992). La théorie de la structuration a comme prémisse que, pour comprendre la situation sociale d'un individu, il est nécessaire de tenir compte de facteurs de type macrosociaux - qui se rapportent en général aux institutions et à leurs politiques - et des facteurs microsociaux qui ont trait aux actions des individus. Cela signifie que pour comprendre la situation des bénéficiaires et de leurs projets d'insertion, il faut analyser tant les politiques et actions des institutions nationales (p.ex. institutions financières et d'appui au migrant en Équateur) ou supranationales (p.ex. OIM) que les stratégies et ressources que les migrant-e-s retourné-e-s utilisent pour développer leurs projets.

L'objectif de la théorie des capitaux, formulée par le sociologue Pierre Bourdieu, est de comprendre les différences de position sociale des individus ; elle argumente qu'ils possèdent plusieurs types de capitaux qui peuvent aussi être compris comme des ressources leur permettant d'avancer et d'atteindre une position spécifique dans la société. Selon Bourdieu, ces capitaux sont formés par le *capital économique*, le *capital social* et le *capital culturel*. Le *capital économique* se rapporte à l'argent, aux biens matériels et à l'infrastructure dont dispose un individu. Le *capital social* est constitué par le réseau de relations sociales d'une personne et peut lui être utile pour accéder au logement, à l'emploi, à des projets de migration, etc. (Wahba & Zenou 2012). En ce qui concerne le *capital culturel*, nous faisons ici référence à deux types de capital. Le premier est le *capital culturel intériorisé* ou *incorporé* : c'est le « savoir culturel » qu'acquière les individus au cours de leur vie lequel se reflète dans leurs comportements et leurs aptitudes et leur sert de ressource pour agir de manière appropriée dans les espaces sociaux auxquels ils veulent accéder. Ce genre de capital peut être acquis au sein d'une famille (p.ex. d'une classe sociale spécifique), au travers d'une circonstance concrète (p.ex. d'une entreprise de travail), ou au sein de la société où l'on vit (p. ex. l'Équateur ou la Suisse). Le second est le *capital culturel institutionnalisé*, dont la forme la plus évidente est constituée par les titres et diplômes. Selon Bourdieu, tant le capital social que le capital culturel sont transformables en capital économique. Les postulats cités signifient que nous devons essayer de comprendre le type de capital économique, social et culturel, dont disposent les bénéficiaires lorsqu'ils retournent en Équateur et s'appliquent à développer leurs projets de réinsertion socio-économique.

La *perspective transnationale* implique de reconnaître et rendre explicite le fait que le champ d'action des individus n'est pas seulement le contexte national du pays d'origine (p.ex. l'Équateur), mais aussi le contexte transnational (p.ex. la Suisse, l'Espagne, l'Équateur). Au cours des dernières années, la perspective transnationale a acquis une place de choix dans les études sur la migration. Dans le passé, on considérait qu'une fois partis de leurs pays d'origine, les migrant-e-s perdaient tout lien avec eux puisqu'ils/elles « s'assimilaient » complètement aux pays où ils/elles migraient. Ce regard, considéré comme « nationalisme méthodologique » (Wimmer & Glick Schiller 2002), ignorait le fait que les migrant-e-s vivent dans un champ d'action

transnational où ils/elles maintiennent de solides liens de relations sociales, tant avec leurs pays d'origine qu'avec ceux de destination (Glick Schiller et al 1992). Une perspective transnationale implique de comprendre que lorsque les migrant-e-s retournent dans leur pays d'origine, leur champ de relations ne se limite pas seulement au contexte équatorien mais s'étend aux pays où ils ont vécu (la Suisse, par exemple) ou à ceux où ils/elles ont encore de la famille (comme l'Espagne). Ces relations transnationales peuvent être de grande importance pour les projets de réinsertion des personnes retournées. Plusieurs auteurs, dont Guarnizo (1997), ont démontré que beaucoup de migrant-e-s qui retournent après avoir vécu plusieurs années à l'extérieur, ne rompent pas contact avec les pays où ils/elles ont passé un certain temps de leur vie mais au contraire maintiennent de solides liens sociaux avec des personnes qui y vivent. Cela signifie que les actions et les possibilités de réussite des projets d'insertion des migrant-e-s retourné-e-s ne sont pas seulement liées aux actions de personnes et d'institutions en Équateur ; elles le sont aussi aux actions et à l'aide de personnes et d'institutions établies dans d'autres pays. Par conséquent, dans cette recherche nous examinerons le rôle que jouent les liens transnationaux et l'appui financier, émotif ou logistique de personnes qui vivent à l'extérieur, sur les possibilités de réussite des projets de réinsertion des personnes retournées.

2. LES PROGRAMMES ÉTATIQUES D'AIDE AU RETOUR

L'objectif de cette section est d'éclaircir le concept de « retour » et de réviser brièvement les politiques d'aide au retour des gouvernements de pays européens, de la Suisse et de l'Équateur. Les questions qui se posent sont celles des types de politiques et de programmes d'aide au retour, de leur contexte, de leurs objectifs et, enfin, à quelles personnes elles s'adressent.

Le concept de retour qui sous-tend la plus grande partie des programmes étatiques se réfère à l'acte de retourner vivre dans le pays d'origine. Dans le vocabulaire académique, on utilise des définitions du terme « retour » qui le caractérisent et le différencient selon le degré de volonté de retour et les types d'acteurs engagés dans ce processus (Ammassari & Black 2001, Black & King 2004, De Souza 2006). C'est ainsi, par exemple, que De Souza & Carrillo (2006) différencient entre: (a) le « retour assisté », qui appartient à la catégorie du « retour volontaire » où l'État offre une aide financière et/ou logistique aux migrant-e-s pour faciliter leur retour; (b) le « retour forcé » et (c) le « retour spontané » qui se concrétise en dehors de tout contrôle ou supervision de l'État, les individus s'organisant dans ce cas de manière autonome. À notre avis il serait plus logique d'appeler ce dernier *retour autonome* plutôt que *spontané* puisque s'organiser pour retourner implique nécessairement une planification.

Dans le vocabulaire d'organisations internationales comme l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), on parle de deux types de retour: (a) « retour involontaire », qui a trait au retour forcé des migrant-e-s lorsqu'ils/elles sont expulsé-e-s par les gouvernements des pays dans lesquels ils vivent, et (b) le « retour volontaire », quand ils/elles acceptent de rentrer dans leurs pays d'origine même si, dans certains cas, ils/elles préféreraient rester en Europe (OIM 2004).

Sur quelles bases conceptuelles l'idée du retour s'appuie-t-elle ? Comme nous l'avons vu plus haut, le concept sur lequel reposent la plupart des programmes d'État se rapporte à l'acte de retourner vivre dans le pays d'origine. Un bref examen de ce concept montre cependant que la définition du retour n'est pas aussi facile qu'elle ne le paraît à première vue. La conception du retour comme l'acte de s'établir dans le « pays d'origine » soulève la question de ce que l'on entend par « lieu d'origine ». Quel critère peut le définir ? L'endroit où les individus sont nés et/ou ont vécu la plus grande partie de leur vie (*perspective de socialisation*) ou l'endroit où les individus disposent d'un statut formel de citoyens (*perspective légale*) ? La vision qui prédomine dans tous les programmes de retour est la perspective légale, exclusivement.

Un regard sur la réalité de nombreuses personnes appelées « migrant-e-s », « étranger-es » ou « irrégulier-e-s » révèle que la perspective légale est trop étroite pour contenir la complexité de leur situation de vie. C'est le cas, par exemple, d'enfants de migrant-e-s qui sont nés et ont vécu la plus grande partie de leur existence dans un pays européen où ni eux ni leurs parents n'ont de droits civils, faute de permis de résidence, et qui ne peuvent s'imaginer « retourner » dans un pays (celui de leurs parents) qu'ils connaissent à peine. C'est aussi le cas de beaucoup de migrant-e-s dont les vies s'écoulent, ou se sont écoulées, non seulement dans un « pays d'origine » et dans un « pays de destination », mais dans plusieurs pays. La dualité de la vision de la migration, selon laquelle les migrant-e-s n'ont que l'« origine » et la « destination » comme points de référence est débattue, depuis plusieurs années, par les chercheur-se-s de la perspective transnationale, en raison de sa rigidité. Dans la réalité, les vies d'un grand nombre de migrant-e-s tournent autour d'une variété de pays, soit parce que leurs étapes migratoires sont de type « circulaire », c'est-à-dire qu'ils/elles se déplacent régulièrement entre deux pays - ou plus - pour des raisons de travail et/ou de famille (Dahinden 2010, (Piguet 2013), ou se déroulent au rythme d'un mouvement de type « successif » car au long des années ils/elles se déplacent d'un pays à l'autre - de manière successive - à la recherche de nouvelles possibilités de travail et/ou d'une meilleure qualité de vie (Tarrus 2002). Cassarino (2004) soutient de plus que les perspectives transnationales et celles des réseaux sociaux montrent qu'actuellement on ne peut continuer à considérer le retour comme le point final du cycle migratoire mais bien plus comme une étape à l'intérieur du processus de migration.

2.1 Les programmes d'aide au retour en Europe

La migration du retour a surgi ces dernières années comme un élément-clé de la politique de migration de la majorité des États européens. Les politiques de retour sont en effet considérées par beaucoup de politiciens et de responsables de politique migratoire comme la pierre angulaire de toute stratégie de prévention et de lutte contre la migration irrégulière et la résidence illégale dans les pays de l'Union européenne (OIM, 2004, p. 7). Du point de vue des États européens, les concepts de « migration irrégulière » ou de « résidence illégale de migrant-e-s » couvrent une variété de situations. Mais avant de donner une vision générale du type de situations, il est important de comprendre que dans les pays de l'Union Européenne ainsi qu'en Suisse il existe une politique migratoire duale puisque d'une part elle garantit des droits de mobilité (résidence, travail) aux citoyens des pays membres de l'Union mais qu'en même temps elle restreint le droit à l'immigration des citoyens des pays extra-communautaires à ceux d'entre eux qui sont hautement qualifiés. Cette politique restrictive à l'égard des citoyens extra-communautaires a pour résultat que, dans la

pratique, beaucoup de migrant-e-s cherchent à vivre ou à résider dans les pays européens par des chemins considérés comme « illégaux ». Il existe une grande variété de situations d'« irrégularité » mais nous ne nommerons ici que les principales. Dans le premier cas, il s'agit de personnes qui sont entrées en Europe comme candidates à l'asile politique ; leur demande a été rejetée alors qu'elles ont passé plusieurs années en Europe et elles décident d'y rester, même après avoir reçu l'ordre de partir. Dans le second cas, il s'agit de migrant-e-s sans-papiers qui ne sont pas entrés en Europe par la voie de la demande d'asile. Ici, on trouve des personnes dont le permis de résidence est échu et qui n'obtiennent pas son renouvellement, ou d'autres encore qui n'ont jamais obtenu de permis de résidence, étant entrées avec un visa de touristes et ayant décidé de prolonger leur séjour ; enfin, des personnes qui sont nées dans un pays européen, de parents qui ne possèdent pas de permis de résidence.

Confrontés à une population croissante d'« irrégulier-e-s » et désireux de contrôler la migration irrégulière et la résidence illégale dans les pays de l'Union Européenne, la majorité des États de l'Union ont mis sur pied deux types de programmes concernant le retour; ceux que l'on nomme « retours involontaires », qui sont en réalité des retours forcés, et les « retours volontaires ». Dans le premier cas, il s'agit du processus de « renvoyer (du territoire européen) de manière forcée les migrant-e-s irrégulier-e-s et sans-papiers » (OIM 2011). Dans le second il s'agit de programmes d'assistance au retour volontaire (ARV) de requérants d'asile et sans-papiers, et dont les modalités varient selon les pays spécifiques de l'Union Européenne. Quels types de programmes sont mis en œuvre dans la pratique? Selon l'OIM (2011), pour l'année 2004, une minorité seulement du total des personnes retournées (10-20%) l'ont fait dans le cadre de programmes d'assistance au retour volontaire (ARV). Qui sont les retourné-e-s? Les statistiques de l'OIM indiquent que la grande majorité de retourné-e-s s'est vu refuser une demande d'asile politique. Cependant depuis le début de l'année 2000 un changement est en train de s'opérer puisque dans certains pays, comme la Belgique, plus du 50 % des personnes retournées en situation « irrégulière » étaient entrées dans ce pays par une autre voie que celle de la demande d'asile.

Selon l'OIM (2004), il existe aujourd'hui un consensus entre les pays européens qui reconnaissent que les programmes d'assistance au retour volontaire (ARV) sont beaucoup plus efficaces et moins coûteux que ceux du retour forcé. De nombreux États européens se retrouvent dans la situation où seule une minorité des migrant-e-s irrégulier-e-s auquel-le-s l'ordre d'abandonner le territoire européen est donné, part effectivement. Par exemple, en Irlande en 2001, seulement 364 des 1'979 personnes qui avaient reçu l'ordre de quitter le territoire l'ont réellement fait. En Belgique il y a eu 13'563 ordres d'expulsion pendant l'année 2000 mais 3.002 personnes seulement ont quitté le pays. Dans la pratique, malgré les ordres d'expulsion, leurs destinataires disparaissent avant que les États ne les forcent à retourner dans leurs pays.

L'OIM a réalisé en 2004 une étude sur les programmes de retour, dans différents pays européens. Elle a démontré que, malgré l'intérêt croissant des États pour les programmes d'assistance au retour volontaire, il existe de nombreuses différences entre les pays européens par rapport au type de migrant-e-s auxquels ils sont destinés, à la portée et au montant financier de l'aide et à ses buts. On pourrait dire qu'il existe à la base deux types d'approche. Une première, illustrée par le Gouvernement espagnol, se caractérise par une attitude pragmatique envers les migrant-e-s sans-papiers. Au cours des années, il a réalisé des campagnes

d'amnistie collective. En même temps, et à la différence du reste des pays européens, l'Espagne ne destine pas seulement ses programmes d'aide au retour aux demandeurs d'asile ou aux sans-papiers, mais à tous les étrangers provenant de pays extra-européens (avec des accords bilatéraux avec l'Espagne) et qui sont en situation de chômage. Par conséquent, l'aide au retour permet aux migrant-e-s qui ont cotisé à l'assurance-chômage en Espagne, de toucher la somme d'argent destinée au chômage en deux paiements, l'un se réalisant de manière anticipée. La condition posée aux migrant-e-s est qu'ils acceptent de retourner volontairement dans leurs pays et qu'ils s'engagent à ne plus revenir travailler en Espagne pendant une période d'au moins trois ans. Le programme de l'Espagne ne vise donc pas en priorité la migration irrégulière, il est davantage un moyen de lutte contre le chômage.

Le reste des pays européens a pour principal objectif d'éviter que les personnes auxquelles la demande d'asile a été refusée continuent à vivre en Europe (à l'exception de la Belgique et du Danemark dont les programmes sont destinés à toutes les personnes de pays extra-européens qui se trouvent en situation d'irrégularité). En même temps, il y a des différences significatives entre les pays européens par rapport à l'envergure des services mis à disposition et au montant de l'aide financière. Au moment de la réalisation de l'étude de l'OIM (2004), l'aide de certains pays (comme l'Autriche) se limitait à financer le voyage de retour des migrant-e-s et à leur donner quelques informations générales utiles à cet effet. La portée des programmes d'aide de pays comme la Belgique, le Danemark, l'Allemagne et la Suisse, est beaucoup plus importante car, en plus de financer les coûts du retour, ils assurent aussi un service-conseil spécifique et un financement pour la réalisation de projets de réinsertion socioéconomique. Le montant de l'aide financière destinée aux projets de réinsertion variait entre 250 Euros par adulte et 125 Euros par mineur (Belgique), 750 Euros par adulte et 375 Euros par mineur (Allemagne), 2'720 Euros par adulte et 900 Euros par mineur (Danemark). Le Danemark était le plus généreux en ce qui concerne l'aide financière puisqu'il prenait aussi à sa charge les coûts de transport des effets personnels, l'achat et le transport de matériel professionnel ainsi qu'une assurance-maladie d'un an pour les personnes de pays où il n'y avait pas d'assurance publique.

On peut conclure que le principal objectif des programmes étatiques européens d'aide au retour est de prévenir ou d'empêcher la migration irrégulière et la résidence illégale en Europe, de réduire les coûts que ce type de migration entraîne et, finalement, de trouver une solution au problème du contrôle des frontières pour les personnes provenant de pays n'appartenant pas à l'Union européenne. Ces dernières années, plusieurs auteurs qui considèrent d'un œil critique la perception du retour comme une action se limitant à retirer les migrant-e-s « irrégulier-e-s » du territoire européen ont uni leurs voix car le potentiel humain et financier des retourné-e-s en tant que participant-e-s du processus de développement n'est ni analysé ni considéré à sa juste valeur (ex. Cassarino 2008 : 98).

2.2 Les programmes étatiques d'aide au retour en Suisse

Comme les autres pays européens, et à la différence de pays comme l'Espagne par exemple, l'idée de la légalisation des « sans-papiers » au moyen d'une régularisation collective n'a jamais obtenu l'appui de la majorité en Suisse (Efionayi-Mäder et al. 2010). C'est pourquoi les programmes d'aide au retour volontaire de personnes qui se trouvent en situation irrégulière ont, depuis près de 15 ans, fait l'objet d'une

grande attention. À l'instar de beaucoup d'autres pays européens, l'aide des programmes fédéraux s'oriente principalement vers des personnes étrangères qui sont entrées en Suisse comme requérant-e-s d'asile politique, qui ont reçu un permis temporaire de résidence mais dont la demande a été ensuite refusée. Cependant, si l'on tient compte du fait que la Suisse est un État fédéral et structuré selon le modèle fédéraliste, les cantons, en leur qualité d'États-membres, disposent d'une large autonomie. Il existe donc des différences individuelles concernant l'orientation de l'aide. Par exemple, à l'exception du reste du pays, les cantons de Vaud et de Genève sont les seuls à couvrir les situations des sans-papiers, c'est-à-dire de personnes qui soit vivent et travaillent en Suisse sans jamais avoir obtenu de permis de résidence (dans certains cas elles l'ont sollicité mais ne l'ont pas obtenu) soit qui n'en ont pas obtenu le renouvellement bien qu'en ayant bénéficié auparavant (c'est le cas d'étudiants, de membres de familles ou de travailleurs temporaires), ou encore parce qu'elles sont nées en Suisse comme fille/fils de parents qui n'avaient pas de permis de résidence. Le canton du Tessin (de langue italienne) a aussi réalisé dans le passé un programme ponctuel d'orientation similaire (pour le retour d'Équatorien-nes). Les cantons de Vaud et de Genève se caractérisent par le fait qu'ils abritent un grand nombre de personnes sans-papiers. Le canton de Genève se différencie aussi par sa réponse à la problématique des sans-papiers puisqu'il y a quelques années il a présenté une initiative à la Confédération pour la légalisation collective de 5.000 sans-papiers qui travaillaient dans le service domestique (principalement des femmes).

Quel est le but des programmes fédéraux d'aide au retour? En parallèle avec l'orientation de la plupart des pays européens, il est de « motiver les personnes du domaine de l'asile à retourner de manière volontaire et de promouvoir leur réinsertion dans leur pays d'origine » (Gnesa 2007: 1). Les autorités fédérales considèrent que ces programmes ne présentent que des avantages: « pour les personnes intéressé-e-s, étant donné qu'elles profitent de services-conseil et d'assistance; pour le pays d'origine, puisque l'aide contribue au développement socioéconomique du pays, et enfin pour le pays de destination (Suisse), parce que cela permet à la Confédération, aux cantons et aux communes d'éviter les coûts qu'entraîne le retour forcé ou la poursuite des personnes en situation d'illégalité » (Gnesa 2007: 1). L'Office Fédéral des Migrations (OFM) est chargé de mettre en œuvre les programmes d'aide au retour en collaboration avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et les services cantonaux compétents. Toutes les personnes entrées en Suisse comme requérantes d'asile peuvent présenter une demande d'aide au travers des services-conseil d'aide au retour cantonaux (service délégué dans certains cantons à des organisations non gouvernementales comme par exemple la Croix Rouge ou Caritas). Les prestations que reçoivent les bénéficiaires de l'aide au retour sont régies par la directive 4.2. et couvrent plusieurs types d'aide, comme il sera expliqué plus loin. Une comparaison avec les programmes européens décrits ci-dessus (section 2.1) montre que les programmes suisses sont dans certains cas plus généreux que ceux des gouvernements européens (Autriche) en ce qui concerne le service-conseil et l'aide financière pour les projets de réinsertion; dans d'autres cas ils sont plus modestes que ceux des autres pays européens (comme le Danemark), en particulier en ce qui concerne le montant de l'aide financière. Les prestations établies par le gouvernement fédéral suisse pour le retour des migrant-e-s sont les suivantes:

- Le financement des coûts du voyage de retour.
- Un montant global de CHF 1'000 (francs suisses) par adulte et de CHF 500 pour chaque mineur.

- Une aide individuelle complémentaire de CHF 3'000 pour la réalisation d'un projet de réinsertion professionnelle ou sociale (par famille).
- Une aide individuelle au retour pour l'achat de médicaments et/ou pour un traitement médical.
- Un viatique de CHF 100 par personne pour d'éventuels frais en cours de voyage.

L'aide du canton de Vaud, le cas analysé ici, est régi par les procédés et montants financiers stipulés par la Confédération et mentionnés ci-dessus. L'aide aux personnes sans-papiers est apportée par le *Bureau cantonal d'aide au retour*, dont la mission est d'aider les personnes étrangères sans permis de résidence à retourner dans leurs pays d'origine. La condition pour bénéficier de l'aide est d'avoir résidé dans le canton de Vaud pendant une période d'au moins six mois et de ne pas disposer des ressources suffisantes pour financer le retour et la réinsertion socioéconomique dans les pays d'origine. Les personnes qui s'adressent à ce Bureau et expriment leur désir de rentrer, bénéficient d'un service-conseil pour le développement d'un projet de réinsertion socioéconomique. Le Bureau cantonal réalise son service-conseil avec l'appui de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dont les Bureaux régionaux fonctionnent dans un grand nombre de pays. Il faut souligner que le Bureau cantonal est relativement réduit puisqu'il ne compte que quatre collaborateurs, trois d'entre eux travaillant à temps partiel. Après l'obtention par les bénéficiaires de l'approbation des projets de réinsertion, le Bureau cantonal procède à l'organisation du retour, conjointement avec l'OIM. Avant de partir, les migrant-e-s reçoivent (en francs suisses ou en US dollars) une première tranche du montant qui leur a été alloué (un tiers environ). Une fois dans leur pays d'origine, ils/elles devront se rendre au Bureau régional de l'OIM qui réalisera un contrôle des frais et leur remettra le solde de ce montant à mesure qu'ils/elles investiront dans leurs projets.

Quelles sont les expériences des Équatorien-ne-s retourné-e-s avec l'aide du canton de Vaud ? Quel est l'impact de l'aide qu'ils/elles ont reçue pour leurs projets de réinsertion ? Ces questions seront évaluées dans le chapitre 5 de ce rapport mais il faut dès maintenant relever que l'effet des programmes de retour est nécessairement lié à la situation socioéconomique de leur pays, ainsi qu'aux programmes nationaux d'aide à la réinsertion. L'objectif de la section suivante est d'analyser les programmes équatoriens d'aide au retour.

2.3 Les programmes d'aide au retour du gouvernement équatorien

L'actuel Président Rafael Correa a créé en 2008 la *Secretaría Nacional del Migrante-SENAMI* (Secrétariat National du Migrant), institution de type national de rang ministériel, qui a pour fonction de mettre en oeuvre les nouvelles mesures de politique migratoire prises par le gouvernement. Un élément important de cette nouvelle politique est le programme de retour *Bienvenidos a casa* (Bienvenu-e-s à la maison) dont l'objectif est le retour « volontaire, digne et soutenu » des Équatorien-ne-s de l'extérieur et qui comprend trois sous-programmes: (a) *Volver a casa* (Rentrer à la maison), (b) *Vínculos* (Liens) et (c) *Fondo Cucayo* (Fonds Cucayo) (tableau 2).

Tableau 2. Le programme équatorien d'aide au retour 2: « Bienvenu-e-s à la maison »

Programme « Bienvenu-e-s à la maison »	Objectifs
Sous-programmes	
(a) « Rentrer à la maison »	Élimination des taxes de douane sur: articles/appareils ménagers, voiture et équipement de travail.
(b) « Liens »	Connecter les parents à l'extérieur avec leurs enfants en Équateur, au travers d'Internet.
(c) « Fonds Cucayo » 3:	Stimulation à l'investissement, pour les personnes retournées. « Capital-semence » non-remboursable, pour démarrer un projet productif.

L'objectif du premier sous-programme, « Rentrer à la maison », est de faciliter le retour physique des migrant-e-s qui ont été forcé-e-s à retourner ou de ceux qui l'ont fait volontairement, par l'élimination des taxes de douane sur les articles et appareils ménagers, la voiture et l'équipement de travail. Le second sous-programme, « Liens », aide le retour virtuel en permettant le contact des parents qui vivent à l'étranger avec leurs enfants en Équateur, au travers d'Internet. À cet effet le projet *Escuelas cercanas* (Ecoles proches) a été mis sur pied dans les écoles de Cañar et de Quito, où il existe un indice élevé de migration. Les enfants ont ainsi accès à la vidéoconférence avec leurs parents migrants, et à la messagerie par Internet. Finalement le troisième sous-programme, *Fondo Cucayo*, a pour objectif d'encourager les investissements des migrant-e-s qui retournent vivre en Équateur. En plus de stimuler les investissements individuels, le *Plan Cucayo* poursuit l'objectif macro de contribuer à la dynamisation de l'économie du pays. Pour son exécution, la SENAMI remet aux migrant-e-s un «capital-semence» non remboursable, au moyen du fonds *El Cucayo* qui peut être obtenu par concours. L'objectif principal de ce fonds est que les personnes retourné-e-s développent des projets productifs; par conséquent, il ne peut pas être utilisé pour l'achat de véhicules ou la construction de maisons, ni pour le remboursement de dettes, le paiement du permis de fonctionnement d'un commerce ou de celui de salaires.

Les personnes qui veulent concourir dans le cadre du *Plan Cucayo* doivent remplir toutes les conditions suivantes:

- Équatorien-ne-s ayant vécu une année ininterrompue, ou plus, à l'extérieur, retourné-e-s en Équateur à partir de 2007.
- Équatorien-ne-s migrant-e-s ne présentant pas d'antécédants judiciaires.
- Équatorien-ne-s migrant-e-s disposant d'apports propres, soit sous forme de biens, soit en espèces.

² Elaboré sur la base du site web du SENAMI.

³ 'Cucayo' en *Kichwa* signifie la « charcuterie» destinée au casse-croûte pour un voyage ou une *minga* (tâches communautaires).

Le processus de sélection appliqué au fonds *Cucayo* passe par huit étapes: (a) réception des idées de projets ; (b) analyse et évaluation; (c) présélection d'idées pour l'élaboration des profils; (d) élaboration des profils; (e) analyse et évaluation des profils des projets; (f) sélection des projets et attribution du capital-semence pour les bénéficiaires; (g) mise en contact des candidat-e-s avec la banque publique; (h) appui et assistance des bénéficiaires par les « mentors » de la SENAMI, pour la mise en marche du projet.

Le tableau 3 montre les montants maximums établis par le *Plan Cucayo* pour le financement de projets productifs, ainsi que le pourcentage que devraient apporter tant les personnes retournées que la SENAMI.

Tableau 3. Plan Cucayo: Montants maximums pour la demande et apport des solliciteurs-euses⁴.

Type d'application	Montant maximum pouvant être sollicité	Apport personnel au coût du projet	Apport SENAMI au coût du projet
Projet communautaire	jusqu'à \$50'000 USD	50%	50%
Projet individuel ou familial	jusqu'à \$ 2'500 USD	50%	50%
Projet individuel	jusqu'à \$15'000 USD	75%	25%
Projet associatif	jusqu'à \$15'000 USD	75%	25%
Projet familial	Jusqu'à \$50'000 USD	75%	25%

Quel est l'impact du *Plan Cucayo*? Selon Moncayo et Herrera (2011) qui ont fait une analyse détaillée, jusqu'au mois d'août 2010 ce Plan n'était parvenu à bénéficier qu'au 9% seulement du total des personnes qui l'avaient sollicité. Ainsi, jusqu'à maintenant, seule une infime minorité des personnes de retour en ont profité. Cela est dû probablement aux lourdeurs administratives et à la complexité des procédés bureaucratiques qu'exige la demande de crédit, ainsi qu'au montant de la contribution financière, passablement élevée, exigée des bénéficiaires. Ces facteurs peuvent avoir pour effet d'exclure les personnes retournées dont le niveau d'instruction n'est pas suffisant et qui ne disposent pas non plus de grandes ressources économiques. Dans la pratique, le plan *Cucayo* vise des migrant-e-s qui se caractérisent par un clair profil d'investisseurs. En effet, ils/elles devraient non seulement disposer d'importantes ressources économiques mais encore avoir à leur actif l'expérience de la mise sur pied de projets productifs ; par conséquent, ils/elles doivent être en mesure de formuler des projets solides à long terme du point de vue économique. Selon Moncayo, seule une minorité des personnes retournées correspond à ce profil puisque beaucoup d'entre elles ne possèdent pas d'expériences préalables de conception de projets productifs. L'une des preuves des limitations du *Plan Cucayo* dans sa forme actuelle est que quatre des personnes retournées interviewées n'ont pas réussi à obtenir de financement du fonds *Cucayo* pour leurs projets de réinsertion ; pourtant, elles disposaient d'épargnes propres, en plus de la somme remise par l'aide au retour du canton de Vaud.

Il semble par conséquent que *El Cucayo*, bien que représentant certainement une aide importante pour les retourné-e-s au profil d'investisseurs, ne soit cependant pas

⁴ Elaboration sur la base du site web de la SENAMI

suffisamment ouvert pour couvrir les besoins de ceux/celles dont les expériences dans le développement de projets productifs sont limitées; il ne l'est pas suffisamment non plus pour motiver le retour de la grande majorité des migrant-e-s. Selon Müller de la Torre⁵, ce programme reprend le mythe du/de la migrant-e qui a réussi, « parti pauvre et revenu riche ». Une telle orientation des programmes court le risque, selon elle, de contribuer à maintenir ce mythe (de « devenir riche en migrant »). En même temps, l'analyse de type macro-économique que Moncayo fait du programme *Cucayo* montre que les projets financés ne débouchent pas toujours sur des activités productives ou des bénéfiques à grande échelle pour le pays. Le 40% d'entre eux appartiennent au secteur des services (mécanique automotrice, nettoyage), le 17% au domaine de l'éducation (surtout préscolaire), le 13% à celui de la manufacture (confection de vêtements), un 10% au secteur du commerce, de gros ou de détail (petits supermarchés ou boulangeries), et le 7% à l'élevage de petits animaux. Selon Moncayo, étant donné que ces projets rencontrent une concurrence importante sur le marché local, il est à prévoir qu'ils auront de la difficulté à subsister. Elle soutient aussi que l'État équatorien donne priorité à la réinsertion des personnes qui retournent au pays avec certaines ressources économiques ; cela produit une tension avec la notion de développement humain dont il est fait état dans le Plan National de Développement Humain pour les Migrations (PNDHM) 2007-2010 élaboré par la SENAMI.

En conclusion et sur la base de ces arguments, nous sommes en mesure d'avancer qu'il semble très important d'élargir le cercle des destinataires du programme *Cucayo*, de manière à y inclure la grande majorité des personnes retournées qui, même si elles possèdent quelque épargne et de nouveaux savoirs acquis à l'extérieur, n'ont pas toujours l'expérience et/ou la formation suffisante pour développer un projet productif et requièrent d'un accompagnement et de conseils à cet effet. Ici, beaucoup de synergies sont possibles, par exemple avec des programmes d'aide comme celui du canton de Vaud qui appuie déjà le type moyen de personnes retourné-e-s décrit. Il est évident que ni le canton de Vaud ni la SENAMI ne peuvent résoudre tous les problèmes auxquels doivent faire face les personnes retourné-e-s et il serait dès lors très important d'unir les efforts et d'identifier les possibilités de coopération mutuelle. Des exemples de collaboration pour le développement de programmes d'aide au retour entre le Gouvernement équatorien et d'autres gouvernements existent déjà, comme c'est le cas de l'Espagne ; il serait important d'étendre ces collaborations à des pays comme la Suisse où vit un nombre important d'Équatorien-ne-s et qui mettent sur pied des actions d'aide au retour.

3. ÉTUDES DE CAS : LES PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEURS PROJETS D'INSERTION

L'objectif de cette section est de donner une vue d'ensemble de la structure familiale des personnes retournées, de leur genre, leur âge, leur niveau d'instruction, de la date de leur départ de l'Équateur et de celle de leur retour, ainsi que du type de projets d'insertion. Nous pourrions ainsi ultérieurement saisir le rôle que chacun des facteurs sociodémographiques mentionnés peut avoir dans le développement et la réussite possible des projets d'insertion.

⁵ Communication personnelle, Septembre 2011

Comme on a pu le voir dans le tableau 1 (page 14) , et comme déjà expliqué dans la section de la méthodologie, nous avons examiné dans ce rapport 25 études de cas (ou unités familiales) soit un total de 49 migrant-e-s retourné-e-s et vivant dans 7 différentes provinces du Nord de l'Équateur. Ces différences de localisation entre les personnes retournées montrent déjà qu'elles disposent de ressources géographiques différentes pour leurs projets d'insertion. Il est clair que des villes comme Quito offrent un marché beaucoup plus important pour la commercialisation des produits et plus de possibilités pour l'acquisition d'articles pour les petits commerces que, par exemple, des petites villes comme Shushufindi. De plus, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui gère l'argent de l'aide du canton de Vaud que reçoivent les personnes retournées, se situe à Quito.

Comme le montre le tableau 4, l'ensemble des personnes retournées se compose de 34 adultes et 15 mineurs qui accompagnent leurs parentes ou leurs mères. La proportion des sexes à l'intérieur de cette population est égalitaire : elle se compose de 24 femmes et 25 hommes. Le tableau 4 montre aussi que le temps passé en Suisse par les personnes interviewées est très long, puisque dans la majorité des cas (76%) il oscille entre 7 et 17 ans. Un petit nombre seulement d'entre elles ont résidé en Suisse pendant moins de 5 ans. Les femmes seules représentent les deux tiers (6) du total (10) des personnes interviewées qui ont vécu en Suisse pendant plus de 10 ans. Ces résultats nous donnent une première indication concernant le poids de la charge émotionnelle que les migrant-e-s ont certainement dû supporter pendant des années pour vivre en permanence dans la crainte et l'incertitude. Ils sont aussi une indication des difficultés qu'ils/elles doivent rencontrer lorsqu'elles tentent de se réinsérer en Équateur après une si longue absence.

Tableau 4. Les cas étudiés de personnes bénéficiaires de l'aide du canton de Vaud pour leur retour (2008-2010)

Étude de cas	Nombre de personnes retournées ⁶	F	H	Départ/ retour	Projet de réinsertion	Lieu de résidence
I. Province de Pichincha						
1. S1	1 (adulte)		1	2000 - 2010 (10)	Boulangerie	Quito
2. S2	1 (adulte)	1		2000 - 2008 (8)	Amélioration de l'habitat	Quito
3. S3	2 (mère/fille*)	2		1991 - 2008 (17)	Achat matériel salon beauté	Quito
4. S4	1 (adulte)	1		1994 - 2010 (16)	Café/ petits menus rapides	Quito
5. V1	2 (mère/enfant*)	1	1	1999 - 2010 (11)	Cours de français	Quito
6. V2	3 (parents/fille*)	2	1	2003 - 2008 (5)	Atelier d'ap. électroménagers	Quito
7. V3	1 (adulte)	1		1997 - 2010 (13)	Meubles, amélioration de vie	Quito
8. Y4	1 (adulte+)		1	2002 - 2009 (7)	Boulangerie	Cantón Mejía
9. S5	4 (parents/enfant*)	1	3	1992 - 2008 (16)	Restaurant de viandes	Sangolquí
10. S6	4 (parents/filles ^o)	3	1	1999 - 2008 (9)	Instruction des filles	Sangolquí
11. S7	2 (couple+)	1	1	2001 - 2008 (7)	Magasin de chaussures	Tabacundo
II. Province de Santo Domingo de los Tsáchilas						
12. S8	1 (adulte)	1		1997 - 2010 (13)	Vente décorations maison	Sto. Domingo
13. S9	1 (adulte)		1	2008 - 2010 (2)	Cours d'anglais	Sto. Domingo

⁶ Situation des enfants mineurs, selon les lieux de résidence :

*enfant/s né/s et élevé/s en Suisse

^o enfants nés en Équateur et qui par la suite ont migré vers la Suisse avec leur mère/père

+ le/les enfant-s mineur-s n'a/n'ont pas migré vers la Suisse mais sont resté-s en Équateur avec les grands-parents

14. S10	1 (adulte)		1	1998 – 2010 (12)	Culture de bananes, agrumes	Sto. Domingo
15. S11	1 (adulte+)		1	2007 – 2008 (1)	Atelier de couture	Sto. Domingo
16. S12	1 (adulte)		1	2007 – 2008 (1)	Petit restaurant	Sto. Domingo
17. V4	4 (parents/enfants*)	1	3	2001 – 2008 (7)	Vente ambulante de fruits	Sto. Domingo
III. Province d'Esmeraldas						
18. V5	2 (couple+)	1	1	2000 – 2010 (10)	Restauration bar Karaoke	La Concordia
19. V6	1 (adulte)		1	2001 – 2010 (9)	Études d'informatique	Esmeraldas
20. V7	1 (adulte+)		1	2003 – 2008 (5)	Production et vente de miel	Esmeraldas
21. V8	1 (adulte+)	1		1999 – 2010 (11)	Traitement médic. thrombose	Tachina
IV. Province de Bolivar						
22. V9	4 (parents/enfants*)	2	2	2002 – 2010 (8)	Construction de cafétéria	Guaranda
V. Province de Sucumbios						
23. Y1	2 (couple+)	1	1	2006 – 2009 (3)	Vente de bâches et autres	Shushufindi
VI. Province del Napo						
24. Y2	4 (parents/enfants°)	2	2	2001 – 2009 (8)	Snack-bar-pizzeria	Tena
VII. Province de Manabí						
25. Y3	3 (mère/enfants*)	2	1	2003 – 2010 (7)	Culture, vente d'oignons	Puerto Cañitas
Total		24	25	49 personnes retournées (34 adultes y 15 mineurs)		

Quelles sont les caractéristiques des 25 unités familiales étudiées ici, en termes de structure familiale (situation de couple, existence ou non d'enfants et lieu de naissance et de socialisation de ces derniers) ? Le tableau 5 montre qu'il existe trois types d'unités familiales dans le groupe de personnes retournées : (1) les personnes qui retournent seules et qui n'ont ni conjoint-e, ni enfant (dans ce groupe on ne trouve que des hommes), (2) les personnes qui retournent seules mais ont des enfants (qui vivent ou en Équateur ou en Suisse) et (3) les couples qui retournent et ont des enfants (qui vivent en Équateur ou en Suisse). Dans les deux derniers groupes on peut observer plusieurs différences liées au genre. Le cas où les pères laissent leurs enfants mineurs aux soins de leur famille en Équateur prévaut de loin sur celui où ce sont les mères qui le font. On observe un seul cas où une mère (célibataire) a laissé sa fille avec sa famille en Équateur. Les femmes qui ont des enfants migrent lorsqu'ils sont majeurs ou alors migrent en couple. Le cas de personnes qui migrent seules de l'Équateur et retournent avec des enfants nés en Suisse est caractéristique de la femme seulement. C'est le cas de trois femmes équatoriennes qui ont eu des enfants en Suisse, avec des hommes de nationalités diverses (turque, française, péruvienne) et qui, dans les trois cas, ont assumé seules la responsabilité de les élever.

Tableau 5. Caractéristiques de la structure familiale des personnes retournées : le rôle du genre

Structure familiale	Unités Familiales
I. Personnes seules sans enfants (5)	
Homme seul sans enfants	5
II. Personnes seules avec enfants (13)	
Hommes seuls avec enfant/s(mineurs) vivant en Équateur	3
Femmes seules avec enfant/s (mineurs) vivant en Équateur	1
Femmes seules avec enfant/s (majeurs) vivant en Équateur	6
Femmes seules avec enfant/s (mineurs) nés et élevés en Suisse	3
III. Couples avec enfant/s (7)	
Couples avec enfant/s (mineurs) nés et élevés en Suisse	5
Couples avec enfant/s mineurs nés en Équateur et élevés en Suisse	2
Total	25

Quelles sont les caractéristiques spécifiques concernant l'âge et le niveau d'instruction des personnes adultes interviewées ici ? Comme signalé, parmi les personnes retournées on compte 34 personnes adultes. Le tableau 6 montre qu'il y a un nombre similaire d'hommes et de femmes et le tableau 7 que les deux-tiers de cette population est relativement jeune : son âge varie entre 24 et 41 ans. L'âge joue un rôle important lorsque l'on tente de se réintégrer au marché du travail ou de s'adapter à de nouvelles exigences. Il est probable que les personnes plus jeunes aient plus de facilité à réaliser leurs projets d'insertion que celles de plus de 50 ans. De toute façon, cette affirmation devra être examinée plus loin sur la base des données empiriques.

Tableau 6. Nombre total et sexe des personnes adultes interviewées

Nombre d'unités familiales		25
Nombre d'adultes	Hommes	17
	Femmes	17
	Total	34

Tableau 7. Âge des personnes adultes interviewées

Groupes d'âges	Nombre de personnes (information disponible pour 30 personnes)
61-52 (1950-1959)	4 (13%)
51-43 (1960-1968)	8 (27%)
41-32 (1970-1979)	12 (40%)
30-24 (1981-1987)	6 (20%)
Total	30

Quel est le niveau d'études des personnes retournées ? Le tableau 8 (prochaine page) nous montre que deux-tiers des personnes interviewées ont terminé leurs études secondaires, réalisé quelques années d'études tertiaires ou (dans un cas) complété des études universitaires. Ainsi, la majorité a un niveau d'études qui, même s'il ne correspond pas au plus élevé, n'est pas non plus celui de l'école primaire. Cependant, il existe des différences à l'intérieur du groupe des personnes interviewées, étant donné qu'un peu plus du 20% a tout juste terminé l'école primaire ou ne l'a pas complétée. Reste à voir quelle est l'incidence de ces différences de niveau d'études sur la conduite des projets d'insertion.

Tableau 8. Niveau d'études des personnes adultes interviewées

Niveau d'études		Nombre de personnes (information disponible pour 32 personnes)
Primaire	Terminé	5
	Non terminé	2
Secondaire	Terminé	10
	Non terminé	5
Universitaire	Terminé	1
	Non terminé	9
Total		32

Pour terminer, le tableau 9 montre le type de projets d'insertion que les personnes retournées cherchent à réaliser. La grande majorité (72%) correspond au secteur de la micro entreprise et comprend une variété de branches comme les services, le commerce, et les projets agricoles. En contraste, dans les autres cas (la troisième partie) il ne s'agit pas de projets productifs mais qui appartiennent aux domaines de l'éducation, de la santé et de l'amélioration de l'habitat. Il sera probablement plus facile d'estimer l'impact de projets de santé ou d'amélioration de l'habitat, dont les effets sont immédiats, que ceux des projets productifs qui requièrent en général de plusieurs années pour que leurs effets socioéconomiques soient visibles. Cependant, étant donné que plusieurs projets productifs ont été mis en oeuvre en 2008 déjà - alors que d'autres ne l'ont été qu'en 2010 - il sera possible de voir quels types de différences existent entre la dynamique des projets ayant démarré il y a 3 ans déjà et ceux qui viennent à peine de le faire.

Tableau 9. Types de projets d'insertion des personnes retournées 2008-2010

Domaines	Projets spécifiques	Nombre de projets
Micro entreprise (18 projets : 72%)	Boulangerie	2
	Salon de beauté	1
	Restaurant/café	5
	Bazar	2
	Magasin de chaussures	1
	Vente ambulante de fruits	1
	Restauration bar Karaoke	1
	Atelier de couture	1
	Atelier d'appareils électroménagers	1
	Agriculture/apiculture	3
	Éducation / santé (5 projets : 20%)	Instruction des filles
Cours de langue		2
Études universitaires		1
Traitement maladie		1
Rénovation de l'habitat (2 projets : 8%)	Rénovation habitat	1
	Ameublement	1
Total de projets		25

4. LES RAISONS DE L'ÉMIGRATION ET DU RETOUR EN ÉQUATEUR

L'objectif de cette section est d'analyser les motifs d'émigration et de retour en Équateur des personnes interviewées. Nous postulons ici qu'il est important d'étudier les deux types de motifs parce que d'une part ils nous donnent une vision intégrale du processus migratoire et, de l'autre, ils peuvent nous indiquer des pistes qui serviront à évaluer dans quelle mesure le type de projet d'émigration peut influencer les raisons du retour en Équateur, la décision du moment de retourner et la disposition personnelle à le faire.

4.1 Motifs d'émigration

Pour commencer, il est important de souligner que les récits des personnes interviewées montrent qu'il existe d'une part des facteurs économiques et familiaux qui les poussent à émigrer de l'Équateur (*push factors*) et, de l'autre, des facteurs sociaux, économiques et légaux qui stimulent leur immigration vers la Suisse (*pull factors*). Les projets migratoires vers la Suisse sont par conséquent conditionnés par ces deux types de facteurs.

4.1.1 Les revenus insuffisants

L'Équateur a souffert d'une grave crise économique au cours des années 90 qui a conduit à une forte dévaluation du *sucre*, la monnaie officielle du pays. Dans l'objectif de compter avec une monnaie stable, le Gouvernement équatorien a procédé à la « dollarisation » de l'économie. La « dollarisation » a consisté à remplacer le *sucre* par le dollar américain comme moyen de paiement, de réserve de valeurs et d'unité de compte. Bien que la « dollarisation » ait partiellement stabilisé l'économie équatorienne, elle a cependant eu d'autres conséquences, de type social, comme : l'augmentation du coût de la vie et la perte d'emplois, particulièrement pour ceux qui travaillaient dans des entreprises tombées en faillite, et/ou l'impossibilité de payer les hypothèques des maisons en nouvelle monnaie. Entre 1995 et 2000, le nombre de personnes pauvres a passé de 3,9 à 9,1 millions et, selon l'information du CEDATO, en 1999 le 7% à peine des Équatorien-ne-s pensait que le pays allait pouvoir s'en sortir (Acosta et López, 2003). Cette situation de précarité économique contribua en grande partie et dès 1999 à l'émigration massive d'Équatorien-ne-s; ils migrèrent principalement vers les États-Unis, l'Espagne et l'Italie, à la recherche de meilleures conditions de vie. Entre 1998 et 2004, ce ne seraient pas moins de 700'000 personnes qui auraient quitté le pays (Larrea 2004: 44).

Les effets de la « dollarisation » équatorienne, expliqués ci-dessus, se retrouvent dans les récits des personnes interviewées. Celles qui sont parties de l'Équateur au début des années 2000 décrivent comment « la dollarisation » les a conduites à l'impossibilité de payer les hypothèques de leurs maisons; de plus, elles se trouvaient confrontées à la **faillite des entreprises** où elles travaillaient ou à celle de leurs propres micro entreprises :

«... je travaillais dans une entreprise. J'étais secrétaire-comptable mais justement là cette dollarisation est arrivée et l'entreprise est tombée en faillite et j'ai perdu le travail que j'avais...tout s'est écroulé et tout le monde voulait émigrer et émigrer et émigrer, et c'est là que j'ai eu cette chance de quitter le pays» (Y3, femme, Puerto Cañitas, 2003-2010)

...j'avais un atelier de vêtements de sport grâce auquel j'ai eu du travail pendant vingt-cinq ans. Mais à partir de 1995 la situation est devenue bien difficile, alors j'ai commencé à perdre des clients que j'avais depuis des années et mon travail s'est pratiquement arrêté. J'ai eu beaucoup de prêts bancaires, à intérêt élevé, et alors la situation économique a fini par devenir extrêmement difficile. Jamais je n'avais imaginé partir du pays. Mais mes deux enfants étudiaient à l'Université et pour moi l'idée que leurs études puissent se terminer là était très douloureuse. Alors en 2000 j'ai dû me faire à l'idée de partir . (S2, femme Quito, 2000-2008).

...j'avais la boulangerie mais après, quand l'Équateur s'est dollarisé, alors il semble qu'on allait de plus en plus vers la faillite ; alors j'ai dû la laisser et devenir un simple

travailleur...mais ça n'a pas bien marché pour moi, alors un parent a réussi à me motiver pour aller en Suisse . (Y4, homme, Quito, 2002-2009)

En général la majorité des personnes interviewées, ont quitté le pays dans l'intention d'améliorer leur situation économique et leur niveau de vie (S5) parce qu'elles se retrouvaient **au chômage** (S6, S8, S10, S11), n'avaient **pas d'emploi stable** (S12, S16) ou parce que **leurs revenus étaient insuffisants** pour faire vivre leur famille :

...je suis partie à cause du manque d'argent, comme tous les autres, non ? Parce que malheureusement le sucre a été changé pour le dollar et c'est ça qui nous a compliqué la vie à tous, en Equateur... moi, j'avais du travail mais ça ne suffisait pas complètement pour mes enfants et pour moi, même si je recevais l'aide de ma mère et de mon mari qui était en Suisse depuis une année déjà. (Y2, femme, Tena, 2001-2009)

Les personnes interviewées qui quittent l'Équateur dans les années postérieures à la crise économique du début des années 2000, c'est-à-dire entre 2006 et 2007, le font principalement pour des raisons économiques, comme le **manque de travail** (S11), mais aussi pour des raisons familiales, par exemple **le besoin d'aider leur mère** (S12). Dans la citation suivante on constate à quel point elles sont conscientes du risque qu'elles courent:

...L'idée ça a été celle-là, on rêvait tous d'arriver à avoir un emploi stable et en y pensant je suis parti. Il est clair que partir comme migrants c'est une situation risquée comme on pourrait dire, mais étant donné les [peu d'] options que nous avons ici, c'est mieux de prendre le risque ». ...J'avais des amis en Suisse. Je voyais la situation qui était bien difficile et alors je les ai appelés et leur ai demandé quelles possibilités il y avait [de travail] et ils m'ont dit, si tu veux...viens, ici c'est mieux, alors j'ai décidé de partir. (S11, homme, Santo Domingo de los Tsáchilas, 2007/2008)

4.1.2 La violence conjugale, l'éducation des enfants et le regroupement familial

Les raisons économiques qui poussent à émigrer sont généralement accompagnées de raisons de type familial comme un **événement dramatique** ou le désir d'obtenir une **meilleure instruction pour les enfants** :

...Quand je suis parti d'ici en 2000 plusieurs circonstances m'ont amené à quitter le pays, ça a été la mort de ma maman et le fait d'avoir perdu mon travail. L'entreprise de fournitures pour la floriculture, pour laquelle je travaillais, était tombée en faillite et j'avais perdu mon emploi. (S1, homme, Quito, 2000-2010)

...Bon, quitter l'Équateur a été pour voir si on arriverait à améliorer un peu l'économie familiale, pour voir aussi en raison du futur, dans le but de chercher un meilleur avenir pour notre fils, et spécialement pour qu'il ait une bonne formation. (V4, homme et femme, Santo Domingo, 2001-2008)

Les femmes mentionnent la **violence conjugale** (V3) ou la **séparation d'avec leurs maris** (S4, V5) comme motifs familiaux et de type personnel qui les ont poussées à quitter le pays. Elles expriment la douleur qu'elles ressentaient non seulement en raison de la charge psychologique que la violence conjugale et la séparation impliquaient, mais aussi en raison de la situation économique difficile dans laquelle

elles se trouvaient, ne pouvant pas compter avec le revenu de leurs maris pour subvenir aux besoins de leurs enfants.

...pour commencer, j'ai pensé aller en Suisse premièrement parce que mon seul frère vivait là-bas, et deuxièmement parce que j'ai subi une situation de violence très dure de la part de mon mari...comme j'étais très jeune, j'ai pensé que c'était la manière la plus facile de le fuir et que comme ça il me laisserait en paix, parce que j'ai souffert beaucoup de violence de la part du père de mes enfants. (V3, femme, Quito, 1997-2010)

...j'ai décidé de partir parce que j'allais mal économiquement, j'étais ici avec mes enfants, je me suis séparée de mon mari, je travaillais beaucoup, lui avait des problèmes d'alcoolisme et il venait toujours me causer des problèmes là où je travaillais, alors j'ai décidé de partir dès que j'en ai eu la possibilité. (V8, femme, Esmeraldas, 1999-2010).

Les raisons familiales sont aussi présentes dans les projets de migration des hommes. C'est par exemple le cas de V7, qui quitte l'Équateur au début des années 2000 dans le but de gagner de l'argent pour une **opération** dont **sa femme** avait besoin et dont il n'était pas en mesure de couvrir les frais avec ses revenus. Dans un autre cas, il s'agit d'un homme qui occupe dans la famille la position du frère aîné et qui se voit dans l'obligation d'assumer les frais du foyer étant donné que son **père** est **alcoolique** ; il doit en plus financer les frais de traitement dans un centre d'aide pour alcooliques (Y1).

Certaines des personnes interviewées quittent le pays très jeunes dans le but de **rejoindre leurs parents** en Suisse. Dans un des cas, la mère laisse sa fille avec des parents en Équateur et, étant donné qu'avec le temps des conflits surgissent à l'intérieur de la famille, elle se voit dans l'obligation de l'emmener en Suisse. La fille venait juste de terminer ses études secondaires et elle est partie dans l'espoir de suivre des études universitaires mais lorsqu'elle s'est rendu compte qu'elle devait passer un examen de français elle a renoncé à ce projet et a commencé à travailler dans la garde d'enfants, comme sa mère. Dans d'autres cas, au départ les parents laissent leurs enfants en Équateur avec leur parenté et, dès qu'ils obtiennent une certaine stabilité de travail ils les emmènent en Suisse. Dans d'autres cas encore, les enfants naissent en Suisse, de couples déjà formés en Équateur ou de femmes qui ont migré seules et rencontrent un nouveau conjoint en Suisse.

4.1.3 L'appui des réseaux en Suisse

Comme exprimé auparavant, les raisons économiques, familiales et de libération personnelle se trouvent derrière tous les projets migratoires des personnes interviewées. De plus, il est important de voir que dans pratiquement tous les cas un des principaux facteurs qui conduit à la décision de migrer est celui d'avoir de la parenté ou des personnes connues en Suisse qui les encouragent à partir et sont disposées à les accueillir :

...je ne trouvais pas de travail ici et j'avais deux enfants à élever. Je ne pouvais ni les instruire ni les nourrir... Comme j'avais des membres de ma famille en Suisse, ils m'ont encouragée et c'est pour ça que j'ai décidé de partir. J'avais une cousine et mes amies qui étaient là-bas. (S8, femme, Santo Domingo de los Tsáchilas, 1997-2010)

4.1.4 La demande de main-d'œuvre en Suisse

En plus de l'aide que représentent les réseaux pour migrer, il y a un facteur déterminant qui encourage les Équatorien-ne-s à venir en Suisse : c'est la **demande de main-d'œuvre** et les **opportunités** de travail qui se présentent aux personnes provenant de pays aux bas revenus, comme c'est le cas de l'Équateur. La citation suivante illustre les possibilités de **garde d'enfants** qui s'offrent aux femmes équatoriennes :

Je suis partie de l'Équateur en premier lieu à cause de ma situation matrimoniale, c'est-à-dire que je m'étais séparée de mon mari...Je me trouvais à ce moment-là dans une période sentimentalement très difficile. Et c'est une de mes soeurs qui m'a dit, il y a une personne en Suisse qui a besoin de quelqu'un pour garder sa fille. Je ne savais pas où était la Suisse et l'idée de la langue ne m'est même pas venue à l'esprit. ... Je pensais seulement à moi-même, à m'en aller. Et aussi à la situation économique parce que mon mari m'avait retiré toute aide. J'étais seule avec mes enfants et je ne savais pas comment aller de l'avant avec eux... (S4, femme, Quito 1994-2010)

4.1.5 L'ancienne flexibilité légale

En plus des facteurs cités il en existe un, de type légal, qui a motivé beaucoup d'Équatoriens et Équatoriennes à migrer vers la Suisse à la fin des années 90 et au début des années 2000. Comme le mentionne la littérature (Gratton en Herrera 2005), au début du millénaire les Équatorien-ne-s qui avaient besoin d'améliorer leur situation économique ont changé leur modèle traditionnel de migration vers les États-Unis - destination qui impliquait d'importants frais et de grands risques personnels - pour de nouvelles destinations en Europe, l'Espagne principalement.

Étant donné qu'au début des années nonante les Équatorien-ne-s n'avaient pas besoin de visa de tourisme pour entrer en Suisse et qu'en plus beaucoup d'entre eux/elles comptaient avec des réseaux d'appui dans ce pays, la majorité réussit relativement facilement à migrer vers la Suisse.

...Bon, moi, ça fait treize ou quatorze ans que je suis parti de l'Équateur. La situation économique que traversait le pays et les familles - la mienne spécialement - à cause du manque d'argent, nous a obligés à quitter le pays. Pas seulement moi... J'avais quelques amis en Suisse. Ils sont venus en vacances en Équateur et comme on était amis, et copains de collègue, ils m'ont demandé pourquoi je ne partais pas et ils m'ont aidé. À ce moment-là il n'y avait pas besoin de visa, il fallait seulement avoir le « sac »⁷ et le billet d'avion. Et puis, voyage. (S10, homme, Santo Domingo de los Tsáchilas, 1998-2010)

4.1.6 La bonne image de la Suisse

Le rôle des imaginaires géographiques dans la sélection par les migrant-e-s de leurs destinations migratoires, est un thème qui est l'objet d'une attention croissante dans les études de la migration internationale (ex. Riaño et Baghdali, 2007). La citation suivante illustre comment l'image positive de la Suisse qu'avaient quelques-unes des personnes interviewées, a influencé leur décision de choisir ce pays comme destination migratoire:

⁷ Le « sac » (« la bolsa ») est une somme d'argent pour le voyage, équivalant à 2'000-2500 USD

Question : *Pourquoi décidez-vous aller en Suisse?* Réponse: *Aha! Parce que la Suisse est un pays où les principes, les droits et le respect, persistent. C'est un pays qui vous enseigne à être ordonné et à s'organiser.* (S5, homme, Sangolqui, 1992-2008).

4.1.7 Résumé

Les tableaux 10 et 11 résument les facteurs, présentés ci-dessus, qui ont poussé les personnes interviewées à émigrer de l'Équateur et ceux qui les ont stimulées à migrer vers la Suisse.

Tableau 10. Motifs qui poussent les personnes interviewées à émigrer de l'Équateur

Économiques	Faillite des entreprises où ils/elles travaillaient (crise du pays 2000)
	Perte de l'emploi
	Manque de stabilité de l'emploi
	Revenus insuffisants pour subvenir aux besoins de la famille/ des parents
	Manque de revenus pour construire la maison
	Manque de revenus pour l'opération de l'épouse
Familiaux	Événements familiaux dramatiques (mort de la mère)
	Désir d'une meilleure instruction pour les enfants
	Violence conjugale
	Séparation de l'époux
	Regroupement avec les parents vivant en Suisse

Tableau 11. Facteurs qui ont stimulé les personnes interviewées à migrer vers la Suisse

Sociaux	Appui de membres de la famille et/ou de personnes connues
Économiques	Opportunités de travail
	Meilleurs salaires
Légaux	Possibilité, dans le passé, d'entrer en Suisse sans visa
Image	La bonne image de la Suisse à l'extérieur

4.2 Raisons du retour

L'objectif de cette section est d'identifier les diverses raisons pour lesquelles les personnes interviewées sont retournées en Équateur. Pour commencer, nous allons rapidement passer en revue les types de travail qu'elles ont réalisés durant leur séjour en Suisse; nous verrons ensuite les expériences, de travail et personnelles, qu'elles ont vécues. En ce qui concerne le travail il s'agit d'une part d'un travail peu qualifié, peu rétribué et appartenant à des secteurs où la demande de main-d'oeuvre étrangère est importante étant donné que la grande majorité de la population suisse n'est pas disposée à réaliser ce genre d'activité. D'autre part, on peut observer qu'il y a une nette division au niveau du genre, entre le type de travail que font les hommes et celui que réalisent les femmes. Les hommes font principalement des travaux de soudure, de peinture, de serrurerie, de jardinerie, de construction, s'occupent d'animaux ou sont employés dans des discothèques (comme DJ) ou restaurants (lavage de la vaisselle, aide de cuisine, nettoyage). Les femmes travaillent

principalement dans les familles et accomplissent des activités typiquement féminisées comme prendre soin des enfants ou exécuter des travaux domestiques.

Les personnes interviewées rapportent qu'elles ont eu, durant leur séjour en Suisse, des **expériences négatives** comme **positives**. Un sujet qui revient dans tous leurs récits est celui de la **difficulté** qu'elles expérimentent à **obtenir un endroit où loger**, car les propriétaires et administrateurs immobiliers ne louent pas aux personnes ne possédant pas de permis de résidence. Cette difficulté est illustrée par la citation suivante :

...pour les immigrants, la première difficulté est celle du logement, parce que si vous n'avez pas de permis vous ne pouvez pas louer d'appartement, de studio, quelque chose, alors ce qui se passe c'est qu'ils sont obligés, par exemple, ils sont obligés a...quand je suis arrivé, je suis arrivé dans une pièce comme celle-ci, (désigne la grandeur de la salle) cette salle, on était treize à y vivre, on était obligés de partager, d'être en groupe, c'est ça alors le problème de la personne qui n'a pas de permis, la même chose pour obtenir un travail, parce que le premier qu'ils disent c'est : vous savez travailler ? Oui, je sais travailler. Mais vous avez le permis? Non. Alors ce qu'ils disent, nous regrettons, nous ne pouvons pas vous donner de travail. (V4, homme, Santo Domingo, 2001-2008)

D'autres personnes mentionnent des **abus dont** elles ont été victimes **de la part d'employeurs**, comme l'explique celle-ci:

...les employeurs ont profité de ma situation de sans-papiers puisque dans le dernier travail que j'ai eu le propriétaire n'a pas voulu me payer les 9.000 francs qu'il me devait, parce que je n'avais pas de papiers. Malheureusement je n'ai pas pu présenter de réclamation aux autorités parce que mon niveau de français était insuffisant.... (S12, homme, Santo Domingo, 2007-2008).

Les personnes interviewées mentionnent aussi une série **d'expériences positives en Suisse**. L'une d'elles explique qu'elle a dû changer ses habitudes mais qu'à présent elle se sent fortement identifiée avec la Suisse: *...je me considère un citoyen suisse mais à la différence que je n'ai pas de papiers. (S5, homme, Sangolquí, 1992-2008).* Au moment d'évaluer les avantages et désavantages de son séjour en Suisse, une autre exprime :

...j'ai principalement appris la langue française et j'ai acquis la force personnelle pour ne pas m'écrouler devant n'importe quelle situation, mais je considère aussi que j'ai perdu dix ans de ma vie... (V1, femme Quito, 1999-2010)

Quelles sont les **raisons du retour** des migrant-e-s interviewé-e-s ? Les récits des personnes interviewées montrent qu'il existe d'une part des facteurs de type économique, légal et de santé qui stimulent les personnes interviewées à quitter la Suisse (*push factors*), et de l'autre, des facteurs sociaux et personnels (famille, projet original de migration) qui les incitent à retourner en Équateur (*pull factors*), comme illustré ci-après.

4.2.1 Raisons de type économique : le manque de travail et le coût élevé de la vie

Quelques-unes des personnes interviewées mentionnent qu'elles ne voulaient pas retourner en Équateur mais qu'elles n'avaient pas de travail en Suisse et cela les a

poussées à rentrer. Elles expriment qu'on ne leur donnait pas de travail parce qu'elles n'avaient pas de permis de résidence (les cas de S5 qui avait perdu son travail, S10 et S12 qui n'avaient pas de travail). Le durcissement des lois en Suisse au cours des dernières années fait que les employeurs sont plus réticents à engager des sans-papiers et c'est ainsi que plusieurs des personnes interviewées mentionnent qu'elles ont alors perdu leur travail ou qu'il leur était devenu très difficile d'en obtenir.

...au moment où la Suisse a créé ces lois, elle a de plus en plus traqué les patrons, les entreprises, et alors soit tu travailles légalement ou alors il y a une amende ; et ils ont aussi commencé à créer des lois.... S'ils trouvent un chef ou un patron avec un travailleur illégal, ils lui mettent en premier une amende et la troisième fois ils leur retirent leur permis d'entreprise... (V7, homme, Esmeraldas, 2003-2008)

En plus de la difficulté à trouver du travail en raison de l'absence de permis de résidence, d'autres personnes interviewées, comme S11, mentionnent que le coût élevé de la vie en Suisse est un facteur important qui les a poussées à retourner en Équateur.

Question : *Quelle a été la motivation pour retourner en Équateur ?* Réponse : *Parce que disons [Réfléchi] c'est un pays [Suisse], pour travailler c'est magnifique mais pour vivre c'est très cher. Oui, j'ai eu l'opportunité de travailler quelques mois mais si je restais plus de temps je dépensais ce que j'avais épargné. (S11, homme, Santo Domingo, 2007-2008)*

4.2.2 Raisons de type légal : la pression des autorités

La pression des autorités est une des principales raisons qui ont poussé les personnes interviewées à retourner en Équateur. Elle surgit par exemple lorsque les migrant-e-s décident de présenter une demande de permis de résidence et qu'ils/elles obtiennent une **réponse négative des autorités de migration**, ou quand ils/elles sont découvert-e-s comme sans-papiers à l'occasion d'un **contrôle de police**. Les citations suivantes illustrent cette problématique :

...parce que nous avons fait une demande de permis et, comme elle nous a été refusée, ils risquaient de nous envoyer la police. Nous étions nerveux parce que nous avons deux enfants. Mon mari a perdu son travail, il est tombé malade, à cause des nerfs il a attrapé une paralysie faciale, on n'était plus tranquilles là-bas, on a préféré rentrer.... (V9, homme et femme, Guaranda, 2002-2010)

...on a fait trois ou quatre recours...ils nous ont été refusés et on a de nouveau fait une autre demande, refusée aussi, et comme ça successivement...avec tout ça on a passé trois ans...et pour chacun de ces recours on a dû payer...c'est-à-dire, on a commencé à penser au retour quand il semblait bien qu'il n'existait plus aucune possibilité qu'ils nous légalisent, alors là c'est quand on a pris une décision, avec beaucoup de peine, c'est-à-dire de voir qu'ils nous refusaient et nous refusaient, on s'est pratiquement retrouvés dans l'obligation de rentrer, forcés... (V4, homme et femme, Santo Domingo, 2001-2008)

Plusieurs des personnes interviewées rapportent qu'elles se voient forcées de quitter la Suisse parce qu'elles **perdent leur permis en raison de la séparation d'avec leur conjoint(e) ou du décès** de celui/celle-ci. Ce dernier cas est celui de personnes qui ont obtenu le permis de résidence parce qu'elles se sont mariées avec un(e)

citoyen(ne) suisse ou avec une personne disposant d'un statut légal et qui se séparent, ou perdent leur conjoint(e), avant d'arriver au minimum de 5 ans de mariage exigé pour obtenir un permis autonome. La citation suivante illustre le cas d'une femme interviewée qui a perdu son permis de résidence en Suisse parce que le temps passé entre le moment de son mariage avec un Européen et celui de la mort de ce dernier – décédé d'un cancer fulgurant – n'avait pas atteint les cinq années exigées par la loi :

...[les autorités d'immigration] ont commencé, disons, à me harceler, à m'envoyer des lettres que je dois quitter le pays et que ceci et que cela, en fin de compte je devais faire un troisième recours pour qu'ils me laissent en paix, disons, et qu'ils arrêtent de faire pression sur moi que je dois partir du pays [Suisse], parce qu'ils me demandent que je quitte le pays parce que je suis devenue veuve avant les cinq années [de mariage] qui est la loi, je suis devenue veuve, alors ils se raccrochent à ça pour me demander de quitter le pays, même si j'avais déjà passé tellement d'années de ma vie là-bas, que j'étais une personne très intégrée, ils me demandent de quitter le pays, alors comment est-ce que je fais, moi..., avec une fillette à charge, avec les frais de l'Université, avec les frais d'assurances, avec la location et en plus de ça je devais de nouveau payer trois mille francs suisses à l'Etat pour faire un troisième recours, alors j'ai dit non, c'est mieux d'opter pour retourner en Equateur... (V3, femme, Quito, 1997-2010)

4.2.3 Raisons de type médical: maladie, épuisement, solitude

Les problèmes de santé dont les personnes interviewées ont été affectées au cours de leur séjour en Suisse, sont un des principaux facteurs qui les ont poussés à en partir et à retourner en Équateur. Plusieurs d'entre elles manifestent qu'elles ont des problèmes de santé physique et/ou psychique. Les **maladies** qui affectent l'organisme surgissent dans certains cas comme conséquence directe du travail réalisé par la personne.

C'est par exemple le cas de monsieur S1 qui a contracté une série de maladies sur le lieu de travail où il gardait des animaux domestiques, ou ceux de monsieur V9 et madame S2 qui, comme effet du stress subi en raison de la vie sans papiers en Suisse et du manque de travail, ont été atteints d'une paralysie faciale et/ou d'une dépigmentation du visage. Un autre cas encore est celui de monsieur S12 qui travaillait dans l'industrie de la soudure, la peinture et la serrurerie, mais n'utilisait aucun type de protection. Avec le temps, il a commencé à souffrir de céphalées, est tombé malade et n'a pas pu continuer à travailler. Il a été hospitalisé en Suisse où il aurait dû payer plusieurs milliers de francs pour le traitement reçu mais il a heureusement obtenu l'aide sociale de l'hôpital. Cependant, son état de santé et le manque de travail l'ont contraint à quitter la Suisse et à retourner en Équateur.

Les problèmes psychologiques dont souffrent les personnes interviewées résultent dans certains cas de la **fatigue** due au stress de vivre tant d'années dans la **peur** d'être découvertes par les autorités. Dans d'autres cas ils relèvent de situations de solitude. Le cercle familial d'un grand nombre des personnes interviewées est extrêmement réduit en Suisse étant donné que la grande majorité de leur parenté vit en Équateur. Le **sentiment de solitude** surgit des récits des migrant-e-s interviewé-e-s. Ils/elles le ressentent lorsque par exemple un membre important de la famille avec lequel ils/elles vivaient en Suisse change de lieu de résidence (pour un nouveau mariage par exemple) ; dans le cas de madame V1, il s'est agi de sa mère. Ou encore lorsque des membres de la famille retournent en Équateur. Le stress causé par le

travail et la situation de ne pas avoir de permis de résidence est illustré par la citation suivante :

...là-bas c'est très stressant, c'est-à-dire, être dans la routine de toujours la même chose, se lever, aller au travail, courir, aller, venir et on ne peut aller nulle part parce qu'on n'a pas de papiers. C'est comme être dans une prison, mais en grand. Si je n'ai pas de papiers, je ne peux aller nulle part. Toutes ces années je suis restée à Lausanne. Il est clair que j'ai visité d'autres endroits de Suisse mais je n'ai pas pu passer de frontières parce que je n'avais pas de papiers (S4, femme, Quito, 1991-2008)

4.2.4 Raisons de famille : regroupement familial et problèmes de couple

Une des conséquences qu'entraîne la décision prise par les personnes interviewées et qu'elles affrontent lorsqu'elles partent de l'Équateur, est de devoir laisser derrière elles leurs enfants, leurs parents ou d'autres membres de la famille, et d'accepter qu'elles ne les reverront plus pendant longtemps. La grande majorité des personnes interviewées ont passé entre 7 et 17 ans en Suisse, période durant laquelle elles n'ont pas vu leur famille. **Le poids de ne pas avoir vécu avec leurs enfants et les autres membres de la famille pendant de longues années** devient trop lourd et le besoin d'être auprès d'eux les motive à retourner en Équateur. De leur côté, les familles en Équateur font aussi pression sur les migrant-e-s pour qu'ils/elles retournent au pays. Les citations suivantes illustrent ces désirs et ces situations :

...Nous avons émigré les deux seulement [époux et épouse]. Nous ne pouvions pas emmener nos enfants et c'est pour cela que nous sommes rentrés, pour nos enfants. Mon fils a déjà douze ans et ma fille a dix ans. Alors, ils sont restés [en Équateur] quand ils étaient très petits et ils nous demandaient de retourner ou que nous les emmenions [en Suisse], mais c'était très difficile de les amener, alors nous avons pris la décision de venir. Le plus facile. (S7, couple, Tabacundo, 2001-2008)

Mon motif pour rentrer a été le manque d'emploi. Et aussi parce que je n'avais pas vu ma mère depuis de longues années. Mon père, je n'ai pas pu le revoir parce qu'il est mort il y a quatre ans. Ma maman aussi est âgée, elle a quatre-vingt-quatre ans. Ma mère fait tout, elle marche, elle discute, elle prépare les repas. Elle va bien, elle a de l'énergie. (S10, homme, Santo Domingo, 1998-2010)

Je suis retourné parce que mes enfants m'appelaient et me disaient que je devais aller, que je retourne. Et comme eux terminaient leurs études et que moi j'avais fini de payer mes dettes [en Équateur], alors il n'y avait déjà plus rien n'à faire. [en Suisse]

...c'est-à-dire premièrement pour mes enfants ; ils étaient bien, avec ma soeur, après les problèmes ont commencé parce que mes enfants ont grandi, l'aîné me disait qu'ils voulaient être avec moi et qu'ils avaient beaucoup l'ennui, et ma soeur me disait que les enfants se mettaient dans des problèmes, et alors j'ai commencé à penser je pars, je m'en vais, mais je restais quand même, parce que je n'avais pas l'argent suffisant pour venir, et je disais cette année je m'en vais, mais je n'arrivais pas à réunir la somme suffisante.... (V5, femme, Esmeraldas, 200-2010)

D'autres personnes interviewées sentent que leurs enfants ont besoin de l'autorité des parents et craignent qu'ils « se perdent », la drogue et les bandes de petits délinquants étant une constante dans le quartier où ils vivent (V7). Pour d'autres

encore, comme madame V1 qui a eu son enfant en Suisse avec un monsieur sud-américain, retourner en Équateur représente la possibilité que l'enfant « ne passe pas autant de temps à la garderie » et qu'il « grandisse auprès de sa famille en Équateur ». À ces raisons familiales qui motivent madame V1 à retourner dans son pays d'origine, s'ajoute le fait qu'elle est arrivée en Suisse avec l'illusion de pouvoir étudier à l'Université. Une illusion qui n'est jamais devenue réalité ! Elle s'est vue dans l'obligation de travailler; elle s'occupait d'enfants mais cette activité ne la satisfaisait pas. De plus, en Suisse la dynamique familiale a changé. Sa mère qui avait émigré de l'Équateur avec elle s'est séparée de son père et s'est remariée avec un citoyen portugais. Elle s'est alors sentie très seule.

Les **problèmes de couple** auxquels font face les migrant-e-s en Suisse représentent encore un autre défi. Ce genre de difficultés joue un rôle dans la décision de retourner. Comme déjà connu dans la littérature académique (Chant 2003), la migration et le fait de vivre dans un autre pays peut avoir un impact important sur les relations de couple. Cela s'explique par le stress qui se produit lorsque s'opère un changement au niveau des relations de genre (les femmes ont en général plus de possibilités de travail que les hommes) et qu'une situation de précarité légale et économique est vécue. Dans certains cas les couples se séparent et c'est alors un motif, selon plusieurs des migrant-e-s interviewées, pour retourner dans leur pays. Il est intéressant d'observer que certaines des personnes qui vivent des problèmes de couple en Suisse, ne se séparent pas. Cependant, une fois retournées dans leur pays, elles expérimentent de surcroît le stress du retour et alors c'est à ce moment-là qu'elles décident de le faire.

4.2.5 Projets personnels : plan de retour clair

Une autre des raisons qui motivent les personnes à retourner, est liée à leurs projets personnels. Certaines d'entre elles sont parties de l'Équateur avec un plan de retour très clair. C'est le cas d'un couple qui a migré en Suisse parce qu'il cherchait à épargner de l'argent dans le but de construire une maison à son retour (V2). Le plan du retour était déjà prévu le jour du départ. Ces personnes n'ont vendu aucun de leurs outils de travail et un parent les a gardés pendant leur absence. Ce plan, clair, explique peut-être pourquoi la femme de ce couple ne s'est jamais adaptée à la vie en Suisse et qu'elle a poussé son mari à retourner au pays dès que l'épargne a été suffisante pour réaliser leur rêve : construire une maison en Équateur.

4.2.6 Résumé et réflexions

Il existe cinq types de raisons de retour. Elles incluent : des facteurs qui poussent à quitter la Suisse (économiques, légaux, de santé) et d'autres qui motivent à retourner vivre en Équateur (famille, projet original de migration). Ils se résument dans le tableau suivant :

Tableau 12. Raisons du retour

1. Economiques	Manque d'emploi (pour absence de permis de résidence)
	Coût élevé de la vie en Suisse
2. Légales	Pression des autorités
	Réception d'une réponse négative à la demande de permis (malgré présentation de plusieurs recours)
	Découverts étant sans-papiers, suite à un contrôle de police
	Perte du permis suite au décès du conjoint
3. Santé	Maladie

	Peur
	Épuisement
	Solitude
4. Famille	Désir de regroupement familial
	Peur que les enfants « se perdent » en Équateur
	Problèmes de couple
5. Projet personnel	Plan de retour clair

Un facteur qui n'a pas été mentionné par les personnes interviewées mais qui a surgi au cours des conversations informelles pendant mon travail de terrain en Équateur : il s'agit de l'influence que pourrait exercer la situation économique et politique du pays d'origine sur la décision des personnes migrantes à retourner. Les conversations soutenues avec plusieurs personnes dans les diverses provinces parcourues, ont montré que beaucoup perçoivent le gouvernement actuel du Président Correa comme créateur d'opportunités de travail pour les personnes à bas revenus. Il est possible que cette perception positive du Gouvernement actuel ait été transmise par les Équatorien-ne-s à leurs parents résidant en Suisse, ce qui aurait eu pour effet de les encourager à retourner en Équateur puisque c'était, théoriquement, le moment opportun pour le faire. Cette hypothèse devrait cependant être vérifiée par des interviews supplémentaires.

En conclusion, les résultats présentés dans cette section révèlent des motifs de retour récurrents, communs à toutes les personnes interviewées (motifs de famille et pression des autorités) ; en même temps on constate de grandes différences en ce qui concerne les motifs économiques, de santé et de projets de retour. C'est important de le mentionner car ces facteurs influent sur les chances de réussite des projets de réinsertion. Dans le cas des personnes qui retournent faute d'emploi, il est possible qu'elles aient moins d'épargne que celles qui ont pu travailler jusqu'à la fin et qui disposeraient, théoriquement, d'un capital plus important pour investir dans leurs projets d'insertion. Une santé déficiente est aussi un problème qui exerce une influence négative sur les projets de réinsertion ; non seulement une telle situation entraîne des frais supplémentaires mais elle empêche à la fois les migrant-e-s de soutenir la marche de leurs projets. Un des facteurs qui est probablement à la base d'une des différences les plus importantes entre les personnes interviewées, est celui du degré de la motivation à retourner. Plusieurs manifestent qu'indépendamment de la pression – directe ou indirecte – des autorités, elles ont toujours eu le projet de retourner tôt ou tard en Équateur. D'autres au contraire, expriment qu'elles avaient pensé passer le reste de leur vie en Suisse et qu'elles n'avaient aucune envie de retourner dans leur pays. Il existe donc, en ce qui concerne le désir de retourner, une série de situations qui vont du retour « contraint mais volontaire » jusqu'au retour « contraint et sans grande volonté ». Comme on le verra plus loin, les personnes qui appartiennent au deuxième groupe auront plus de difficultés à se réadapter à la vie en Équateur.

Les résultats exposés ci-dessus montrent que si l'on compare les motifs de retour des personnes interviewées avec les typologies de retour existant dans la littérature, on constate que ces dernières ne sont pas appropriées pour décrire le cas des migrant-es sans-papiers. Voyons par exemple la typologie proposée par Cerase (1974) qui classe les motifs des personnes retournées comme (a) *return of failure*, (b) *return of conservatism* (c) *return of retirement* et (d) *return of innovation*. Il est clair que dans ce genre de typologie il n'y a pas de différenciation nette entre des facteurs

qui poussent les personnes à retourner et ceux qui les attirent. De plus, à l'exception du premier type, aucune des typologies proposées par Cerase ne couvre totalement les motifs pour lesquels les personnes sans-papiers retournent dans leur pays et qui sont d'ordre légal en premier lieu, d'ordre familial ensuite. Par conséquent, pour le cas des personnes sans-papiers qui retournent chez elles, je propose une typologie qui établit nettement la différence entre les facteurs légaux qui les poussent à rentrer (*return by legal constraint*) et les facteurs familiaux qui les motivent à le faire (*return for family reunification*).

5. LES EXPÉRIENCES DES PERSONNES RETOURNÉES ENTRE 2008-2010

5.1 La situation actuelle des projets de réinsertion

Comme expliqué dans le chapitre 3, les migrant-e-s interviewé-e-s ont reçu l'appui financier du canton de Vaud pour la réalisation de projets d'insertion dans trois domaines : (a) la micro entreprise, (b) la formation professionnelle et la santé, (c) l'amélioration de l'habitat. La grande majorité (18) des projets sont du type de la micro entreprise (services, commerce et agriculture). Ils sont suivis par ceux qui touchent à la formation professionnelle et à la santé (5) et, pour finir, viennent les projets liés à l'amélioration de l'habitat (2). L'objectif de cette section est d'évaluer l'état de développement dans lequel se trouvaient les projets au moment des interviews (fin 2010) et d'établir les raisons qui peuvent avoir conduit à l'une ou l'autre situation. Grâce au succès des interviews réalisés en Équateur, il nous a été possible de rassembler les données nécessaires pour décrire la situation des 25 projets financés par le canton de Vaud et d'identifier les facteurs qui ont conduit à leur développement continu ou, au contraire, à l'impossibilité de les poursuivre. Cette précieuse information est présentée sous forme de tableaux (tableaux 13, 18 et 19) qui permettent une vision générale comparative des 25 projets à partir des indicateurs suivants : (a) la personne interviewée et l'endroit où elle habite, (b) les dates de départ et de retour du pays, (c) le montant de l'aide reçue du canton de Vaud pour le projet d'insertion⁸, (d) le type de projet réalisé, (e) l'état actuel du projet en termes de fonctionnement ou non et (f) les raisons auxquelles se réfèrent les personnes interviewées pour expliquer la situation actuelle des projets. Ce dernier point est peut-être une des informations les plus importantes présentées ici. Il permet en effet une vue d'ensemble des facteurs qui ont influencé positivement et négativement le développement de chacun des projets et l'ensemble de ceux-ci.

Les tableaux qui sont présentés dans les paragraphes suivants (tableaux 13, 18 et 19) résument les résultats des six indicateurs dont il est fait état ci-dessus pour la totalité des 25 projets évalués. Ils regroupent les projets d'insertion selon leur orientation, c'est-à-dire : (a) projets de micro entreprise (tableau 13), (b) projets de formation professionnelle et santé (tableau 18) et (c) amélioration de l'habitat (tableau 19).

Dans l'objectif de savoir s'il existe une relation entre la date de démarrage du projet et son état actuel, nous avons décidé de présenter les projets de manière chronologique. Nous commençons par ceux qui ont débuté en 2008 (date du retour

⁸ N'inclut pas l'aide supplémentaire accordée par le canton de Vaud aux bénéficiaires pour les billets d'avion et les coûts du voyage de retour en Equateur.

en Équateur de la/du bénéficiaire ou des bénéficiaires) et finissons par ceux qui ont été mis sur pieds en 2010 (les interviews avec les personnes retournées ont été réalisées à la fin de 2010). Il est clair qu'une organisation en fonction du critère géographique (éloignement ou proximité des centres de commercialisation des produits) peut aussi révéler des informations d'importance. Cette évaluation sera cependant présentée plus loin lorsque les tableaux individuels seront analysés

5.1.1 L'état actuel des projets de micro entreprise

Les projets de micro entreprise, 18 sur 25, constituent la majorité de ceux financés par l'aide au retour du canton de Vaud. Ils se répartissent en trois domaines, de la manière suivante : (a) 9 appartiennent à celui des services (6 restaurants/café, 1 service de couture, 1 réparation d'appareils électroménagers, 1 salon de beauté), (b) 6 à celui du commerce (3 magasins/bazars, 1 vente ambulante de fruits, 2 boulangeries) et (c) 3 à celui de l'agriculture (1 apiculture, 1 culture d'oignons, 1 culture de fruits et cacao). Le tableau 13 ci-après présente l'état actuel des 18 projets. Ici, il faut observer que les raisons données par les personnes retournées interviewées pour expliquer l'état de fonctionnement du projet, ont été différenciées et indiquées comme facteurs positifs (+) et négatifs (-) :

Tableau 13. Les projets de micro entreprise/commerce/agriculture : état actuel et raisons mentionnées par les personnes interviewées

Personne/ Lieu	Départ Retour	Aide Canton ⁹	Projet réalisé et frais de mise en place	État actuel du projet(2010)	Raisons mentionnées par les personnes interviewées (+ et -)
S3 Femme Quito	1991 2008	4'000	Achat de matériel pour salon de beauté, et achat d'appareils électroménagers	Fonctionne (peu de clientèle)	+ Aide de la tante avec salon déjà existant et clientèle + Épargnes rapportées de Suisse + Aide familiale transnationale - Besoin d'améliorer ses connaissances de coiffure et d'obtenir le permis de fonctionnement
S5 Homme, femme Sangolquí	1992 2008	4'600	Restaurant spécialisé en viandes Coûts: 16'000 USD	A fermé	+ Épargnes rapportées de Suisse + Aide de la famille avec local/magasin - N'ont pas reçu l'aide au retour du plan Cucayo - La femme est tombée malade et n'a pas pu soutenir le restaurant - Manque d'assistance-conseil
V4 Homme, femme Santo Domingo	2001 2008	5'000	Achat d'un camion d'occasion pour vente ambulante de fruits et légumes Coûts : 9'000 USD	N'a jamais démarré (camion séquestré par la police)	- Il lui manquait une partie de ses économies parce que l'employeur en Suisse ne l'avait pas payé. - La police a séquestré le camion parce que des pièces de rechange du véhicule était du

⁹ Valeur en francs suisses. En juin 2010 (date approximative où la majorité des personnes interviewées se trouvaient déjà en Équateur), la valeur de 1 franc suisse correspondait à 0.85 USD.

					matériel volé (pièces installées par les vendeurs du camion). - Manque d'assistance-conseil
S7 Homme, femme Tabacundo	2001/ 2 2008	1'800	Magasin de chaussures Coûts: 5'000 USD (n'ont pas réussi à couvrir les frais des étalages)	A fermé	+ Épargnes rapportées de Suisse - Manque de crédits bancaires - Manque de ventes - Manque d'assistance-conseil
V2 Homme, Femme Quito	2003 2008	3'000	Atelier d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers Coûts : 8'000 USD (lui, avait déjà quelques outils)	Fonctionne (clientèle régulière)	+ Expérience antérieure + Épargnes rapportées de Suisse + Outils disponibles + Conseils de compagnons de la même branche + Emplacement central + Ancienne clientèle
V7 Homme Esmeraldas	2003 2008	3'000	Projet d'apiculture pour la production et la vente de miel Coûts: Investi 3'000 USD pour achat des éléments de base, mais a besoin de 10'000 USD pour pouvoir monter son commerce de manière appropriée. A besoin de plus de 5'000 USD pour l'achat d'une camionnette de transport.	Fonctionne (avec difficultés)	+ Aide des enfants (main d'œuvre) et de la sœur (prêt camionnette de transport) + Connaissances antérieures d'apiculture - Manque de crédit bancaire - Manque d'épargne pour le projet (l'argent envoyé a été investi dans la construction de sa maison) - Manque de véhicule - Manque de floraison - Manque d'argent pour emballage, publicité et registre sanitaire
S11 Homme Santo Domingo	2007 2008	500	Atelier de couture Coûts : 5'000 USD (ne sont pas arrivés à couvrir le matériel de couture et la location)	Fonctionne (commandes seulement deux ou trois fois par année)	+ Machines à coudre disponibles + Connaissances en couture de l'épouse - Emplacement périphérique de l'atelier - Manque de moyens financiers - Manque d'accès au crédit - Manque d'assistance-conseil - Peu de ventes
S12 Homme Santo Domingo	2007 2008	2'400	Petit restaurant Coûts : l'homme a investi 2'400 USD dans le commerce (ustensiles de réfectoire) mais la femme avait déjà appareils, tables et chaises, pour valeur de 5'000 USD.	A fermé	+ Meubles et appareils pour petit restaurant, disponibles - Problèmes de santé - Peu de bénéfices - Manque d'assistance-conseil - Problèmes de couple (ils s'occupaient ensemble du commerce) et séparation ultérieure.
Y2 Femme Tena	2001 2009	6'000	Snack- bar- pizzeria Coûts: 10'000 USD (l'argent n'a pas suffi	Fonctionne (peu de ventes)	+ Aide de la famille (terrain pour commerce et logement) + Ferme de production de lait

			pour la publicité)		<ul style="list-style-type: none"> - Peu de ventes - Emplacement périphérique - Manque de moyens financiers - Manque d'accès au crédit - N'a pas reçu aide Plan Cucayo - Manque d'assistance-conseil - Manque d'argent pour publicité - Difficultés de couple
Y1 Homme, Femme Shushufindi	2006 2009	4'000	Magasin de bâches et bazar Coûts : 11'000 USD (ils n'ont pas encore été payés, ont des dettes avec la famille)	Fonctionne (peu de ventes)	<ul style="list-style-type: none"> + Aide de la famille (moto pour transport, prêts d'argent) - Ventes insuffisantes - Manque d'accès au crédit bancaire - Emplacement peu stratégique - Manque d'argent pour publicité - Ont sollicité aide au retour du Plan Cucayo mais ne l'ont pas reçue. - Manque d'assistance-conseil
Y4 Homme Cantón Mejía	2002 2009	3'500	Boulangerie Coûts : 12'500 USD	Fonctionne (peu de ventes)	<ul style="list-style-type: none"> + Épargnes rapportées de Suisse (pour maison où se trouve le magasin) +Aide financière d'un parent à l'étranger - Emplacement périphérique - Peu de ventes - Manque d'assistance-conseil
S4 Femme Quito	1994 2010	3'500	Restaurant menus rapides Coûts : 18'000 USD	Fonctionne (clientèle régulière)	<ul style="list-style-type: none"> + Emplacement central + Épargnes apportées de Suisse + Aide de la famille (argent, travail) + Coûts bas de la marchandise
S8 Femme Sto Domingo	1997 2010	3'000	Bazar de décorations d'intérieur (Pas d'information exacte du coût jusqu'ici.)	Fonctionne (peu de ventes)	<ul style="list-style-type: none"> + Aide de la famille (marchandise, étalages, conseils) - Peu de ventes - Manque d'assistance-conseil
S10 Homme Sto Domingo	1998 2010	3'000	Ferme culture bananes cacao, agrumes Coûts : 14'000 USD (frais de préparation de la ferme; il n'a pas encore pu l'acheter)	Fonctionne	<ul style="list-style-type: none"> + Aide de la famille (location ferme, assistance-conseil agricole, logement) +Connaissances en agriculture +Épargnes apportées de Suisse
S1 Homme Quito	2000 2010	3'000	Boulangerie Coûts : 7'000 USD (meubles, machines)	A fermé	<ul style="list-style-type: none"> +Aide de la famille (logement, crédit, main d'oeuvre) - Ventes irrégulières - Augmentation coût des matières premières - N'a pas reçu aide Plan Cucayo - Manque d'assistance-conseil A fermé car obtenu emploi stable dans une entreprise

V5 Femme Esmeraldas	2000 2010	3'000	Restauration bar Karaoke Coûts : 10'000 USD (il lui manque encore 10'000 USD pour terminer l' installation	En processus de restauration	+ Expérience antérieure + Ressources disponibles (tables, appareils télévision, réfrigérateurs) - Manque d'accès au crédit
V9 Homme, Femme Guaranda	2002 2010	3'000	Construction d'une cafétéria dans une auberge (hosteria) Coûts : 13'000 USD (n'ont pas encore obtenu les 10'000 USD nécessaires pour continuer)	En cours de construction	+ Aide de la famille (argent, terrain) - N'ont pas pu terminer par faute d'argent - Manque d'assistance-conseils - Santé
Y3 Femme Puerto Cañitas	2003 2010	4'000	Petite ferme, culture oignons Coûts : 18'000 USD (terrain, plantation; Projet en société avec beau-frère qui avait le terrain et possédait connaissances en agriculture)	Récolte en cours (faible production) Projet de changer de commerce (vente de vêtements)	+Aide de la famille (logement, terre, connaissances du beau-frère en agriculture) - Manque de <i>leadership</i> face aux travailleurs - Faible production d'oignons (information au moment de l'interview, déc. 2010)

Que nous montrent les résultats ci-dessus ? Tout d'abord, en termes de fonctionnement nous pouvons observer que : 5 projets (28%) ont été arrêtés, 2 se trouvent en cours de constitution, 8 sont en fonctionnement, mais les propriétaires font face à des difficultés (peu de ventes), et 3 fonctionnent et ont une clientèle régulière (voir tableau 14 ci-dessous). Il est intéressant d'observer qu'il existe une relation évidente entre la date du début des projets et leur état actuel puisque tous ceux qui ont été arrêtés (4 sur 5) datent de 2008. Mais en même temps, on constate que la moitié des projets ayant débuté cette année-là (2008) sont toujours sur pied et l'un d'entre eux (atelier de réparation d'appareils électroménagers) est un des commerces les plus stables parmi ceux évalués. Ainsi, on ne peut pas affirmer que tous les projets sont irrévocablement condamnés à l'échec à mesure que le temps passe. Comme on le verra plus loin, d'autres facteurs (capital économique, social et culturel) ont une influence significative sur leur succès. Il est intéressant de constater que l'ensemble des projets qui fonctionnent toujours, ou se trouvent en cours de mise sur pied, représente les deux tiers du total ; cela n'est pas un pourcentage insignifiant. En même temps, il faut admettre que la majorité de ces projets fait face à des situations d'instabilité économique, ce qui menace leur survie à long terme.

Il n'a malheureusement pas été possible de trouver des informations statistiques concernant la manière dont évoluent les micro entreprises en Équateur. Elles nous auraient permis d'évaluer jusqu'à quel point les résultats présentés ici sont similaires ou se distancient de la moyenne nationale du pays. Cette question reste ouverte pour une prochaine recherche.

Tableau 14. État du fonctionnement des projets de micro entreprise

État de fonctionnement / Année de constitution	2008	2009	2010	Total
1. Projets fermés	4		1	5 (28%)
2. Projets en voie de constitution			2	2 (11%)
3. Projets en fonctionnement (8 ont des problèmes d'instabilité économique)	4	3	4	11 (61%)
Total	8	3	7	18 (100%)

Le deuxième type de résultats fournis par le tableau 13 présenté plus haut, procure une information précieuse en ce qui concerne les défis auxquels doivent faire face les propriétaires des micro entreprises et les difficultés qu'ils/elles rencontrent pour arriver à un développement durable de leurs projets. Quels sont ces défis ? Le tableau 15 ci-dessous nous montre les résultats détaillés des défis (facteurs négatifs) présentés dans le tableau 13. Il est clair, comme on peut l'observer, que les trois difficultés les plus importantes auxquelles doivent faire face les propriétaires des micro entreprises sont : (a) le *Know-how* insuffisant et le manque de suivi et d'assistance-conseil, (b) l'insuffisance de capital pour financer leurs projets et le manque d'accès au crédit financier, (c) les ventes irrégulières et les maigres bénéfices. À ces trois types de difficultés s'ajoutent : l'emplacement périphérique des micro entreprises, les problèmes de santé (personnels ou de parents) qui empêchent de poursuivre le développement des projets ou entraînent des frais imprévus et, finalement, les problèmes de couple. Ces difficultés seront expliquées plus tard, en détail, dans la section 5.2 traitant les défis qui se présentent aux personnes retournées.

Tableau 15. Les difficultés que rencontrent les micro entrepreneur-e-s

Difficultés	Micro entrepreneurs qui les mentionnent explicitement
1. <i>Know-how</i> insuffisant, manque de suivi et d'assistance-conseil	S1, S3, S5, S7, S8, S11, S12, V7, Y3, V7, V9, Y2, Y3, Y4
2. Capital insuffisant, problèmes d'accès au crédit	S1, S5, S7, S11, V7, V9, Y1, Y2
3. Ventes irrégulières, peu de bénéfices	S1, S4, S7, S11, S12, Y1, Y2, Y4
4. Emplacement périphérique du commerce	S11, Y1, Y2, Y4
5. Problèmes de santé	S5, S12, V9
6. Problèmes de couple	S12, Y2

Le troisième type de résultats fourni par le tableau 13, présenté plus haut, constitue une précieuse information en ce qui concerne les ressources dont disposent les micro entrepreneur-e-s interviewé-e-s pour faire face aux nombreuses difficultés décrites. Quelles sont ces ressources ? Le tableau 16, ci-dessous, nous en montre un résumé. Comme on peut l'observer, les micro entrepreneur-e-s disposent d'une variété de ressources mais elles ne sont pas les mêmes pour tous/toutes. Les deux ressources les plus importantes sur lesquelles ils/elles peuvent compter à leur retour sont, d'une part, l'aide du canton de Vaud, dont ils/elles bénéficient tous/toutes, bien que les montants attribués soient différents de l'un-e à l'autre; d'autre part, l'appui du réseau familial. Le tableau 16 montre que ce réseau représente l'appui le plus important sur lequel ils/elles peuvent compter. Face au manque d'accès au crédit bancaire et à l'absence d'aide institutionnelle pour couvrir les différents besoins, le réseau familial remplace l'État et autres institutions et met à disposition des retournés les services de base afin que leurs petites entreprises puissent démarrer. Jusqu'à

quel point ce type d'aide pourra-t-il être soutenu dans le futur ? Et quelles sont les différences qui existent entre les micro entrepreneur-e-s, en termes des ressources à leur disposition (capital économique, capital social, capital culturel) ? On procédera à l'analyse de ces questions dans la section 5.4 qui traite des ressources des personnes retournées.

Tableau 16. Les ressources dont les micro entrepreneur-e-s disposent

Les ressources pour le développement de la micro entreprise	Micro entrepreneur-e-s qui les mentionnent explicitement
1. Aide du réseau familial (national et transnational)	
1.1 Prêts, dons d'argent	S1, S3, S8, V9, Y1, Y4
1.2 Local/terrain pour les micro entreprises	S3, S5, S10, V9, Y2
1.3 Apports de connaissances et conseils	S8, S10, V2, Y3 (compagnons de la branche professionnelle)
1.4 Habitat	S1, S10, Y2, Y3
1.5 Main d'oeuvre	S1, V7
1.6 Moyen de transport	V7, Y2
1.7 Marchandises, étalages	S8
1.8 Clientèle	S3
2. Épargnes apportées de Suisse	S3, S4, S5, S7, S10, Y4
3. Connaissances préalables dans domaine du commerce	S10, S11, V2, V7, V5
4. Outils, machines, meubles, marchandises/matériel disponible	S11, S12, V5, Y2
5. Emplacement central	S4, V2
6. Ancienne clientèle	V2
7. Aide du canton de Vaud	Les 18 micro entrepreneurs

Quatrièmement, le tableau 13, présenté plus haut, nous donne une vision générale du coût des projets de micro entreprise et du montant qui a pu être couvert avec l'aide du canton de Vaud. Le tableau 17, plus bas, résume l'information. Le coût des projets de micro entreprise varie entre 5'000 USD et 20'000 USD. Le montant de l'aide cantonale est une ressource extrêmement précieuse pour les micro entrepreneur-e-s mais elle est loin de couvrir un pourcentage significatif du coût total de leurs projets. L'aide cantonale couvre les pourcentages suivants : (a) dans 3 des cas entre 43% et 60%, (b) dans 6 des cas entre 28% et 37%, et (c) dans 7 des cas entre le 23% et le 10%. Ainsi, dans la grande majorité des cas (13 sur 18), les micro entrepreneur-e-s ne parviennent même pas à couvrir le 37% de leurs frais totaux. Pendant mon travail de terrain en Équateur, j'ai eu plusieurs conversations informelles avec des personnes de ma connaissance qui travaillent comme micro entrepreneur-e-s et j'ai pu constater qu'il y avait un consensus d'opinion : 10'000 USD au moins sont nécessaires pour monter une micro entreprise du type le plus simple : 5'000 USD de capital initial et 5'000 à titre de soutien pour la première année de fonctionnement, soit jusqu'à la réalisation de bénéfices. Malgré le fait de ne pas avoir trouvé d'information statistique actualisée sur les coûts minimums que réclame la mise sur pied de micro entreprises en Équateur, les montants présentés ici indiquent assez clairement qu'ils peuvent varier entre 5'000 et 20'000 USD.

Ici, nous faisons déjà une double réflexion. Premièrement, considérant le grand nombre de difficultés auxquelles les personnes retournées doivent faire face pour développer leurs projets, il semblerait important que l'aide couvre un pourcentage plus significatif de leur coût. Cela augmenterait leurs chances de rentabilité à long terme. En même temps, tenant compte de la variation entre les montants de l'aide

que reçoivent les futurs micro entrepreneur-e-s pour leurs projets de retour, il paraît important également d'examiner attentivement les critères sur lesquels ils sont établis, de manière à réduire au maximum ces différences.

Tableau 17. Le coût des projets de micro entreprise et l'aide du canton de Vaud

Type de micro entreprise	Coût total selon les Micro entrepreneur-e-s (USD)	Aide du canton de Vaud (CHF Francs Suisses)
S5 Restaurant de viandes (Sangolquí)	16'000	4'600 (29%)
V4 Camion vente ambulante fruits (Sto Domingo)	9'000	5'000 (55%)
S7 Magasin de chaussures (Tabacundo)	5'000	1'800 (36%)
V2 Atelier réparation électroménagers (Quito)	8'000	3'000 (37%)
V7 Projet d'apiculture (Esmeraldas)	18'000	3'000 (17%)
S11 Atelier de couture (Sto Domingo)	5'000	500 (10%)
S12 Petit restaurant (Sto Domingo)	7'400	2'400 (32%)
Y2 Pizzeria (Tena)	10'000	6'000 (60%)
Y1 Magasin de bâches, bazar (Shushufindi)	11'000	4'000 (36%)
Y4 Boulangerie (Cantón Mejía)	12'500	3'500 (28%)
S4 Restaurant menus rapides (Quito)	18'000	3'500 (19%)
S10 Petite ferme cacao, agrumes (Sto Domingo)	14'000	3'000 (21%)
S1 Boulangerie (Quito)	7'000	3'000 (43%)
V5 Rénovation bar Karaoke (Esmeraldas)	20'000	3'000 (15%)
V9 Cafétéria (Guaranda)	13'000	3'000 (23%)
Y3 Culture oignons (Puerto Cañitas)	18'000	4'000 (22%)

5.1.2 L'état actuel des projets de formation professionnelle, de santé et d'habitat

Les tableaux 18 et 19 ci-dessous, montrent les résultats de l'évaluation de l'état actuel des projets de formation (école, études, cours), de santé et d'habitat. De manière générale on peut dire qu'à la différence des micro entreprises, les effets de ce type de projets sont d'emblée visibles. Les personnes retournées ont profité de manière significative de l'aide qui leur a permis de commencer leurs projets de formation, de santé, ou d'amélioration de l'habitat. Ils ont tous été complétés. On constate cependant aussi quelques difficultés. Comme le montre le tableau 18, les personnes retournées qui ont opté pour des projets de formation manifestent que l'aide a été suffisante pour leur permettre de commencer leurs études de langue ou universitaires. Par contre, elles ne savent pas comment elle pourront les terminer ou réaliser leurs projets - par exemple de centre d'enseignement du français - car elles n'ont pas de revenus. Celles qui ont recouru au projet de santé s'achoppent à la même difficulté. Le tableau 18 laisse apparaître encore une précieuse information : comme c'est le cas pour les micro entrepreneur-e-s, l'aide la plus importante avec laquelle comptent ces personnes retournées pour affronter les difficultés, est celle de leurs familles. La parenté qui réside en Équateur comme celle qui vit à l'étranger fait tout son possible pour les aider : en leur proposant un endroit pour se loger, en les aidant en ce qui concerne les frais de la vie quotidienne ou en les conseillant lors de la réalisation de leurs projets de retour à long terme (cas madame V1).

Tableau 18. Les projets de formation/instruction/santé (5 projets : 20%) : état actuel et raisons

Personne Lieu	Départ/ Retour	Aide CHF	Type de projet réalisé	État actuel (2010)	Raisons, difficultés(-) et ressources(+)
S6 Homme femme Sangolquí	1999 2008	3'200	Frais de scolarité des filles en Équateur	Ont reçu instruction scolaire et continuent d'étudier au collège	+ Filles peuvent étudier (arrivées trop tard pour l'école publique) + Bon niveau d'éducation
V8 Femme Esmeraldas	1999 2010	3'000	Traitement et médicaments pour thrombose	En cours de traitement	- Les assurances de santé ont refusé de l'assurer en raison de sa maladie
V1 Femme Quito	1999 2010	3'500	Cours de français à l'Alliance française Installation d'un centre pour donner des cours individuels de français	Cours: en cours de formation Centre: en cours d'installation	+ Conseils de parents et d'amis pour le Centre + Vivre dans la maison des parents et ne pas payer de location + Appui financier d'un parent à l'étranger pour le fils - Manque de capital pour le centre
V6 Homme Esmeraldas	2001 2010	3'000	Études d'ingénieur en systèmes	En cours de formation (premier semestre)	+ Aide financière d'un parent à l'étranger - Étudie mais n'a pas l'argent pour couvrir tous les semestres
S9 Homme SDomingo	2008 2010	2'200	Cours d'anglais à l'Institut Wall Street (2 ans)	En cours de formation	+ Vit chez ses parents - Étudie mais l'argent ne lui suffit pas pour compléter le cours (ce sont 12 niveaux)

Comme le montre le tableau 19, plus bas, les personnes qui ont amélioré leur habitat avec l'aide cantonale relèvent qu'elle leur a permis d'améliorer significativement leur niveau de vie ; cependant, elles affrontent aussi quelques difficultés. Dans le premier cas par exemple, madame S2 a pu couvrir le 18% du coût final des améliorations apportées à sa maison. Ici, les ressources familiales et personnelles sont à nouveau d'une grande importance. Grâce à son épargne apportée de Suisse et à de l'argent qu'elle avait envoyé pour sa mère et que cette dernière avait gardé, elle est parvenue à compléter la somme nécessaire pour payer les frais de la construction. Son ex-mari lui a aussi été d'un grand appui en l'aidant à diriger les travaux car elle, les maçons l'ignoraient, n'étant pas habitués à être dirigés par une femme. Le deuxième cas (madame V3) illustre celui d'une personne qui mentionne qu'elle a pu améliorer sa qualité de vie grâce à l'aide cantonale mais qu'elle ne trouve pas d'emploi en raison de son âge ; elle n'a pas non plus accès au crédit qui lui permettrait de réaliser son désir d'ouvrir un magasin. Sa grande ressource, à la différence de toutes les autres personnes interviewées, est de recevoir une aide permanente de la Suisse, sous la forme d'une rente de veuve.

Tableau 19. Les projets d'amélioration de l'habitat (2 projets : 8%): état actuel et raisons

Personne Lieu	Départ/ Retour	Aide CHF	Type de projet réalisé/coût	État actuel (2010)	Raisons, difficultés(-) et ressources(+)
S2 Femme Quito	2000 2008	3'000	Rénovation de la maison 16'000 USD	Projet terminé, Habitat utilisé	+ Épargnes apportées de Suisse + Aide de l'ex-mari pour diriger le chantier (les maçons ne l'écoutaient pas)
V3 Femme Quito	1997 2010	5'000	Meubles pour l'appartement qu'elle loue 5'000 USD	Projet terminé meubles utilisés	+ Amélioré sa qualité de vie en Equateur + Pension de veuve, de Suisse - N'obtient pas d'emploi en raison de son âge, elle voudrait ouvrir un magasin mais elle n'a pas accès au crédit

5.1.3 Résumé et réflexions

Grâce aux précieux résultats obtenus par l'étendue du travail de terrain réalisé en Équateur, dans cette section nous avons été en mesure d'une part d'identifier l'état actuel des projets de retour appuyés par l'aide du Service de la Population du canton de Vaud entre 2008 et 2010 et, de l'autre, d'indiquer une première piste conduisant aux principaux défis qui se présentent aux personnes retournées. Nous avons également fait état des ressources à leur disposition. Les résultats montrent que le 72% des projets de micro entreprise se trouvent en cours de fonctionnement et que le 100% de ceux qui touchent à la formation, la santé et l'habitat, ont été réalisés. Il est vrai que tous les projets ont un effet positif sur la qualité de vie des personnes interviewées et constituent l'unique aide de type étatique avec laquelle elles comptent à leur retour. Cependant, pour arriver à développer leurs projets, elles font face à une série d'importants défis. Ils seront examinés en détail dans la prochaine section ; ils se rapportent au manque de capital, de *know-how*, d'assistance-conseil, de suivi des projets, ainsi qu'au problème posé par l'emplacement géographique. Tout cela est aggravé par des soucis de santé et des tensions dans le couple, deux problèmes que la situation de migration peut exacerber.

La ressource la plus importante sur laquelle les personnes retournées peuvent compter est l'aide de la famille nationale et transnationale. Elle remplace le rôle de l'État qui devrait assurer un grand nombre de services essentiels pour leur bien-être social et pour le développement de leurs projets. Cette aide se présente sous différentes formes comme : la mise à leur disposition d'un capital économique et matériel (local, terrain, moyen de transport) ou social (clientèle, contacts), en les conseillant pour leurs projets, ou en leur assurant un endroit où vivre avec leurs familles. L'évaluation a démontré également que l'aide du canton de Vaud est essentielle pour le développement des projets d'insertion. Dans la majorité des cas cependant, elle couvre moins du 37% des coûts totaux des projets.

Il convient de se demander jusqu'où les résultats présentés ici peuvent être généralisés du point de vue statistique, si l'on considère l'ensemble de la population de micro entrepreneur-e-s de l'Équateur et le total des migrant-e-s retourné-e-s. Ces résultats dérivent en effet d'un échantillon de 25 personnes à peine. Cependant, comme on le montrera en détail dans la prochaine section, les résultats de l'étude, statistiquement représentative, de la Banque Interaméricaine de Développement

(BID, 2006) sur les micro entrepreneur-e-s en Équateur, sont similaires à ceux présentés ici en ce qui concerne les défis qui se posent à eux/elles. Comme on le verra, la valeur de notre évaluation réside dans le fait qu'elle fournit des informations supplémentaires inexistantes jusqu'à maintenant, sur les défis spécifiques des migrant-e-s retourné-e-s et sur leurs projets de micro entreprise. De plus, et du point de vue statistique, les résultats que nous présentons pour 25 projets de retour aidés par le canton de Vaud sont représentatifs de l'ensemble (35) puisqu'ils constituent plus du 70% du groupe étudié.

5.2 Les défis pour le développement des projets de réinsertion

La section précédente a brossé un panorama général des principaux défis auxquels doivent faire face les personnes interviewées pour développer leurs micro entreprises. Dans cette section, nous examinerons en détail, à partir des récits des micro entrepreneur-e-s, en quoi ils consistent exactement et, enfin, nous réaliserons une brève comparaison avec ceux de l'étude réalisée par le BID (2006) sur la situation de la micro entreprise en Équateur. Les résultats présentés ici nous serviront de base pour identifier certains points-clés concernant les besoins des migrant-e-s retourné-e-s et voir de quelle manière ils pourraient être aidé-e-s dans la conduite de leurs projets de réinsertion à long terme.

5.2.1 Know-how insuffisant, manque d'assistance-conseil et de suivi

Bien qu'elles aient reçu une première orientation à Lausanne pour donner forme à leurs idées de projets de micro entreprises, les personnes retournées interviewées expriment la désillusion qu'elles ressentent lorsque, à leur retour en Équateur, elles constatent que l'assistance-conseil et l'accompagnement dont elles auraient besoin pour les réaliser font malheureusement défaut. Elles ne savent pas non plus à qui recourir, quelle institution consulter, pour en assurer la continuité et la réussite. Elles se sentent, d'une certaine manière, abandonnées à leur propre sort puisque ni l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) – qui a la responsabilité de leur remettre une partie de l'argent attribué par le canton de Vaud – ni les institutions équatoriennes –ne leur assure une assistance-conseil et/ou leur propose un suivi pour leurs projets.

Une des personnes interviewées, madame V1, qui voudrait offrir un service d'enseignement du français dans la ville de Quito, exprime qu'elle a rencontré beaucoup de difficultés en raison du manque d'informations, d'expérience et de contacts, et qu'elle y a fait face « *en se faisant conseiller par des amis qui avaient déjà fait l'expérience de monter un commerce et, aussi, en essayant d'installer « peu à peu » le bureau, en faisant de la publicité et en prenant contact avec d'éventuel-le-s intéressé-es à suivre des cours de français* ». (V1 femme, Quito, 1999-2010). Madame S8, qui tente son insertion socio-économique à Santo Domingo en installant un magasin de décorations d'intérieur, mentionne que bien qu'elle ait fait le voyage jusqu'à Quito pour demander conseil à la *Secretaría Nacional del Migrante (SENAMI)* elle n'a malheureusement reçu aucune aide.

Une autre difficulté exprimée par les migrant-e-s retourné-e-s est la suivante : bien que leur niveau d'instruction soit en général suffisant (certains-e-s ont terminé l'école secondaire et d'autres ont suivi quelques années d'études universitaires) ils/elles

n'ont jusque-là jamais eu l'expérience d'administrer leur propre micro entreprise. Par conséquent, ils/elles ne savent pas comment réaliser un plan d'activités commerciales, tenir une comptabilité ou commercialiser leurs produits. Au cours de notre travail de terrain nous avons eu l'occasion de constater ce genre de difficultés dans la pratique. Par exemple, en essayant de faire un bilan des recettes et dépenses de leurs commerces avec quelques-unes des personnes interviewées, nous avons pu constater que toutes ne tiennent pas de comptabilité systématique mais qu'elles mettent directement en poche l'argent qu'elles encaissent et s'en servent à nouveau lorsqu'elles doivent faire un paiement. Il est clair que cette situation peut aussi s'expliquer par le fait qu'elles vivent dans une situation de pression financière importante et que, si elles touchent de l'argent, il y a toujours des choses urgentes à payer et donc un livre de compte ne se justifie pas.

De toute manière, dans les interviews des personnes retournées on peut identifier les difficultés suivantes liées à leur manque de *know-how* et d'assistance-conseil :

- La difficulté à évaluer jusqu'à quel point le commerce peut fonctionner ou non (offre et demande, emplacement, marché)
- La difficulté à faire/suivre un plan d'activités commerciales
- La difficulté à tenir la comptabilité du commerce
- La difficulté à faire connaître leurs produits et à les commercialiser

La difficulté à commercialiser les produits sans appui institutionnel, est exprimée ci-après par monsieur V7 qui a lancé un projet d'apiculture à Esmeraldas ; de plus, il doit obtenir un permis sanitaire et cette démarche peut parfois être très compliquée :

[Sur les défis futurs] *"en premier, je dois d'abord m'orienter et appeler les contacts [personnels] que j'ai pour les consulter sur comment faire un logo, je dois faire des démarches pour le permis sanitaire et chercher un local en ville, et je dois aussi faire la publicité, en mettant des annonces dans la presse et à la télévision, et une bonne enseigne, parce que le miel, les gens savent tous les bénéfices qu'il a...."*

5.2.2 Le capital économique insuffisant et le manque d'accès au crédit

Comme on a pu le voir dans la section 5.1 sur la situation actuelle des projets de réinsertion, les personnes retournées ne comptent pas avec un capital suffisant pour les financer et arriver à une stabilité économique à long terme. Quelles sont les possibilités d'accès au crédit des migrant-e-s retourné-e-s pour leurs projets ? Les citations présentées ci-après montrent qu'une des principales difficultés qu'elles rencontrent est le manque d'accès au crédit ; cela est dû au fait qu'elles viennent d'arriver en Équateur après avoir vécu de nombreuses années à l'extérieur, qu'elles n'ont pas de certificats de travail ni de salaire datant d'une année au moins; par conséquent elles ne disposent pas des garanties exigées pour solliciter un prêt :

Nous n'avons pas pu agrandir notre magasin [de chaussures] parce que nous sommes des migrants et que nous n'avons pas eu de travail fixe d'une année au moins en Équateur et ici on a besoin de ça pour obtenir un crédit. Plusieurs coopératives [de crédit] nous l'ont refusé. C'est très difficile. On nous demande un certificat de travail et de paiement pour accéder à un crédit mais comme nous sommes des migrants, nous ne l'avons pas. (S7, couple, Tabacundo, 2001/2-2008)

D'autres personnes expriment qu'elles avaient l'espoir d'obtenir une aide financière du programme équatorien d'aide au retour *Cucayo* mais qu'elle ne leur a malheureusement pas été accordée. Ces migrant-e-s retourné-e-s ne possèdent pas non plus de propriétés, ou de voitures qu'ils/elles pourraient présenter comme garanties pour une demande de crédit à une institution financière :

Quand je suis arrivé ici je me suis rendu compte que le gouvernement équatorien n'allait pas m'aider [il a présenté une demande au Fonds Cucayo et elle a été refusée]. J'ai commencé à chercher des prêts dans les banques, qui ne m'ont pas été accordés parce qu'ils voulaient que j'aie des propriétés ou des voitures, mais j'ai dit que je n'avais rien de ça. Et ils m'ont dit que ce n'était pas possible de me prêter de l'argent. Il faut avoir un garant qui a des propriétés et des voitures, mais je n'ai personne. Alors, depuis mon arrivée ici ça a été mon martyr, obtenir de l'argent pour continuer à aller de l'avant. (S1, homme, boulangerie, Quito, 2000-2010).

Oui, j'ai envoyé mon projet [d'atelier de couture] à un programme du Cucayo. Je l'ai envoyé [par email], mais ils ne m'ont rien répondu. Donc j'aurais mieux fait de ne pas bouger. [Il pense]. Question: Et comment vous connaissiez le programme Cucayo ? Réponse : Parce que justement l'ambassadrice de l'Équateur en Suisse m'a suggéré ça. Elle m'a dit, faites-le. Mais je vous dis que, de mon pays, je n'ai pas reçu d'aide. Je n'ai pu compter avec aucune source d'aide financière. (S11 homme, Santo Domingo, 2007-2008).

Question : *Avez-vous cherché de l'aide pour un crédit, ou avez-vous eu la possibilité d'en recevoir d'une institution équatorienne ?* Réponse: *"Ici, vous voyez, je suis allé ici à la «Banco Internacional» et à la «Banco de Fomento». Ils m'ont dit que, pour avoir un prêt, je devais avoir premièrement le RUC [registre de fonctionnement] du local, d'une année au moins, et comme on n'est pas encore arrivés à une année, ils ne peuvent faire aucun prêt; je suis allé à une autre banque mais l'intérêt était très élevé. Maintenant, imaginez-vous, pour faire une demande de prêt je n'ai pas de terrains, je n'ai rien, je paie une location ici [pour le magasin] et je loue ailleurs [pour vivre], imaginez-vous.... (Y1, homme, Shushufindi, 2006-2009).*

D'autres retourné-e-s expriment qu'ils/elles ont pu construire une maison avec les envois d'argent qu'elles faisaient depuis la Suisse, mais que malgré le fait d'avoir une propriété en Équateur ils/elles n'ont pas non plus obtenu de crédit pour leurs projets de micro entreprise :

"...bon, mes attentes, en vérité, avec la maison que j'ai, j'ai pensé que n'importe quelle institution bancaire me faciliterait un crédit mais en vérité je me suis écrasé, mais alors bien écrasé contre un mur, parce que je me suis fatigué d'aller voir les institutions et, bon, je dirais un mensonge si je dis qu'il y a eu une exception.... (V7, homme, projet d'apiculture, Esmeraldas, 2003-2008).

Une des personnes retournées (V8), qui a utilisé l'argent de l'aide du canton de Vaud pour meubler un appartement, manifeste qu'elle aimerait monter une petite pâtisserie à Quito, ayant développé son habileté dans ce domaine pendant ses années en Suisse. Elle voudrait de cette manière avoir une source de revenus pour ses besoins personnels étant donné qu'à son âge (58 ans) il est très difficile pour elle de trouver du travail. Cependant, elle s'est renseignée auprès d'une banque sur la possibilité d'obtenir un crédit mais il lui a été refusé étant donné qu'elle n'a ni emploi, ni propriété ou autre bien qui puisse garantir la dette.

5.2.3 Ventes irrégulières et bénéfiques faibles

Les ventes irrégulières et les bénéfiques faibles sont d'autres difficultés encore que rencontrent les micro entrepreneur-e-s. Comme exprimé dans les citations ci-après, les bénéfiques auxquels arrivent des petits commerces comme une boulangerie, un bazar ou une pizzeria, sont extrêmement bas puisque, dans le meilleur des cas, ils ne dépassent pas 30 ou 40 dollars par jour; de plus, ce montant ne peut parfois être atteint que grâce à l'aide de la famille et des connaissances :

...ceux qui achètent le plus, qui achètent, c'est mes neveux, ou ma maman qui, grâce à Dieu, elle le fait pour m'aider, c'est la même chose, jusque dans ceci ma famille est mise à contribution, ils achètent ici, de temps en temps, mais il ne se vend pratiquement rien, qu'est-ce que j'en sais, quelques fois peut-être quand les amis de mes enfants viennent, on arrivera à vendre quelques menus rapides, qu'est-ce que je sais moi, quatre « salchipapas » complètes, deux hamburgers, quoi, la situation est comme ça, c'est ça qui me désespère le plus.... (Y2, femme, pizzeria, Tena, 2001-2009)

Maintenant, je vous le dis sincèrement madame, maintenant je traverse un moment assez difficile parce qu'il n'y a pas beaucoup de clients, par exemple le matin je ne vends rien, même pas cinq [dollars], l'après-midi on vend comme ça vingt, peut-être vingt-cinq, des fois trente dollars, bon ça mais (...) ça pour ici, c'est déjà assez bien.... (Y4, homme, boulangerie, Cantón Mejía (environs de Quito), 2002-2009).

Le cas du couple Y1, propriétaire d'un bazar de bâches à Shushufindi, et celui de madame Y2 qui a une pizzeria à Tena, illustrent non seulement le problème des ventes insuffisantes mais aussi celui du manque de ressources pour mieux faire connaître leurs commerces et, par là, augmenter le nombre de leurs clients:

...comme vous voyez, des fois ils viennent [les clients], oui, une ou l'autre chose se vend, mais pas tous les jours, ici par exemple, le samedi et le dimanche c'est quand les gens reviennent de la campagne, c'est possible que ces jours-là on arrive à vendre pour quarante dollars, ça dépend de ce qu'ils me demandent, un linge ou un drap, ou alors un bandeau ou d'autres petites choses, disons qu'on peut arriver à quarante dollars par jour... On reste jusqu'à huit heures du soir pour voir si on peut vendre une petite chose de plus, pour pouvoir gagner un petit peu plus d'argent ou rapporter un peu d'argent à la maison, mais il y a des moments où la somme d'argent qui sort est plus importante que celle qui entre. Nous, on voudrait passer une annonce publicitaire à la radio, mais combien ça vaut ? Cent cinquante dollars au moins pour la radio d'ici et la même chose pour les autres. (Y1, couple, Shushufindi 2006-2009).

...malheureusement ça ne peut déjà plus se faire [la publicité], et c'est ça qui manque, à moi il me semble aussi que des fois, je me sens déjà découragée, je ne sais pas ce qui se passe, mais bon, c'est vrai aussi que ça, ça manque, c'est ce que me disent les amis qu'il faut faire connaître l'endroit, où elle est [la pizzeria] non ? Ma mère n'avait pas d'autre endroit à me donner, parce que si elle [la pizzeria] était sur l'avenue principale, ce serait différent, sur l'avenue principale tous les gens la voient, là il y a tout, le terminus des bus, et peut-être que la pizzeria est un peu cachée ici, alors ils disent des fois qu'elle ne se voit même pas... et le manque de publicité parce qu'on n'a pas d'argent pour ça, les petits papiers, les volants, qu'est-ce que j'en sais,

faire des offres, mais depuis où ? Juste maintenant, je ne peux pas faire ça.... (Y2, femme, Tena, 2001-2009).

La citation suivante, de monsieur S2, propriétaire d'une boulangerie à Quito (Tumbaco), illustre le cas d'un micro entrepreneur qui manque de ressources pour acquérir le moyen de transport qui lui permettrait de distribuer son pain dans des endroits mieux centrés et, ainsi, d'augmenter ses ventes :

Les difficultés que j'ai, par exemple, comme vous voyez maintenant, c'est qu'un client vient, deux, trois clients pour acheter un pain, deux pains, trois pains, quatre pains ; alors ce n'est pas, comment dire, une boulangerie où le pain se vend de manière constante. Alors, mon projet est de me lancer dans la distribution du pain, le distribuer. Mais pour ça j'ai besoin d'une voiture. Alors, il y a beaucoup de personnes qui m'ont dit que « votre pain est bon, pourquoi vous ne venez pas nous l'apporter jusqu'ici ». Mais pour faire la distribution de pain, j'ai besoin d'une voiture, c'est-à-dire que j'ai besoin de quelque chose pour me déplacer. Dans deux ans peut-être, je voudrais essayer de payer le prêt [qu'il a obtenu de parents] et peut-être qu'il y aura la possibilité d'acheter une voiture pour faire la distribution. Comme vous le voyez, la vente est bien irrégulière. (S1, homme, Quito, 2000-2010).

5.2.4 L'emplacement géographique périphérique

Comme il ressort déjà des résultats présentés ci-dessus, les difficultés de vente et de commercialisation sont en grande partie dues à l'emplacement périphérique des commerces de plusieurs des micro entreprises. Il faut souligner que cette problématique concerne l'emplacement périphérique à l'intérieur du pays comme celui à l'intérieur des villes et villages où ils/elles se trouvent. On a ainsi constaté que deux des projets qui sont arrivés à une stabilité plus importante de leurs ventes (S4 restaurant de menus rapides et V2 atelier réparation d'appareils électroménagers) se trouvent à la fois dans la ville de Quito et dans un lieu central à l'intérieur de cette ville. Quito concentre non seulement une grande quantité de services commerciaux et financiers mais compte aussi un nombre important d'habitants (2 millions environ) qui sont par conséquent de potentiels consommateurs. Étant la capitale du pays, Quito abrite en outre une grande partie des institutions de gouvernement. Elle a de plus un bon service de transport public et c'est là encore que se trouvent les bureaux de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) où les personnes retournées doivent s'adresser pour présenter les factures des achats qu'elles réalisent et obtenir le solde de l'argent octroyé par le canton de Vaud. Les migrant-e-s retourné-e-s qui vivent en-dehors de Quito, dans des endroits plus petits, ont plus de peine à écouler leurs produits. De plus, ils/elles doivent se déplacer constamment à la capitale pour acheter la marchandise dont ils/elles ont besoin et pour se rendre aux bureaux de l'OIM. Les micro entrepreneur-e-s qui se trouvent à Quito ou dans le centre d'une ville de l'intérieur, jouissent au départ de conditions plus avantageuses pour développer leurs commerces que ceux/celles installés dans des endroits relativement périphériques.

Les citations suivantes illustrent le cycle du mouvement géographique centre-périphérie qui caractérise plusieurs des micro entrepreneur-e-s interviewé-e-s. Comme on le verra ci-après, les personnes retournées installent tout d'abord leurs commerces au centre des villes où elles habitent, conscientes que l'emplacement géographique est fondamental pour leur réussite. Mais le loyer représente une lourde charge que les gains ne compensent pas, en particulier la première année. C'est le cas du couple Y1 qui, au début, avait son magasin de bazar et bâches sur l'avenue

principale de Shushufindi mais payait de 300 à 400 US\$ de location, ce qui était très élevé. Après une année, ils ont déménagé leur local dans une rue latérale où ils paient seulement 150 US\$ mais là c'est dur, parce que leur magasin est peu visible pour les consommateurs. Ce phénomène est caractéristique des villes de l'Est équatorien comme Shushufindi et Tena où toute l'activité commerciale se situe dans l'avenue principale, épine dorsale de l'activité économique. Madame Y1 s'est retrouvée face au même problème ; elle a dû déplacer son magasin, de l'avenue centrale de Tena à une rue diagonale non goudronnée et peu visible (figure 2), où habitent ses parents, afin de réduire les frais de location :

...oui, oui, la pizzeria on l'a d'abord installée là-bas, au centre donc, là on s'en sortait plus ou moins bien, oui, mais on devait payer une location très élevée, entre 400 et 500 US\$, vous vous imaginez, et on n'arrivait pas à couvrir les frais, alors ma maman m'a dit : « pour que la location ne vous coûte pas autant, venez ici » [chez les parents] et voilà, après un certain temps on est venus ici, ou disons plutôt qu'on a installé la pizzeria ici. (Y2, femme, Tena, 2001-2009)



Figure 2. Localisation de la Pizzeria sur une rue diagonale non goudronnée et peu visible

Le cas de monsieur Y4 illustre aussi la problématique d'un micro entrepreneur qui avait tout d'abord installé sa boulangerie dans le centre de Quito mais il payait un loyer élevé et a subi plusieurs vols, le quartier étant peu sûr. Il a alors décidé de déménager sa boulangerie à l'endroit où il habite : un quartier périphérique de Quito – dans le *Cantón Mejía* – qui n'a ni rues goudronnées ni transport public et dont les habitants n'ont que peu de ressources (figure 3); là il n'a pas de frais de location mais, par contre, les ventes sont très basses.



Figure 3. Localisation de la boulangerie dans un quartier périphérique qui n'a ni rues goudronnées ni transport public et dont les habitants n'ont que peu de ressources

Le cas de monsieur S11 qui, avec sa femme, est propriétaire d'un atelier de couture à Santo Domingo, illustre la difficulté que ce couple rencontre pour commercialiser ses produits étant donné que le commerce se trouve dans leur maison et que celle-ci est située dans un quartier périphérique dont les habitants n'ont que de faibles ressources économiques et où le transport public n'existe pas :

Ici il n'y a pas de ligne d'autobus. Il n'y a rien. Vous devez aller à l'entrée pour le prendre. Ça, pour notre atelier, c'est une grande difficulté. Oui, malheureusement, l'atelier n'est pas au centre. On ne peut pas. On doit y aller nous-mêmes [au centre de la ville] pour offrir nos produits. (S11, homme, Santo Domingo, 2007-2008)

La citation du couple S7, propriétaire d'un magasin de chaussures à Tabacundo illustre les complications qu'entraîne le fait de vivre dans un petit village où, de surcroît, les horaires de vente sont limités en raison de la délinquance :

...La plus grande difficulté [du lieu où se trouve le magasin] est que le village n'est pas très grand. Il n'y a pas beaucoup de monde. Ici, pendant la journée, on ne voit pratiquement personne dans la rue parce que tout le monde travaille. Le soir à partir de cinq heures on commence à voir des gens, mais à sept heures déjà il faut fermer parce qu'il y a beaucoup de délinquance. Ici ils entrent et ils volent comme si de rien n'était. Ici on n'a que quelques heures pour vendre. (S7, couple d'époux, Tabacundo, 2001/2-2008).

5.2.5 Le genre, les tensions dans le couple et la mauvaise santé

Comme expliqué précédemment, la situation de retour peut exacerber les problèmes de couple. D'une part, la situation de tension que les personnes vivent en Équateur, due à l'incertitude économique, à la difficulté personnelle de s'habituer au nouvel environnement et au souci des enfants, affecte négativement les relations de couple. D'autre part, les relations de genre entre les membres du couple se sont modifiées en Suisse, étant donné que dans ce pays il y a plus de possibilités de travail pour les femmes et qu'elles ont alors renforcé leur position, ceci dit en termes de pouvoir économique et de liberté de mouvement. En retournant en Équateur, la question des relations de genre se complique pour certains couples car les hommes cherchent à récupérer leur position de force alors que les femmes se refusent à perdre celle qu'elles avaient gagnée en Suisse. L'ensemble de la situation provoque des tensions entre les membres du couple et, dans certains cas, conduit à la séparation.

La séparation a non seulement des conséquences émotionnelles mais aussi des retombées négatives pour les projets de micro entreprises. Lorsque le couple se sépare, c'est comme lorsqu'une société commerciale échoue. Les projets de micro entreprise ont été planifiés de façon à utiliser les ressources que les deux partenaires de la société apportent et/ou possèdent (ex. force de travail, meubles, appareils, ferme, terrain, contacts).

À la séparation, l'ensemble des ressources dont disposaient les deux membres de la société n'est déjà plus disponible pour le projet puisque chacune des deux personnes en dispose de manière indépendante. Cette problématique a par exemple été observée dans le cas de couples qui avaient uni leurs biens matériels pour des projets de restaurant. L'un des deux projets a échoué tout de suite après la séparation, un des membres du couple ayant emmené les meubles et les machines. Le second couple se trouve en situation de crise : l'une des deux personnes contrôle l'élaboration des produits alors que la deuxième dispose du local. C'est une problématique qui se complique tout spécialement dans le cas des micro entrepreneur-e-s retourné-e-s et il est donc très important d'en tenir compte. On accorde souvent trop peu d'attention à l'influence – positive ou négative- que les relations de genre peuvent exercer sur les projets de micro entreprise. Il faut par conséquent prendre conscience de l'importance d'inclure dans les mesures d'aide aux personnes retournées, une assistance-conseil non seulement pour le commerce lui-même, mais aussi pour les couples.

Un autre des problèmes qui s'accroît avec la migration, est celui de la fragilité de la santé de quelques micro entrepreneur-e-s à leur retour en Équateur. Comme expliqué dans les sections précédentes, certaines migrant-e-s qui vivaient sans papiers en Suisse ont travaillé dans des conditions défavorables qui ont affecté leur santé. Dans certains cas, les problèmes dont ils/elles souffrent perdurent après leur retour. Étant donné que les migrant-e-s retourné-e-s n'ont pas d'assurance-maladie en Équateur, des personnes comme monsieur S12 - propriétaire d'un petit restaurant –sont obligées de dépenser les économies rapportées de Suisse pour se soigner, au lieu de les investir dans leurs micro entreprises. Dans d'autres cas, comme celui de madame S5, la fragilité de sa santé l'a obligée - bien malgré elle - à renoncer au restaurant de viandes qu'elle et son mari avaient monté au prix de grands efforts. De nouveau, le manque d'un système de sécurité sociale auquel recourir a eu pour effet que ces deux commerces ont malheureusement fermé. Une santé fragile a donc des conséquences bien spécifiques pour les micro entrepreneur-e-s. Il est très important, si l'on envisage des mesures en leur faveur, de prévoir un système d'aide en cas de maladie.

5.2.6 L'affaiblissement du capital social et culturel de l'Équateur et les difficultés à utiliser le nouveau capital culturel acquis en Suisse.

La perte du capital social (réseau social) qu'elles possédaient avant de partir de l'Équateur est un des défis qu'affrontent plusieurs personnes interviewées. Cette perte rend plus difficile leur adaptation à la vie quotidienne et le développement de leurs micro entreprises. Madame V3 mentionne que le fait d'avoir vécu si longtemps en-dehors de l'Équateur sans possibilité de retours occasionnels, a fait qu'elle « n'a plus d'amitiés ». Par conséquent, pour beaucoup, le défi est de réactiver leur capital social ou de créer de nouveaux contacts sociaux qui les aident dans leur processus d'insertion socioéconomique.

La perte ou l'affaiblissement du capital culturel est aussi un facteur très important qui exerce une influence sur le développement des projets. Il exacerbe la difficulté que rencontrent les personnes interviewées pour mener à bien leurs micro entreprises. Dans ce cas, on se réfère à une connaissance en profondeur, indispensable, de la société locale et de la dynamique urbaine et commerciale des villes où elles habitent. En raison de leur absence prolongée, plusieurs des personnes retournées interviewées n'ont pas suivi l'inévitable processus évolutif de ces lieux, en ce qui concerne par exemple les distances, les dynamiques urbaines ou les possibilités de commercialisation. Il leur est par conséquent difficile d'estimer quel projet d'insertion il serait opportun d'y développer. C'est le cas par exemple de madame S8, de la ville de Santo Domingo qui avait tout d'abord pensé développer un projet de bar avec photocopieuse. Elle exprime sa surprise à son retour : « en arrivant ici, il y avait déjà beaucoup de commerces de ce genre, là où je vis » ; elle s'est vue dans l'obligation de réorienter son projet. Un autre cas exemplaire est celui de madame S2 qui, après avoir considéré plusieurs possibilités de projets d'insertion avait pensé installer un atelier de confection – dont elle avait déjà eu l'expérience – mais elle a trouvé une situation de marché à laquelle elle ne s'attendait pas ; elle a finalement décidé d'investir dans la réfection de sa maison :

En rentrant je me suis mise à voir la question du taxi et c'était quelque chose d'impossible parce que seulement la place dans la coopérative de taxis, ça coûtait vingt-cinq mille dollars et, à part, il y avait le coût de la voiture. Alors, l'aide qu'ils m'ont donnée n'était pas suffisante. Avec ça, je suis allée voir les machines à coudre. Bon, l'argent qu'ils m'ont donné me suffisait pour acheter les machines. Mais quand même, je suis allée voir comment était le marché mais la concurrence avec la confection que les Chinois amènent, à des prix extrêmement bas, était terrible, complètement. C'était terrible. (S2, femme, Quito, 2000-2008).

On peut déduire également des récits des personnes interviewées que les micro entrepreneur-e-s potentiel-le-s ont acquis un nouveau capital culturel pendant leur séjour en Suisse, grâce à leurs expériences de travail dans des entreprises helvétiques. Il peut être d'une grande utilité pour leurs micro entreprises en Équateur, mais certaines d'entre elles n'arrivent pas à en tirer profit. C'est le cas, par exemple, de monsieur Y4 qui a travaillé dans une boulangerie en Suisse et où il a appris de nouvelles techniques de pâtisserie et de boulangerie, comme par exemple la confection des croissants. Malheureusement, comme il le dit lui-même : « je n'ai pas pu appliquer ces nouveaux apprentissages ». Bien qu'il ait commencé à confectionner des croissants et à les proposer à sa clientèle, celle-ci ne montra aucun intérêt pour ce produit. La raison en est que sa boulangerie se trouve dans une zone semi rurale des alentours de Quito et que les ressources économiques de ses clients sont

faibles. La demande est donc avant tout celle de produits de boulangerie traditionnelle. Par conséquent, il a compris qu'il devait « accepter ce que le client demande » et renoncer à la production de croissants. Un autre exemple est celui de monsieur V7 qui a appris plusieurs techniques de jardinage en Suisse mais qui n'a pas pu les appliquer en Équateur en raison du peu d'importance attribuée à ce genre de travaux et aussi en raison de leur faible rétribution.

Bon, ce qui se passe c'est que, malheureusement tout ce que j'ai appris là-bas je n'en fais rien ici [à Esmeraldas] parce que le jardinage, les gens n'ont pas l'argent pour payer un jardinier, un tout petit peu ici à Atacames parce qu'il y a beaucoup de monde de l'étranger et c'est la zone touristique...même une fois un ami d'ici qui travaille à Atacames dans une entreprise électrique m'a demandé pourquoi je ne vais pas chercher du travail là-bas, mais ici le jardinage est très dur et ils ne vont pas payer ce qu'ils payaient là-bas [en Suisse], impossible, ils voudront payer comme un travail normal et ça c'est un travail très dur, je ne veux pas faire cadeau de mes connaissances ni de mon énergie pour gagner 10 dollars par jour, je sais parfaitement tailler, je sais mettre de la pierre naturelle, je sais préparer la terre pour la pelouse, c'est un travail difficile mais ici il n'est pas rémunéré, en d'autres mots, tout ce que j'ai appris là-bas je ne l'utilise pas. (V7, homme, Esmeraldas, 2003-2008).

Ces conclusions sont importantes parce qu'elles nuancent les approches, parfois naïves, du « brain gain » selon lesquelles les sociétés d'origine bénéficient automatiquement du retour des migrant-e-s en raison du nouveau capital culturel qu'ils/elles rapportent de l'étranger. La difficulté à utiliser ce nouveau capital culturel a été observée par des auteurs, King (1986) par exemple. Ils se demandent jusqu'à quel point les nouvelles capacités rapportées par les migrant-e-s sont intéressantes pour les contextes où ils/elles arrivent. C'est le cas par exemple des personnes qui ont vécu dans des contextes urbains et industrialisés et qui retournent dans des contextes ruraux où leurs nouvelles capacités n'ont pas d'utilité majeure. Ces analyses montrent l'importance de trouver des mesures qui aident à protéger et à mettre en valeur les nouvelles connaissances acquises à l'étranger.

5.2.7 Résumé et réflexions

Cette section a décrit en détail les défis auxquels font face les migrant-e-s retourné-e-s pour développer leurs micro entreprises et essayer d'arriver, dans le futur, à une stabilité économique. Ils appartiennent aux trois domaines suivants :

- (a) *Domaine du financement et de la commercialisation* : insuffisance de capital économique et manque d'accès au crédit, ventes irrégulières et bénéfices faibles, emplacement périphérique des micro entreprises.
- (b) *Domaine de la formation* : *know-how* insuffisant pour conduire une entreprise, manque d'assistance-conseil professionnelle et de suivi de leurs projets, difficulté à mettre en valeur les connaissances professionnelles apportées de Suisse.
- (c) *Domaine de la famille et de la santé* : Difficultés dans les relations de couple, santé déficiente.

Jusqu'à quel point ces défis sont-ils similaires – ou différents – de ceux auxquels font face d'autres migrant-e-s retourné-e-s ou les micro entrepreneur-e-s de l'Équateur? Malheureusement, nous ne disposons pas jusqu'ici d'évaluations qui analysent de manière détaillée la situation des micro entrepreneur-e-s retourné-e-s en Équateur.

Nous prendrons alors comme référence comparative l'étude qu'a réalisée la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en 2006 sur la situation de la micro entreprise en Équateur. Basée sur une enquête nationale menée auprès de 17'738 micro entreprises et réalisée en 2004, cette étude montre que « les besoins des micro entreprises en Équateur sont immenses. Elles doivent faire face à des taux de croissance qui pointent à peine et leurs recettes se situent au niveau de la survie» (2006 :40). Il est intéressant d'observer que, bien que l'étude ne différencie pas entre migrant-e-s et non migrant-e-s, ses résultats concernant la problématique des micro entrepreneur-e-s coïncident avec ceux que nous présentons ici : les problèmes de financement, l'accès au crédit et le marketing figurent parmi les difficultés qui les affectent le plus. L'accès au crédit est bien un des principaux besoins de la micro entreprise en Équateur. Une fois de plus, et en accord avec les résultats présentés ici, l'étude du BID montre que l'épargne personnelle et l'aide familiale sont les principales sources de financement des micro entrepreneur-e-s en Équateur : « la majorité des micro entrepreneur-e-s démarrent leur entreprise grâce à leur épargne personnelle (67,1%). La deuxième source de financement est représentée par les prêts des parents et amis, le 12,6% en moyenne. Les sources informelles de financement (épargnes, cadeaux, prêts familiaux, héritages et spéculation) arrivent à un total de 90%, alors que les sources de financement formelles (banques, sociétés financières, coopératives d'épargne et de crédit et autres coopératives, ONG et fondations), au 5% à peine » (BID, 2006:21).

Par conséquent, il est clair que le financement des micro entrepreneur-e-s au travers de sources formelles est minime. Il est alors intéressant de voir quels types d'institutions financières sont utiles, d'après les micro entrepreneur-e-s. Selon le BID (2006) parmi les institutions qui financent les micro entreprises, les *Cooperativas de Ahorro y Crédito (COAC)* – Coopératives d'Épargne et de Crédit – sont les plus mentionnées (32,9%), suivies par les ONG et les fondations (22,3%), puis viennent les banques privées (20,2%) et, en dernier, les banques publiques (12,2%).

En aidant la micro entreprise, les ONG et les fondations accomplissent sans aucun doute une action essentielle en Équateur. Un exemple important à relever est celui de la FEPP (*Grupo Social Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio*) et les entreprises sociales avec lesquelles elle travaille et qui ont créé des coopératives comme CODESARROLLO, leur priorité étant de prêter des services financiers aux personnes dont les ressources sont faibles. Des institutions comme FUNDER, qui appuie la formation professionnelle de membres d'organisations populaires ; le système national de commercialisation *Camari*, orienté vers l'aide aux petits producteurs par la production et la commercialisation de leurs produits ; enfin, l'entreprise *Agroimportadora* dont l'objectif est de fournir aux organisations de petits paysans afro équatoriens et indigènes : outils, équipements, matériel, semences et *inputs*, à des prix convenables. Comme on peut le déduire de cette description, l'effort principal de ces organisations est avant tout d'aider les populations rurales membres d'organisations paysannes, afro équatorienne, et indigènes. Par conséquent, orienter l'aide vers une population vulnérable comme sont les migrant-e-s retourné-e-s - avec leurs difficultés financières, de commercialisation, de formation et de fournitures - devrait être considéré de manière sérieuse par les ONG, les Coopératives d'Épargne, les banques publiques et privées et autres institutions compétentes de l'Équateur.

Des institutions, comme la Banque Centrale de l'Équateur (BCE), sont conscientes de la situation des micro entreprises. Dans sa *Memoria Anual* de l'année 2005, la BCE a souligné que le problème de l'accès au crédit pour les micro entrepreneur-e-s réside

en partie dans le manque d'informations, du côté des demandeurs comme de celui des offrants : beaucoup de micro entrepreneur-e-s urbains ne connaissent pas les caractéristiques de l'offre de crédit disponible pour leur secteur, et de leur côté les offrants ne connaissent pas les véritables caractéristiques ou besoins des demandeurs. Ainsi, la banque met l'accent sur le besoin d'une information plus transparente pour les demandeurs et, en même temps, sur celui de réaliser des études systématiques qui puissent révéler les caractéristiques et besoins des demandeurs. Les précédentes affirmations (concernant le manque d'information des demandeurs comme des offrants), peuvent être corroborées par cette étude. Le problème du manque de connaissance de l'offre disponible s'aggrave dans le cas des migrant-e-s retourné-e-s, étant donné qu'ils ont été absents du pays pendant de nombreuses années. Du côté des institutions de crédit, leur manque de connaissance des caractéristiques et besoins des demandeurs se révèle nettement dans leurs pratiques courantes, comme celle par exemple d'exiger des certificats de travail et de salaire comme garanties, à des personnes qui n'avaient plus résidé en Équateur depuis longtemps. Il est par conséquent important de réorienter l'offre du crédit et de l'adapter aux besoins des migrant-e-s rentré-e-s. La *Cámara Nacional de la Microempresa* – Chambre Nationale de la Micro Entreprise – met le doigt sur un autre type d'obstacles pour les micro entrepreneur-e-s : les conditions de travail (par exemple, ils/elles n'ont pas de sécurité sociale) et les exigences pour formaliser une micro entreprise (la quantité de démarches et de ressources exigées) (Periódico Hoy, 2006).

5.3 La situation du pays et les défis du retour

La section précédente fait état de défis auxquels font face les personnes interviewées pour développer leurs micro entreprises. Dans cette section, nous examinerons les difficultés du retour dans la vie quotidienne. Les personnes retournées manifestent que la vie quotidienne en Équateur n'est pas facile en raison de la situation sociale et économique qu'affronte le pays et qu'elles se retrouvent, par conséquent, face à une série de défis qui seront détaillés ci-après.

5.3.1 La baisse du niveau de vie

Des personnes interviewées comme S2 (femme), S7 (couple), S11 (homme) et V9 (couple) manifestent leur malaise parce que leur niveau de vie a baissé par rapport à ce qu'il était en Suisse. Madame S2, par exemple, manifeste qu'en Suisse elle vivait dans « un très bel appartement avec tout le confort », ce qui contraste avec l'état précaire dans lequel elle a retrouvé sa maison. Monsieur S11 a aussi expérimenté une chute importante de son niveau de vie, car la maison où il vit « n'a pas d'eau potable et qu'il ne peut avoir l'électricité qu'en réalisant une connexion [illégal] avec la maison des voisins ». D'autres personnes, comme le couple S7, sentent qu'en revenant en Équateur « ils ont régressé dans le temps » et que c'est « comme reculer de dix ans ». Madame S2 ainsi que le couple S7 argumentent que leur pouvoir d'achat en Suisse était plus élevé. En Suisse ils pouvaient « avoir le frigo plein » avec le salaire qu'ils gagnaient, alors qu'en Équateur ils « vivent bien à l'étroit » se référant aux aliments qu'ils peuvent acheter. Selon monsieur S7, le salaire qu'il gagne en Équateur est « dix fois inférieur » à ce qu'il gagnait en Suisse et le « coût des aliments est très élevé ».

La criminalité est encore un autre facteur qui implique une baisse de la qualité de vie pour les personnes interviewées. Elles doivent faire face à cette situation surtout dans des villes comme Santo Domingo, Esmeraldas et Quito dont la croissance a été

rapide au cours des dernières années – spécialement celle de Santo Domingo –La criminalité, qui va souvent de pair avec une croissance rapide, a augmenté. Plusieurs des migrant-e-s retourné-e-s interviewé-e-s, comme messieurs S10, V7 et V6, ainsi que madame V3, manifestent leur « peur de sortir dans la rue » et disent qu'ils/elles choisissent parfois de s'enfermer ; ils/elles préfèrent ne pas beaucoup sortir de la maison, ce qui fait qu'ils/elles « ont la nostalgie de la liberté de mouvement qu'ils/elles avaient/avaient en Suisse ».

Le « manque de respect » est une autre des difficultés mentionnées par quelques-unes des personnes interviewées. Elles le ressentent dans les lieux publics, dans les relations avec des employeurs ou avec les employés de l'administration. Madame S2, par exemple, exprime qu'à son arrivée en Équateur elle s'est sentie « accablée par la circulation, la vitesse des voitures et le manque de respect des conducteurs ». Ses expériences négatives en Équateur l'ont conduite à « vivre enfermée chez moi » ce qui, il est clair, ne favorise pas son insertion socio-économique. Dans les récits d'autres personnes interviewées, comme ceux des couples S5 et S7 et celui de madame S8, on observe qu'après tant d'années vécues en Suisse elles ont perdu l'habitude de vivre dans le contexte équatorien et cela implique plusieurs difficultés. Ces personnes expriment qu'elles se sentent un peu « désabusées » en arrivant en Équateur parce qu'en Suisse elles s'étaient habituées à une « mentalité de respect » qu'il est « très difficile de mettre en pratique en Équateur ». Elles se plaignent de même de l'organisation très différente qui existe en Équateur et dont la caractéristique est d'être « excessivement bureaucratique ». Selon le couple S7, en Équateur « ça ne vaut pas la peine d'être discipliné » parce qu'ici tous veulent « rabaisser l'autre, lui passer par-dessus ». Ce même couple mentionne que les difficultés citées, unies au fait que les deux conjoints « voulaient finir leurs jours en Suisse » et qu'ils se sont vus « d'une certaine manière obligés à retourner », font que leur processus d'adaptation à l'Équateur soit plus difficile.

5.3.2 La difficulté à trouver du travail et les bas salaires

Un des grands problèmes que mentionnent les personnes interviewées, est la difficulté à trouver du travail et les bas salaires qu'elles perçoivent en Équateur (S7, couple). L'une d'entre elles affirme que, bien qu'ayant réussi à trouver du travail comme enseignante de français, elle a dû démissionner peu de temps après avoir commencé, parce que l'Institut où elle travaillait ne respectait pas les termes du contrat d'emploi (V1). D'autres encore, comme les couples S6 et V9, ainsi que messieurs S11 et S12, expriment que bien qu'au début ils se soient énormément réjouis d'avoir rejoint leurs familles, une fois installés en Équateur et en raison du manque de stabilité économique du pays, ils se sont malheureusement retrouvés « dans la même situation qu'avant, avec très peu de possibilités de travail », ou « avec des emplois instables » et maintenant « on regrette d'être rentrés ». Pour d'autres personnes comme madame V3, la difficulté réside au niveau de l'âge auquel elle est retournée en Équateur car « à 58 ans c'est très difficile de trouver un emploi ».

5.3.3 Les difficultés d'adaptation des enfants

Un autre problème important est la difficulté qu'ont les enfants à s'adapter à la société équatorienne, nouvelle pour eux. Les couples S5 et V4 ainsi que madame Y3, expriment que leurs enfants, qui ont grandi en Suisse, « ont des difficultés avec l'espagnol », « ont la nostalgie de l'école et de leurs amis en Suisse » et qu'« ils nous demandent tous les jours quand on va retourner en Suisse ». Madame Y2 se désole parce que ses enfants « ne veulent pas être en Équateur », « sentent que leur pays

est la Suisse, parce qu'ils ont grandi là-bas » et de plus « ils se sont habitués à un autre style de vie ». La citation suivante illustre cette problématique :

...pour nous, et spécialement pour notre fils aîné, le plus dur c'est pour lui, nous autres nous sommes adultes et nous faisons face, mais pour un enfant c'est plus difficile parce que lui, pour lui c'est encore très difficile d'oublier la Suisse, même si finalement il est en train de s'intégrer en Équateur...lui, quand il est parti, il avait une année et huit mois, il était petit, alors là-bas [en Suisse] il a appris la langue, il a appris ses habitudes, il a eu ses copains, sa vie quotidienne, il a eu ses enseignants, toute sa vie était là-bas, alors pour lui c'est très difficile d'oublier... (V4, couple, Santo Domingo 2001-2008).

D'autres personnes, comme les couples S5 et S7, et madame Y3, manifestent que la qualité d'instruction de leurs enfants a baissé et se sentent « un peu désespérés parce que nous ne pouvons pas donner à nos enfants ce à quoi nous aspirons pour eux, spécialement en ce qui concerne l'instruction ». Nous avons pu constater cette situation au cours de notre travail de terrain, spécialement dans le cas de personnes interviewées qui, comme madame Y3, vivent dans des endroits de la campagne équatorienne relativement éloignés où la qualité de l'instruction est passablement inférieure à celle des villes importantes - comme Quito - et très inférieure à celle que ses enfants recevaient dans les écoles publiques suisses (figure 4).



Figure 4. Ecole dans la campagne équatorienne où la qualité de l'instruction est passablement inférieure à celle que les enfants recevaient dans les écoles publiques suisses

5.3.4 Le genre et les tensions dans le couple

La situation du couple est aussi un sujet important qui ressort des récits des personnes interviewées. Les tensions qui se vivent en Équateur en raison de l'incertitude économique, de la baisse de la qualité de vie, de la difficulté personnelle à s'adapter au nouveau milieu et du souci pour les enfants, ont leur impact sur les relations interpersonnelles. Certains couples se séparent après leur retour en Équateur, ce qui a des retombées négatives non seulement pour la famille mais aussi pour les projets d'insertion puisqu'ils dépendent du travail des deux membres du couple. Le phénomène du stress associé à la migration et les effets qu'il peut avoir sur le couple, est connu de la littérature académique. Bien que les personnes interviewées ne le mentionnent pas directement, une des raisons des tensions dans le couple est liée aux changements dans les relations de genre. Souvent en effet, - et c'est le cas en Suisse - les femmes ont plus de possibilités de travail; par conséquent, leur pouvoir économique et leur liberté de mouvement en ressortent fortifiés.

5.3.5 Le genre et le manque de liberté de mouvement dans l'espace public

Le manque de liberté de mouvement dans l'espace public est une difficulté expérimentée par plusieurs des personnes interviewées. Les problèmes de criminalité que connaissent plusieurs villes équatoriennes en sont la raison. Il est clair que la criminalité limite la mobilité des hommes comme des femmes retourné-e-s ; cependant, il semble que des questions de genre influent sur la liberté de mouvement des femmes. Madame S2 par exemple, une dame de plus de 50 ans, explique qu'en Suisse elle avait « des espaces de rencontre avec les amies », ce qui « n'est pas possible de faire en Équateur ». Elle regrette non seulement « la possibilité de me déplacer librement » qu'elle avait en Suisse, mais aussi « les moments privés » qu'elle n'a déjà plus en Équateur. Madame V5, comme d'autres femmes, commence peu après son arrivée à comparer « le mode de vie que j'avais en Suisse » en ce qui concerne la liberté de mouvement comme femme, et exprime que son « enthousiasme à être retournée commence à retomber ». Il semble que lorsque les femmes se réfèrent à la liberté de mouvement, elles veulent dire qu'elles voudraient se sentir moins contrôlées par la société en ce qui concerne leurs déplacements et leurs décisions, et qu'elles ne devraient pas non plus se soucier de leur sécurité personnelle qui, en Équateur, est menacée en raison de la criminalité .

5.3.6 Les problèmes de santé

La dépression à laquelle sont confrontées plusieurs des personnes retournées interviewées - parce qu'elles n'ont pas trouvé de travail et en raison de toutes les difficultés qui se présentent à leur retour - se reflète dans l'état d'esprit qui les accompagne pendant l'interview : certaines paraissent absentes et distraites et d'autres ne peuvent cacher leur tristesse (monsieur Y3, monsieur S12, couple Y2). D'autres encore, comme le couple Y1, expriment qu'elles avaient pensé que « la situation de travail en Équateur était plus facile » et que « si on avait eu une idée de la situation d'ici, on serait resté en Suisse même si on devait souffrir ». Les problèmes d'adaptation et les dépressions que traversent plusieurs des personnes interviewées éveillent en elles le désir de partir à nouveau de l'Équateur et cela dès que l'occasion se présentera. Dans ce sens, monsieur S12 exprime son désir d' « aller travailler dans un pays sud-américain, comme le Chili » ; une autre des personnes retournées mentionne que « j'ai envie de fuir parce que je n'ai pas de travail et que la situation économique me fait peur » ; madame Y3, elle, dit qu'elle a l'impression d'être « à zéro » et que « je n'aimerais pas de nouveau migrer mais si les circonstances se

présentent je devrai le faire ». De manière générale, beaucoup des personnes interviewées rêvent de retourner en Suisse.

Dans les récits des personnes interviewées on peut aussi découvrir que les problèmes de santé liés au séjour en Suisse ont un impact sur les projets de réinsertion. C'est le cas par exemple de monsieur S12 qui, après avoir été hospitalisé en Suisse pour une maladie contractée au travail, était encore malade en arrivant en Équateur. Il a dû dépenser ses économies pour se soigner.

5.3.7 Résumé

Le tableau 20 résume la série de défis que les migrant-e-s retourné-e-s affrontent dans leur vie quotidienne, en raison de la situation socio-économique difficile que traverse l'Équateur.

Tableau 20. La situation du pays et les défis de la vie quotidienne

1. Défis socioéconomiques	Baisse du niveau de vie
	La difficulté à obtenir un travail et les bas salaires
2. Défis familiaux	Les difficultés d'adaptation des enfants
	Les tensions dans le couple
3. Défis de liberté	Le manque de liberté de mouvement dans l'espace public
4. Défis de santé	Les problèmes de santé physique et mentale

5.4 Les ressources disponibles pour les projets de réinsertion

La section 5.1 qui traite de l'état actuel des projets d'insertion des migrant-e-s rentré-es, a montré qu'à leur retour en Équateur ces personnes ont à leur disposition différentes ressources : leur capital économique (épargnes apportées de Suisse), leur capital social (appui du réseau familial, ancienne clientèle), et leur capital culturel (connaissances acquises auparavant dans le domaine du commerce qu'elles installent).

Cependant, comme on le verra dans cette section, elles ne disposent pas toutes de la même somme de ressources. Nous argumentons ici que celles qui ont obtenu une meilleure stabilité de leurs projets d'insertion, possèdent les capitaux mentionnés ci-dessus et, en plus, d'autres capitaux-clés que nous nommerons « capital géographique » et « capital de santé ». Nous exposerons alors, dans un premier temps, trois situations qui illustrent les cas de projets qui n'ont pas pu se consolider en raison du manque de capital économique, culturel ou de santé. Dans un deuxième temps, nous présenterons ceux de trois micro entrepreneur-e-s qui ont pu tirer profit de leurs capitaux - économique, social et culturel - et obtenir ainsi une plus grande stabilité de leurs projets de micro entreprise. La présentation de ces six cas sera suivie d'une réflexion comparative sur le rôle que jouent les trois types de capitaux dans la réussite des projets d'insertion. Dans un troisième temps, nous nous centrerons exclusivement sur la question de savoir de quelles ressources économiques disposent les 25 personnes interviewées à leur retour en Équateur et nous tenterons de donner quelques éléments explicatifs capables d'éclairer les raisons des différences observées. Pour conclure, dans le résumé nous présenterons quelques réflexions autour de la question de considérer comment il pourrait être

possible de protéger et stimuler l'utilisation des ressources des personnes retournées.

5.4.1 Les projets qui n'ont pas pu se développer : quand le capital économique, culturel et de santé, fait défaut

1) S1 (Homme, célibataire, 1971, études niveau secondaire complètes, migration : 2000-2010) : **Projet de boulangerie (Tumbaco) – Le manque de capital économique**

Sa première idée de projet avait été de monter une cafétéria. Il en décida autrement une fois en Équateur. Il eut la possibilité d'acheter une boulangerie et décida de la faire parce qu'auparavant il avait travaillé dans celle de son père où il avait acquis une bonne expérience. La boulangerie (meubles et machines inclus) lui a coûté 4'000 USD et 3'000 USD les deux mixeuses. L'argent de l'aide suisse lui suffit seulement pour financer les mixeuses. Comment financer le reste ? Il présenta une demande d'aide à la *Secretaría del migrante* - Secrétariat du migrant - (*Fondo Concursable Cucayo*) mais son projet ne fut pas retenu. Il demanda un prêt dans les banques, mais elles lui exigeaient des garants et des propriétés, ressources qu'il n'avait pas. Aucune institution équatorienne ne lui prêta d'aide financière ni ne le conseilla. Son unique source de financement a été la famille. Une tante qui vit à l'étranger lui prêta 2'000 USD mais il lui manquait encore 2'000 USD. Le problème qui se présenta avec la boulangerie fut que la vente du pain était irrégulière. Les stratégies qu'il a utilisées ont été de mettre en pratique ce qu'il avait appris avec son père et d'élaborer des produits qu'il avait connus en Suisse. Cependant, l'augmentation constante du prix de la matière première pour l'élaboration du pain le conduisit à des difficultés économiques. De plus, le travail de la boulangerie était dur. Tous les jours il devait se lever à quatre heures du matin. Il obtint du travail dans un bureau du gouvernement national et décida alors de vendre la boulangerie.

2) S2 (Femme, séparée, 1950, études secondaires incomplètes, migration : 2000-2008) : **Projet de réfection de maison (Quito) – L'affaiblissement du capital culturel**

Le projet initial était de monter un atelier de couture. Quand cette personne est arrivée dans son quartier, elle s'est rendu compte que tout avait changé, qu'il y avait de nombreux commerces et plusieurs ateliers de couture. La concurrence était très forte. De plus, les gens n'avaient plus recours à la couturière parce que des vêtements très bon marché arrivaient de Chine et que le coût des tissus était très élevé. En plus, il lui manquait de l'argent pour acheter la matière première, les tissus. Elle a eu peur de tomber dans les dettes. À l'OIM, on lui conseilla d'acheter un taxi mais elle apprit que l'adhésion à la coopérative de taxis coûté 20'000 USD. L'argent qu'elle avait reçu du Service de la Population (3'000 CHF) était insuffisant. Elle décida alors d'investir dans la réfection des étages de la maison où elle vit avec ses enfants, et de réparer aussi les parois et les salles de bain. Le coût total de cette réfection fut de 16'000 USD. Comment a-t-elle réussi à financer le chantier ? Avec les 3'000 CHF de l'aide de la Suisse, elle a pu réparer les étages. Le reste de l'argent elle l'a reçu de sa mère (3'000 USD) qui avait gardé une partie des envois qu'elle faisait depuis la Suisse ; enfin, un parent lui rendit 10'000 USD qu'elle lui avait prêtés il y a longtemps (épargnes).

3) S5 (Homme et femme, couple, 1961, études universitaires incomplètes, migration : 1992-2008) : **Projet de restaurant de viandes (Sangolquí) : - Le manque de « capital santé »**

Le couple est arrivé en Équateur avec le projet d'ouvrir un restaurant de viandes dans sa ville. Les conjoints pensaient que 5'000 USD étaient suffisants pour l'installer. En réalité, ce montant était totalement insuffisant puisque le coût final a été de 16'000 USD. Comment sont-ils parvenus à financer ce montant? Eux, ils présentèrent trois fois leur projet à la *Secretaría del Migrante* – Secrétariat du Migrant – (*Fondo Concursable Cucayo*), pour solliciter une aide! Ils ne reçurent jamais de réponse positive. Ils n'ont finalement pas réussi à obtenir d'aide financière ni d'assistance-conseil de la part des institutions équatoriennes. Avec l'aide du Service de la Population, de Lausanne, soit 3'600 USD, ils ont pu couvrir une partie du coût des machines. Ils ont payé le reste avec l'épargne réalisée en Suisse. De quelles autres ressources disposaient-ils? Ils louèrent un local, propriété de la mère de la femme interviewée. Au début, le commerce fonctionnait très bien, les clients étaient contents. En plus d'être situé à un bon emplacement, leur restaurant offrait des viandes et des salades, au contraire des autres restaurants de la zone. Les compétences acquises en Suisse – entretien du matériel, propreté, ordre et respect – les aidèrent pour l'organisation du restaurant. Ils avaient observé en Suisse que les gens mangeaient de la viande sans beaucoup de condiments et accompagnée de salades fraîches. Ils mirent cela en pratique dans leur restaurant qui fonctionna bien pendant une année et demie. Malheureusement, la santé de la femme se détériora et ils durent interrompre leur travail. Ils n'avaient aucune assurance-maladie et personne ne pouvait les aider au restaurant. Ils ont finalement été contraints de fermer leur établissement. Selon la personne interviewée, ses problèmes de santé sont associés à la migration; ils ont commencé en Suisse où elle a été opérée deux fois et en Équateur elle a subi une troisième intervention.

5.4.2 Les projets qui arrivent à une meilleure stabilité : le rôle du capital économique, social et culturel

4) S4 (Femme, séparée, école primaire incomplète, migration : 1994-2010) : **Projet de restaurant de menus rapides (Quito) – La famille et les épargnes propres comme bases du capital économique**

Son projet initial était d'ouvrir un salon de beauté. Elle n'a pas pu suivre le cours de coupe de cheveux parce qu'elle ne remplissait pas la condition d'avoir terminé l'école primaire. Le projet est devenu irréalisable. C'est alors que surgit l'idée d'ouvrir un restaurant de menus rapides. L'OIM, ainsi que son fils, l'appuient pour développer l'idée du restaurant. Elle offre des plats qui plaisent à la majorité des Équatoriens-ne-s comme « *humitas* », « *quimbolitos* », « *bolones* ». Le restaurant se trouve dans un centre commercial à un endroit très central de Quito (figure 5). Elle a acheté le commerce à une autre dame qui avait déjà un restaurant. S4 l'a arrangé, a réparé les tuyauteries et peint le local; elle a acheté des tables et des chaises ainsi que des appareils comme une hotte de ventilation, une friteuse et un comptoir frigorifique. Le coût total de l'investissement a été de 18'800 USD. Comment est-elle arrivée à le financer? Pour le développement du projet, elle avait l'argent que l'AVS lui avait versé (système de rente suisse appelé Assurance de Vieillesse et Survivant), plus celui correspondant aux épargnes de son fils qui avait aussi travaillé en Suisse et enfin celui d'un prêt accordé par un parent. Sur quelles autres ressources peut-elle compter pour le développement du restaurant? Elle a beaucoup d'expérience dans la cuisine, aime s'occuper des gens, travaille de 5:00 du matin jusqu'à 8:00 du soir,

administre le commerce et est aidée par un jeune homme migrant qui collabore à la préparation des plats. Ses plans pour le futur ? Elle a appris à faire les cafés qui se préparent en Suisse et elle aimerait offrir ce service. Elle ne possède pas la machine à café nécessaire mais espère qu'un parent l'amènera de Suisse. La seule difficulté qu'elle a eue est que plusieurs mois ont passé jusqu'à ce qu'elle puisse toucher l'aide du Service de la Population, parce qu'il lui manquait le justificatif de l'achat du magasin. Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre, elle est en possession de cette aide.



Figure 5. Restaurant de menus rapides dans un centre commercial très central de Quito

5) S10 (Homme, 1967, célibataire, études secondaires incomplètes, migration : 1998-2010) : *Projet de petite ferme (Santo Domingo) – Les économies, l'expérience dans le métier et le réseau social comme capitaux*

Son rêve était d'ouvrir un restaurant étant donné qu'il a travaillé pendant plusieurs années dans ce domaine en Suisse. En arrivant à Santo Domingo il a changé d'idée parce qu'il s'est rendu compte que c'était un projet très coûteux et qu'en plus il y avait beaucoup de restaurants. Il a eu l'occasion d'acheter (contrat de location-vente) la ferme agricole de sa sœur et il la loua pour 4 ans. Il a opté pour l'idée de la ferme parce que son père en avait une, il y a quelques années, où lui-même aidait, et c'est ainsi qu'il a appris le métier d'agriculteur. Jusqu'à maintenant il a dû investir un total de 14'000 USD pour adapter la ferme et pour acheter une camionnette d'occasion pour s'y rendre. En plus, il paie 400 US\$ de location mensuellement. Comment a-t-il pu faire face à tous ces frais ? Il n'a pas eu d'aide financière des institutions équatoriennes. Il utilise l'aide du Service de la population de Lausanne, de 3'000 CHF, pour payer les premiers mois de location de la ferme. Son capital économique

provient des envois d'argent qu'il faisait à sa mère quand il vivait en Suisse puisque, en plus d'aider ses parents, il avait toujours eu l'idée de monter un commerce à son retour. Son autre grand capital, ce sont les connaissances antérieures qu'il possédait dans le domaine de l'agriculture, un capital qu'il acquit au cours des années où il travailla dans la ferme de son père. Il a en outre appris de ses propres amis qui l'ont conseillé dans le domaine de l'agriculture car, ayant passé de nombreuses années en dehors du pays, il n'est pas au courant des procédés modernes. Ses amis l'ont aussi emmené aux centres agricoles de la région car il ne savait pas où ils se situaient. Là, il a suivi des cours concernant la plantation du café, du cacao, de la banane, et l'entretien des cultures ; cela l'a beaucoup aidé dans son projet. Au moment de l'interview, il y avait quatre mois que la ferme fonctionnait. Les revenus qu'il retire actuellement de la ferme lui servent seulement pour aider sa mère du point de vue de sa subsistance et de sa santé. L'objectif de l'interviewé, à long terme, est d'acheter la ferme.

6) V2 (Homme et femme, 1959, couple, études secondaires complètes, migration 2000-2008) : *Projet d'atelier d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers (Quito) - Quand on a les trois types de capitaux*

L'interviewé avait deux buts bien clairs avant de partir de son pays : l'un, épargner de l'argent pour acheter sa propre maison; l'autre, rénover son atelier de réparation d'appareils électroménagers (figure 6). Ces plans étant clairs, il garda les outils qu'il avait en Équateur avant de partir et, une fois en Suisse, il en acheta peu à peu de nouveaux qu'il envoyait dans son pays. Le Service de la Population l'a aidé par un financement de 3'000 francs à investir dans son projet d'atelier. Avec cette aide, il a pu couvrir le 40% des coûts d'installation de son commerce ; ces frais correspondent à l'achat de nouveaux outils et à l'agrandissement de l'atelier. Il a assumé lui-même l'autre partie, 60 %, d'une part en utilisant les épargnes qu'il a réussi à réaliser en Suisse et, de l'autre, grâce au matériel qu'il possédait déjà avant de migrer. Pour la réouverture de son commerce, il a bénéficié de l'aide et des conseils de compagnons de la même branche qui l'ont renseigné au sujet des nouveaux procédés qu'il ne connaissait pas comme, par exemple, l'installation des machines à laver fonctionnant au gaz. Il exprime qu'il n'a pas eu de difficultés avec l'atelier, en raison de l'avantage suivant : il se trouve au même endroit qu'avant et, par conséquent, les gens du quartier et d'anciens clients le connaissaient. Il souligne qu'un autre acquis de poids lui a servi pour la réussite de l'installation de son commerce : c'est son expérience en la matière et ses connaissances de la branche. Un des changements que l'interviewé a dû assumer, c'est la question du salaire car, en Suisse, il avait un gain mensuel fixe alors qu'en Équateur son revenu dépend du nombre mensuel de clients ainsi que de la quantité de travail qui se présente. Cependant, malgré cela il se déclare satisfait et heureux d'être retourné dans son pays.



Figure 6. Atelier d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers a Quito ou le propriétaire a bénéficié de l'aide et des conseils de compagnons de la même branche

5.4.3 Les différences de capital économique, social et culturel entre les six cas présentés : réflexion comparative

Que nous montrent les 6 cas-types présentés antérieurement ? Nous voudrions premièrement faire une réflexion en ce qui concerne la question du lien qui existe entre le niveau d'instruction formelle des personnes qui ont mis les projets en route et leur succès. Suivant les théories économiques classiques, nous avons tout d'abord formulé l'hypothèse que plus le niveau d'instruction des propriétaires des commerces était élevé, plus les chances de succès de leurs projets l'étaient aussi. Cependant, cette supposition n'a pas pu être confirmée. Les histoires de trois cas qui sont arrivés à la meilleure consolidation de leurs projets montrent qu'il existe une grande diversité de niveaux d'instruction, qui comprend : l'école primaire incomplète (S4), le niveau secondaire incomplet (S10) et le niveau secondaire complet (S4). Nous pouvons donc affirmer que le niveau d'instruction n'est pas le facteur-clé qui explique le succès des projets. Il semble plus important de disposer des trois types de capitaux proposés par Bourdieu (1986) : le capital économique (épargnes et prêts), le capital social (réseau social), le capital culturel (expérience et connaissances dans le domaine du commerce). À ces trois capitaux il faut ajouter deux autres types de capitaux-clés, qui ne sont pas considérés dans le schéma de Bourdieu et que nous désignons ici, comme expliqué antérieurement, par les termes de « capital géographique » (emplacement central des commerces) et « capital de santé » (l'état de santé des micro entrepreneur-e-s).

Comme on a pu le voir auparavant, monsieur V2 (atelier d'entretien et de réparation d'appareils électroménagers) dispose des cinq types de capitaux : le capital social (ses compagnons de la branche professionnelle qui lui permettent de se mettre à jour au niveau de son travail, et la clientèle qui est la même qu'avant sa migration); le capital économique (les outils qu'il possédait déjà, ceux qu'il a envoyés depuis la Suisse, les économies qu'il a rapportées, l'appui économique du canton de Vaud) : le capital culturel (la formation et l'expérience qu'il possédait pour avoir travaillé dans la

réparation d'appareils électroménagers avant de migrer) ; le capital géographique (emplacement central à Quito et au même endroit que celui où il avait son atelier de réparation avant de migrer, ce qui lui permet de récupérer l'ancienne clientèle); et, en plus, le capital de santé. En ce qui concerne le capital culturel, nous pouvons donc souligner que, dans ce cas comme dans d'autres, le facteur-clé pour les projets n'est pas l'instruction formelle mais bien plutôt *le niveau de connaissances et le type de qualifications* que possèdent les personnes pour le développement du projet.

En plus des 5 ressources-clés mentionnées ci-dessus, dans le cas de monsieur V2 il est très important de souligner l'aspect suivant : la clarté de son projet de migration. Le désir d'améliorer son atelier de réparation d'appareils électroménagers accompagne manifestement ce projet depuis le début. Ce but, clair, a fait que monsieur V2 a préparé minutieusement son retour, en particulier en ce qui concerne les ressources économiques nécessaires (par ex. par l'achat d'outils de travail en Suisse qu'il envoie peu à peu en Équateur et l'épargne en vue d'améliorer son commerce). Par conséquent, nous arrivons à la conclusion qu'il est fondamentalement important de considérer ce type de capital - qui a été conceptualisé dans la littérature comme « degré de préparation pour retourner » (Cassarino 2004) - dans l'évaluation des projets de retour. Cette conclusion est corroborée par d'autres résultats présentés au long de cette étude; nous avons déjà vu comment les personnes qui n'avaient aucune motivation de rentrer et n'ont pas suffisamment préparé leur retour ont plus de difficultés d'insertion sociale et économique.

Les études de Cassarino (2004) sur le retour au Maghreb de migrants qui vivaient en Europe, de Schurr & Stolz (2011) sur le retour d'Équatoriens qui vivaient en Espagne, soulignent également l'importance d'un retour bien préparé. Cassarino montre comment une réinsertion adéquate exige des migrant-e-s un degré élevé de préparation à leur retour. Ceci implique de disposer de ressources, financières comme non financières, qui leur permettent d'évaluer clairement les coûts et les bénéfices du retour et, en plus, de tenir compte des changements qui se sont produits dans leurs lieux d'origine. Au contraire, ceux/celles qui ne se sont pas suffisamment préparé-e-s pour le retour ou n'arrivent pas à trouver la manière de consolider leurs commerces, dépendent des ressources dont disposent leurs pays d'origine. Par conséquent, les migrant-e-s qui rentrent dans des pays où l'aide institutionnelle au retour n'est pas assez développée, sont condamnés à avoir peu de succès avec leurs projets de réinsertion.

5.4.4 Les différences de ressources économiques entre les personnes retournées : comment les expliquer?

Quelles sont les ressources économiques dont disposent les personnes interviewées, à leur retour en Équateur ? C'est une question importante à aborder parce que, comme nous le verrons, il existe de grandes différences entre les personnes retournées, par rapport au capital économique dont elles disposent pour réaliser leurs projets. Il est clair que toutes reçoivent une aide économique du canton de Vaud, mais les montants varient de manière significative. À la fois, des différences importantes existent au niveau de l'épargne que les migrant-e-s interviewé-e-s rapportent de Suisse. Après avoir présenté les différences quant aux ressources économiques, nous essaierons dans les prochains paragraphes de comprendre comment on peut les expliquer. S'il est vrai que c'est là un objectif ambitieux qui demanderait une étude spécifique, nous donnerons cependant quelques premières pistes que nous avons pu identifier.

L'analyse commencera par la présentation du tableau 21 qui résume trois informations importantes pour analyser les ressources économiques des 25 familles retournées en Équateur avec l'appui du canton de Vaud.

Tableau 21. Les ressources économiques disponibles pour les projets et les investissements et dépenses réalisés en Équateur par les personnes retournées

Personne Sexe Lieu	Coût projet insertion USD	Ressources économiques disponibles pour le projet						Autres investissements et dépenses en Équateur (USD)			
		Aide Vaud CHF	Argent/ biens disponibles			Prêt d'argent		Mais on	Mini bus	Sant é	Coûts divers de réinser- tion
			Éparg ne (CHF)	Assur. AVS (CHF)	Cadeau/ Investis- sement famille	Fami - lial	Cautio n				
Retour 2008											
S2, † Quito	16'000	3'000	X								X
S3, † Quito	6'097	4'000	X		X						X
S5, † † Sangolquí	16'000	4'600		X				X			X
S6, † † Sangolquí	4'050 par année scolaire	3'200	X	X				X		X	X
V4, † † St. Domingo	9'000	5'000	Faute paie- ment salaire								X
S7, † † Tabacundo	5'000	1'800	X							X	X
V2, † † Quito	8'000	3'000	X								X
V7, † Esmeraldas	18'000	3'000	X					X			X
S11, † † St. Domingo	5'000	500						X			X
S12, † St. Domingo	7'400	2'400			X					X	X
Retour 2009											
Y2, † Tena	10'000	6'000	X		X			X ferme			X
Y1, † † Shushufindi	11'000	4'000				X				X (mère)	X
Y4, † Cantón Mejía	12'500	3'500	X		X				X		X
Retour 2010											
S4, † Quito	18'000	3'500			X		X				X

S8, ♀ St. Domingo	Ce n'est pas clair	3'000				X					X
S9, ♀ St. Domingo	2 ans de cours d'anglais	2'200			X (habitat)						X
S10, ♀ St. Domingo	14'000	3'000	X		X (habitat)						
S1, ♀ Quito	7'000	3'000	X			X					X
V5, ♀ Esmeraldas	10'000	3'000	X (argent, appar.)								X
V3, ♀ Quito	5'000	4'600				X					X
V1, ♀ Quito	Centre cours de français	3'500			X (habitat, argent)						X
V8, ♀ Esmeraldas	Traitement continue	3'000									X
V6, ♀ Esmeraldas	6 ans université	3'000			X (habitat)	X					X
V9, ♀ ♀ Guaranda	13'000	3'000			X (terrain)	X					X
Y3, ♀ Puerto Cañitas	18'000	4'000			X (habitat, terrain)						X
Total : 25 projets		Aide Vaud 25	Épargne 11	AVS 2	Donation famille 10	Prêt fam. 6	Prêt prêteur 1	Maison 3	Mini bus 2	Santé 4	Autres 25
		Ressources économiques disponibles pour le projet d'insertion						Autres investissements et dépenses en Équateur			

Que nous indique ce tableau ? En lien avec les ressources économiques disponibles pour le projet d'insertion socioéconomique, il nous montre d'une part que les migrant-e-s retournées disposent, lorsqu'elles arrivent en Équateur, de trois types de sources de capital (épargne, dons et prêts) et, d'autre part, qu'il existe de grandes différences entre elles concernant le montant des ressources dont elles disposent. Comme on peut l'observer sur le tableau 22, qui résume les résultats présentés ci-dessus, la première source de capital économique est *l'épargne* réalisée en Suisse provenant de leur travail ou l'argent reçu de leurs contributions mensuelles à l'assurance suisse de vieillesse AVS (« Assurance vieillesse et survivants ») un montant qui est obligatoirement et automatiquement décompté aux employé-e-s en Suisse. Il est intéressant d'observer que seules 11 personnes des 25 interviewées (un peu moins de la moitié) possèdent un capital-épargne à leur retour en Équateur. Le nombre de celles qui disposent du capital de l'assurance-vieillesse AVS est minime puisqu'il se réduit à deux.

La seconde source de capital est externe et se rapporte à des *dons* provenant de l'État suisse (Canton de Vaud) ou de la famille des migrant-e-s retourné-e-s. Le canton de Vaud apporte un capital pour tous les projets. Les montants sont

cependant très différents puisqu'ils varient entre 500 et 6000 CHF¹⁰. La deuxième source de dons est représentée par les familles, résidant en Équateur ou à l'étranger (Canada, Espagne, Suisse), qui aident les projets de leurs parents soit par de l'argent soit par des biens sous forme de terrain, moyen de transport ou autres. Ici aussi il est important d'observer qu'un peu moins de la moitié (11 de 25) des personnes retournées disposent de ce type d'aide.

La troisième source de capital est représentée par les *prêts* d'argent. Ici, le rôle fondamental de la famille comme « fournisseur » de capital économique pour les personnes retournées, apparaît de nouveau : le quart d'entre elles environ ont reçu un prêt de leur famille. Le prêt d'argent en-dehors de la famille a été obtenu dans un seul cas en recourant à un prêteur - une personne qui prête de l'argent à des taux d'intérêts élevés mais sans exiger de garanties de financement (biens, emploi, etc.). De cette manière, on constate clairement que les sources formelles de financement (banques, coopératives d'épargne en Équateur) ne jouent aucun rôle pour les projets des personnes interviewées. Ainsi, dans la pratique, la seule source d'aide institutionnelle dont disposent les migrant-e-s retourné-e-s provient du gouvernement cantonal vaudois, en Suisse. Enfin, nous pouvons conclure qu'il existe aussi de grandes différences de ressources économiques entre les personnes interviewées : plus de la moitié (13) ne disposaient ni d'épargne personnelle ni de dons de parents pour leurs projets de réinsertion et un peu plus du quart (7) d'entre elles avait obtenu un prêt de leur famille.

Tableau 22. Résumé: Les sources de capital économique pour les projets de réinsertion des personnes retournées

1. Capital propre par épargnes réalisées en Suisse :

- Épargnes par travail en Suisse : 11 sur 25 cas
- Épargnes par assurance AVS : 2 sur 25 cas

2. Capital par dons :

- Don canton de Vaud : 25 sur 25 cas
- Don de la famille (résidant en Équateur ou à l'étranger) : 10 sur 25 cas

3. Capital par prêt :

- Prêt de la famille : 6 sur 25 cas
- Prêt d'un prêteur : 1 sur 25 cas

À quoi sont dues ces différences ? Pourquoi certaines des personnes interviewées possèdent plus de ressources économiques que d'autres ? Quelles sont les dynamiques qui se trouvent derrière cette situation ? Comme nous l'expliquons plus haut, c'est là un sujet complexe qui mériterait une recherche spécifique pour en élucider les raisons profondes. Nous mentionnerons ici quelques éléments que nous avons réussi à identifier:

(a) Les différences de genre et le type d'emploi qu'ils/elles ont eu en Suisse

Disposer de l'argent provenant de l'AVS est une ressource importante pour les personnes retournées. Cependant, comme on l'a vu plus haut, toutes n'ont pas accès à ce type d'assurance, les femmes en particulier. Pourquoi cette différence entre hommes et femmes ? Alors que les hommes interviewés travaillaient en Suisse

¹⁰ Ces montants n'incluent pas l'argent que reçoivent les bénéficiaires pour le billet d'avion et les coûts du voyage de retour.

dans des entreprises (restaurants, jardinerie, construction, soudure, etc.) où certains ont eu accès aux mesures de sécurité sociale comme l'AVS, les femmes travaillaient dans des familles où elles n'avaient ni contrats de travail, ni possibilités d'accès à l'AVS.

(b) Les différences de classe et les obligations de famille

Il existe des différences importantes entre les personnes interviewées, en particulier en ce qui concerne les besoins économiques de leurs parents en Équateur. Alors que les familles de certaines peuvent être rangées dans la classe moyenne, d'autres au contraire sont des personnes aux ressources très modestes. Cela a des implications significatives pour la possibilité d'épargne des migrant-e-s. Alors que certain-e-s doivent utiliser l'épargne réalisée en Suisse pour aider en Équateur, d'autres au contraire peuvent réserver ce montant pour leurs propres besoins. Le premier cas est celui de monsieur Y1 qui exprime qu'il n'a pas réussi à rapporter d'épargne en Équateur parce que sa famille est pauvre et, comme il est le frère aîné, il a l'obligation d'aider la famille :

...parce que ma maman a été sur le point de mourir, elle a été opérée, nous avons dû lui envoyer l'argent du jour au lendemain et voilà, mon frère aussi, j'aide aussi mon frère qui me suit, il a maintenant trois enfants, il est plus jeune que moi, il est sans travail, et je l'aide aussi économiquement, quand c'est possible, et lui travaille, comme moi, parce que maintenant la vente est basse, va mal, alors il faut chercher de quoi vivre... (Y1, homme, Shushufindi, 2006-2009)

Une autre différence de classe entre les retourné-e-s se crée par le fait d'avoir, ou de ne pas avoir, de parents qui les aident de l'étranger dans leur processus d'insertion. Il est clair que celles/ceux qui disposent de l'aide des envois d'argent de l'étranger ont une situation plus favorable pour réaliser leurs projets de réinsertion que ceux qui ne peuvent pas compter avec ce capital.

(c) Les différences de temps de résidence en Suisse.

Les résultats montrent que le montant de l'épargne des personnes retournées est directement lié au temps qu'elles ont passé en Suisse. Celles qui, comme S11 et S12 n'ont vécu en Suisse qu'un ou deux ans, n'ont pu réaliser aucune épargne et, par conséquent, quelques-unes expriment qu'elles se sont senties « vaincues » en Équateur. C'est ainsi que le temps de séjour en Suisse crée aussi des différences entre les personnes en ce qui concerne les économies qu'elles arrivent à réaliser. Plus le séjour est long, plus les possibilités d'épargner sont élevées.

(d) Les différences au niveau de l'état de santé.

Les migrant-e-s présentent différentes situations de santé physique lorsqu'ils/elles retournent en Équateur. Comme nous l'avons vu plus haut, 3 des personnes interviewées (S6, S7, S12) ont des problèmes de santé liés à leur travail en Suisse. En arrivant en Équateur, elles ont dû investir leur argent dans des traitements médicaux. Il est clair qu'elles disposent alors de moins de ressources pour leurs projets que celles qui rentrent en bonne santé.

(e) Les différences d'investissement dans l'habitat et les stratégies d'épargne.

Pourquoi certaines des personnes interviewées ne disposent-elles pas d'une épargne suffisante à leur retour en Équateur ? Une autre des raisons explicatives est que certaines (S6, V7, Y2, Y4) ont investi, au long de leur séjour en Suisse, dans des projets d'habitat ou de petite ferme. Elles ont envoyé régulièrement de l'argent qui a été investi à ces fins en Équateur. Par conséquent, les montants qu'elles ont

épargnés sont inférieurs à ceux des personnes qui n'ont pas réalisé ce type d'investissement. Dans la pratique, bien que disposant d'un capital moins important pour les projets de réinsertion, ces personnes disposent d'une ressource matérielle pour se loger ou pour installer un commerce. Ce que nous avons aussi observé ici c'est que, dans certains cas, l'investissement dans l'habitat peut être excessif (demeures trop grandes par rapport aux besoins) et c'est pourquoi les migrant-e-s devraient pouvoir bénéficier à l'étranger d'une assistance-conseil par rapport à la manière la plus convenable d'investir leurs économies. Nous avons observé aussi qu'il existe des différences parmi les migrant-e-s en ce qui concerne leurs stratégies d'épargne : certain-e-s développent des mécanismes qui les obligent à épargner alors que d'autres n'adoptent aucune stratégie spécifique. Cependant, il est important de mentionner que les personnes sans-papiers en Suisse ne peuvent pas ouvrir de compte d'épargne dans une banque suisse où elles pourraient réaliser alors systématiquement le dépôt de leurs économies.

(f) *Le degré de respect des droits des travailleurs de la part des employeurs en Suisse*
Une autre des raisons qui explique les différences de ressources entre les personnes interviewées, est que certaines n'ont pas touché leur salaire pour des travaux réalisés en Suisse. Comme on le sait, il y a des employeurs qui profitent de la situation des sans-papiers pour ne pas payer les salaires qui leur sont dus. Parmi quelques personnes qui mentionnent ce problème, monsieur V4 manifeste que son employeur lui doit encore 9'000 CHF de salaire. Il n'a pas réussi à récupérer cet argent en raison de ses connaissances limitées du français et de sa situation de sans-papiers.

5.4.5 Résumé et réflexions

Dans la section précédente, les trois questions suivantes ont été abordées : Pourquoi certains projets de réinsertion parviennent-ils à une meilleure stabilité économique que d'autres ? Quelles ressources-clés sont nécessaires pour que les chances de réussite des projets soient augmentées ? Quelles différences existent entre les personnes retournées, par rapport au capital économique dont elles disposent pour mener à bien leurs projets ? Comment ces différences peuvent-elles s'expliquer ? Dans les paragraphes suivants, nous présentons 5 conclusions principales.

Premièrement, les résultats ont montré qu'il n'existe pas de relation directe entre le niveau d'études formelles des personnes interviewées et le succès relatif de leurs projets. C'est-à-dire que ce qui compte vraiment c'est bien plutôt le *degré d'expérience* qu'elles ont dans le domaine du projet qu'elles s'appêtent à mettre sur pied ainsi que le *type de connaissances* dont elles disposent pour *la conduite d'une petite entreprise*.

Deuxièmement, cette section a révélé les facteurs-clés dont il faut tenir compte au moment de réaliser l'évaluation des projets de retour. L'étude comparative de 6 cas-types a montré que les personnes retournées qui sont arrivées à une meilleure stabilité de leurs petites entreprises, disposent de 5 types de capitaux : capital économique (argent, local/terrain, moyen de transport et machines), capital social (réseau familial, réseaux d'amis, clientèle), capital culturel (connaissances pertinentes de la conduite des micro entreprises, connaissances de l'endroit où elles habitent), capital géographique (emplacement central de leurs commerces) et capital de santé permettant de travailler. Sans ces cinq types de capitaux, il leur est beaucoup plus difficile d'obtenir la stabilité économique des projets. En plus de cela, nous avons constaté comment le « degré de préparation au retour » influence également, de manière significative, le développement des projets d'insertion. D'une part, ce

« degré de préparation » se rapporte au projet-même, c'est-à-dire au fait de s'être informé et suffisamment préparé pour le mener à bien et, de l'autre, à la préparation - entendue dans le sens de la volonté de retourner - des migrant-e-s. Comme nous l'avons déjà démontré au long de ce rapport, la réussite des projets est étroitement liée à ces deux types de facteurs. Plusieurs auteurs ont montré que (par ex. Cassarino 2004) si les migrant-e-s ne sont pas suffisamment préparé-e-s pour le retour ou n'ont pas pu mobiliser les ressources nécessaires pour consolider leurs commerces, ils/elles dépendent des ressources disponibles dans leur pays d'origine. Comme nous l'avons vu ici, dans le cas de l'Équateur les ressources institutionnelles (d'aide au retour) ne sont pas suffisamment développées pour couvrir tous les types de migrant-e-s de retour ; par conséquent, pour une partie d'entre eux/elles la situation de « retourné-e-s » n'est pas viable à long terme. Les auteurs mentionnés ci-dessus ont également mis le doigt sur les problèmes liés à une préparation insuffisante ; ils se manifestent parfois de manière plus aiguë dans le cas des migrant-e-s sans-papiers dont le retour se fait de manière (semi)forcée et sans planification à long terme. Selon ces auteurs, beaucoup des personnes retournées tentent de migrer à nouveau parce que la situation à laquelle elles doivent faire face dans leurs pays est plus dure encore que les problèmes qu'elles rencontrent à l'extérieur.

Troisièmement, les résultats de cette recherche ont révélé les grandes différences qui existent entre les personnes interviewées par rapport au montant du capital économique dont elles disposent pour leurs projets d'insertion, à leur retour en Équateur. Les raisons en sont, d'une part, que les sommes attribuées par l'aide du canton de Vaud, loin d'être égales, varient selon la grandeur de la famille et le nombre d'années que les migrant-e-s ont passées en Suisse. Cela met les personnes seules et celles qui ont vécu peu de temps, en Suisse, en situation de désavantage. D'autre part, cette étude a révélé les six raisons principales qui expliquent pourquoi certain-e-s migrant-e-s parviennent à épargner plus que d'autres pour leurs projets de réinsertion : (a) les différences de genre et le type d'emploi qu'ils/elles ont eu en Suisse, (b) les différences de classe et les obligations de famille, (c) les différences de durée de résidence en Suisse, (d) les différences concernant l'état de santé, (e) les différences d'investissements dans un projet d'habitat et les stratégies d'épargne, (f) le degré de respect des droits des travailleurs par les employeurs en Suisse.

Quatrièmement, l'évaluation présentée a révélé qu'en l'absence d'appui institutionnel lors du retour au pays c'est la parenté résidant en Équateur et à l'étranger, qui constitue la ressource la plus importante à laquelle peuvent recourir les personnes retournées. En effet, la famille nationale et transnationale les aide afin d'assurer les capitaux indispensables à leurs projets : aide économique (argent, crédit, local, terrain, moyen de transport, marchandise, machines), sociale (contacts, clientèle) et culturelle (conseils pour les projets). Cela signifie que par le rôle qu'elles jouent, les familles se substituent à plusieurs institutions de crédit financier et/ou d'assistance-conseil qui sont celles qui devraient, en réalité, l'assumer.

Cinquièmement, les résultats obtenus montrent l'importance que revêt la perspective transnationale pour arriver à une meilleure compréhension de la situation des personnes retournées par rapport à leurs projets d'insertion. Comme nous l'avons vu au long de cette section, pour être en mesure d'expliquer pourquoi les migrant-e-s retourné-e-s disposent ou non de divers capitaux - de type économique, social, culturel, géographique, de santé et/ou de « degré de préparation » -, il est indispensable d'examiner leurs vécus en Suisse (ex. type de travail, impact sur la santé, capacité d'épargne) et leurs vécus en Équateur (ex. premières expériences,

recherche d'appui institutionnel). Il faut de même chercher à comprendre le type de structures sociales transnationales (famille, amis) qui les encadrent afin de saisir les différences de ressources économiques existant entre les migrant-e-s qui ont de la parenté à l'étranger et ceux/celles qui n'en ont pas. Le fait d'avoir ou ne pas avoir de la parenté à l'étranger permet aussi de comprendre les différences existant entre les migrant-e-s quant au désir de migrer à nouveau et aux possibilités de le faire.

5.5 L'impact des projets de réinsertion sur la qualité de vie

Comme on le verra ci-après, la qualité de vie des personnes retournées ne peut pas être estimée uniquement en termes de bien-être matériel et économique, mais aussi en fonction du bien-être émotionnel. Ainsi, les personnes interviewées soulignent plusieurs facteurs qui ont contribué à améliorer leur qualité de vie. Ils peuvent être regroupés en deux types : ceux qui ont un impact sur leur équilibre émotionnel et ceux qui ont un impact sur leur situation sociale et économique en Équateur. Ils seront détaillés ci-après.

5.5.1 L'impact émotionnel

L'effet positif qu'exercent les projets de retour sur leur qualité de vie émotionnelle est un aspect mentionné par plusieurs des personnes interviewées quand on leur demande d'en évaluer l'impact. Elles mentionnent trois types de facteurs qui ont une incidence positive sur leur équilibre émotionnel : le regroupement familial, la « tranquillité », et un rêve à réaliser.

5.5.1.1 Le regroupement familial

Pratiquement toutes les personnes interviewées ont exprimé la grande joie et la satisfaction personnelle ressenties à leur retour en Équateur puisqu'elles ont pu retrouver leurs conjoints, parents, enfants, frères et soeurs et autres membres de la famille. Elles ne les avaient plus revus depuis de nombreuses années en raison de la situation d'immobilité obligée, liée à la condition des sans-papiers en Suisse. Parmi d'autres personnes retournées, madame S2 exprime que « l'espoir de retourner en Équateur était avant tout celui d'être à nouveau avec la famille » ; pour madame S4, son « rêve de retourner en Équateur était pour revoir son père et jouir au maximum de la compagnie de sa famille et de ses enfants » et, pour monsieur S11 cela a été « une grande joie d'être à nouveau avec ma femme et mes enfants ». Les époux S7 affirment que leur « plus grande aspiration était d'être avec les enfants » ; monsieur S6 exprime qu'il s'est senti « très content de retourner en Équateur, d'être avec la famille » et monsieur V7 manifeste que le fait d'être retourné avec l'aide du canton de Vaud a signifié « avoir pu rejoindre ma femme et mes enfants, exercer mon autorité de père et pouvoir orienter mes enfants adolescents ». Les citations suivantes expriment de manière plus détaillée les sentiments des personnes interviewées, en relation avec l'impact du projet :

...Comme je vous l'ai dit, la famille proche que j'ai, c'est mon frère. Ce qui m'a le plus plu de tout ça, c'est que je suis auprès de mon frère, de sa famille et de mes neveux ; c'est ça avant tout, l'impact [du projet]. De là à ce qu'il y ait eu autre chose de plus positif... ce n'est pas tellement comme ça. Plutôt, c'est la partie émotionnelle qui est la plus positive. (S1, homme, Quito, 2001-2010).

...Je me sentais bien, et encore plus quand j'ai vu mon père et mes frères. Ça aussi me donnait beaucoup de joie et d'émotion. Alors j'ai dit : toutes les années que j'ai passées là-bas... maintenant je veux profiter de la vie avec mon père qui est déjà âgé.

Je veux profiter au maximum de chaque année avec ma famille, avec mes frères, et leur raconter un peu comment est la vie là-bas.... (S4, femme, Quito, 1994-2010).

“Bon, ma maman et mes soeurs étaient contentes que je sois ici. Et elles m’ont aidé avec le projet [de retour qui consiste en un petite ferme agricole]. Elles se sentent bien parce que je suis en Équateur. Je vais à la ferme, je vais à la maison, je suis avec la maman le soir, nous sortons parfois pendant la journée. On va avec elle à la ferme pour qu’elle voie un moment, parce que le climat est...il pleut un moment et après il y a du soleil, et même le fleuve...des fois on ne peut pas passer. [rit] (S10, homme, Santo Domingo, 1998-2010).

5.5.1.2 La « tranquillité »

La « tranquillité » est un terme utilisé par plusieurs des personnes interviewées lorsqu’elles s’expriment par rapport à l’impact du projet de retour. Comme on le verra dans les citations ci-dessous, le terme couvre une variété d’aspects qui se réfèrent à l’absence du stress qu’elles vivaient en Suisse, causé par la situation de travail ou la peur de la police. Les citations montrent cependant que, bien qu’elles se disent très heureuses d’avoir amélioré leur qualité de vie dans le sens de la « tranquillité », elles regrettent en même temps l’environnement dans lequel elles vivaient en Suisse :

J’ai ressenti [joie]...Quand je suis arrivée, tous me disaient que j’allais avoir l’ennui de là-bas. Mais quand je suis arrivée je me sentais tranquille, je me sentais libre, c’est-à-dire je n’avais pas ça que je dois me lever, je dois courir, je dois ceci et ça. Je me sentais si tranquille que je me levais, regardais par la fenêtre, sentais une paix, une tranquillité. Mais en même temps c’était comme s’il me manquait quelque chose, comme si j’avais l’ennui. Je fermais les yeux et je voyais [la place de] Saint François, les rues où je marchais, quelque chose d’étrange, parce que c’était beaucoup d’années.... (S4 femme, Quito, 1994-2010).

Jusqu’à ce jour, je me sens bien dans mon pays. Je ne dois pas me cacher à cause de la police. C’est clair, ici la police ne t’embête pas si tout va bien mais si tu fais quelque chose de mal, la police est là, bien sûr. Mais quand tu te comportes comme il faut, que tu fais le bien, il ne va jamais rien t’arriver. (S9 homme, Santo Domingo, 2008-2010).

Comme je le dis, heureux et un peu triste, mais c’est la joie que je ressens le plus parce que, revenir et être dans mon pays, ici avec ma famille, avoir la liberté qu’on a ici, alors pour moi, je me sens heureux. (V2, homme, Quito, 2003-2008).

5.5.1.3 Un rêve à réaliser

Dans les récits des personnes retournées interviewées, on constate que les projets de retour appuyés par le canton de Vaud remplissent l’importante fonction de les aider à donner forme à un rêve à réaliser parce qu’ils sont : « une manière d’avoir une initiative, un projet à réaliser en Équateur, quelque chose à commencer, un commerce à lancer » (Y1, homme), « un complément pour réaliser une illusion de toute la vie qui est celle d’ouvrir une boulangerie » (Y4, homme), « représente l’unique rêve où je crois que je vais pouvoir me distinguer » (S12, homme), « avoir de l’aide et un projet à réaliser, c’est avoir un rêve, un espoir, un but, quelque chose à atteindre » (S7, couple), « une motivation, un point d’appui, un grain de sable pour commencer » (S2, femme) et finalement « réaliser le rêve que j’avais, qui était d’avoir mon propre commerce, d’être économiquement indépendante» (Y3, femme) et « cela m’a permis

de me rendre indépendant, ce qui était le rêve de toute la vie » (S11, homme). La citation suivante montre que, en plus d'un rêve à réaliser, le projet de retour remplit la fonction de faciliter le processus d'adaptation au pays, du point de vue psychologique :

Question : *Qu'a signifié la réalisation de ce projet, pour vous et pour votre famille ?*

Réponse: *“La réalisation du projet a signifié beaucoup de satisfaction de l'avoir réalisé. C'est un rêve acquis..... Ce qu'on a réussi à faire, c'est à oublier un peu le pays et à nous occuper du restaurant et c'est vrai que ça nous a servi, même si c'est contradictoire, pour l'adaptation qu'on recherchait. (S5, couple, Sangolqui, 1992-2008)*

5.5.2 L'effet sur la situation sociale et économique

Face à la question de ce que la réalisation du projet a signifié pour elles et pour leurs familles, les personnes interviewées mentionnent une série d'effets positifs : il leur a facilité le retour, leur a donné un moyen d'insertion sociale et économique, les a aidées à améliorer leur habitat ainsi qu'à élever leur niveau d'études. En même temps, comme on le verra plus loin, d'autres manifestent qu'il est encore trop tôt pour évaluer les effets du projet, les résultats économiques n'étant pas encore visibles. Pour d'autres migrant-e-s retourné-e-s encore, dont les commerces sont plus anciens et se sont soldés par des échecs, les résultats économiques attendus ne se sont pas réalisés.

5.5.2.1 Faciliter le départ et en diminuer les coûts

Plusieurs des personnes interviewées affirment que l'aide du canton de Vaud a facilité de manière significative leur retour en Équateur. Elles ne disposaient de l'argent nécessaire ni pour les billets d'avion ni pour un projet de réinsertion. Si elles n'avaient pas bénéficié de cette aide, elles seraient retournées beaucoup plus tard ou alors ne l'auraient probablement pas fait :

“le fait de recourir à ce programme a signifié économiser [diminuer les frais], l'aide qu'ils m'ont donnée, parce que si on veut retourner pour son compte, on doit payer tous les billets d'avion et comme je vous le dis, avoir recouru à ce programme m'a aidée à économiser. (V2, homme, Quito, 2003-2008).

“Si je n'avais pas eu l'aide....ah...là oui ça aurait été plus difficile. Je devais acheter le billet d'avion. Mais j'avais seulement épargné deux mille dollars et j'en avais besoin à mon arrivée en Equateur. Grâce à l'aide, j'ai réussi à garder cet argent pour mon retour et ça a été mon salut. Ça, c'était pour mon arrivée, intouchable. Ou sinon, je n'aurais pas pu... Je n'ai pas encore reçu l'argent de l'OIM.... (S8, femme, Santo Domingo, 1997-2010).

“Je ne serais peut-être pas en Équateur si je n'avais pas reçu l'aide. Je suis venue parce qu'on avait cette aide, autrement je serais encore là-bas, quoi, essayant d'épargner un peu plus pour pouvoir revenir sans aucune aide. (S3, femme, Quito, 1991-2008).

5.5.2.2 Un moyen pour l'insertion sociale et économique

Comme expliqué plus haut, en termes économiques l'aide du canton de Vaud a permis aux personnes interviewées de couvrir entre 20% et 40% des frais de leurs projets de retour. Ces projets ont pour les bénéficiaires un sens important en tant que moyen d'insertion sociale et économique puisqu'ils/elles manifestent qu'ils/elles

ont ainsi pu : « être en possession d'un moyen économique pour aller de l'avant et arriver à connaître plus de monde » (S3, femme), « avoir un peu de tranquillité et une source de travail » (S5, couple), une « manière d'être active et d'avoir l'esprit occupé même si on n'obtient pas encore de bénéfices » (S8, femme), « faire ce que j'aime faire, et c'est le travail de la ferme » (S10, homme).

À l'exemple d'autres personnes, monsieur V7, exprime que *“le projet [d'apiculture] a beaucoup représenté au niveau personnel et familial puisque j'ai pu développer les connaissances acquises précédemment étant donné que j'ai été élevé toute ma vie dans l'agriculture. Et il complète son récit de la manière suivante :*

“...cela a été mon salut dans le sens où si ça n'avait pas été grâce à ce petit projet, j'aurais dû vendre la maison très bon marché, en fait je suis en train de la vendre bon marché...grâce à ce projet j'ai pu couvrir beaucoup de besoins même si je n'ai pas tout l'équipement nécessaire, il me manque beaucoup de matériaux et plus de ressources pour continuer d'agrandir, parce que tout ce que je récolte je dois le dépenser en frais personnels, pour la famille.... (V7, homme, Esmeraldas, 2003-2008).

Pour monsieur V2, l'aide du canton de Vaud l'a aidé à développer son commerce de réparation d'appareils électroménagers :

“cette aide a beaucoup signifié, comment le dire, je n'en suis plus à acheter une chose après l'autre, une pièce de rechange après l'autre, mais grâce à cette aide j'ai maintenant un petit stock de pièces de rechange. J'ai aussi réussi à augmenter ma clientèle.... (V2, homme, Quito, 2003-2008).

Monsieur S10 se dit satisfait parce qu'il fait “ce qu'il aime faire » et, de plus, il se sent à l'aise là où il vit, bien que le contexte soit très différent de ce qu'il connaissait lorsqu'il a quitté l'Équateur.

“Ça a été très émouvant [retourner en Équateur] parce qu'il y avait pas mal de temps que je n'étais pas revenu. Et j'ai admiré, parce que je me suis perdu ici, Santo Domingo, avant, c'était seulement deux rues. Mais j'aime bien. Maintenant je me rends compte que j'aime bien. Là, j'ai commencé à bien analyser et je me suis dit je vais à la ferme. J'ai bien cherché à comprendre comment ça fonctionnait et comme mon papa m'avait appris...Maintenant je suis content parce que, en premier, ce sont deux hectares de terrain où je n'ai pas besoin de travailleurs, parce que je fais tout. (S10, homme, Santo Domingo, 1998-2010).

Madame S3 relève l'importance du projet car il lui permet de subvenir aux besoins de sa fille ainsi que d'élargir son réseau social :

“Ce projet a représenté pour moi un moyen économique pour que ma famille puisse aller de l'avant. Maintenant que j'ai la petite fille, j'ai plus de frais et tout ça. J'ai aussi réussi à faire la connaissance de plus de monde. Mais, surtout, j'ai pu démarrer. Économiquement, il y a un avantage aussi pour quelque frais qui se présente. S'il faut acheter quelque chose, on l'achète avec ce qu'on vend. (S3, femme, Quito, 1991-2008).

Madame S4 exprime l'importance d'avoir pu mener à bien son projet de retour (un restaurant de menus rapides) pour se sentir réalisée en tant que femme :

Bon, il est vrai que comme femme je me sens réalisée, comme mère je me sens satisfaite, parce qu'au prix de l'effort, de mon sacrifice, j'ai « tiré mes enfants en avant ». Comme mère je me sens la meilleure mère du monde parce que j'ai su guider mes enfants. Et avec ce commerce je me sens réalisée comme femme. C'est ça que je ressens. (S4, femme, Quito 1994-2010).

Dans les récits ci-dessus, on peut observer quelques différences intéressantes par rapport au genre: tandis que les hommes se concentrent sur des aspects spécifiques du commerce lui-même, comme avoir pu acquérir des outils ou des terres pour cultiver, les femmes mentionnent l'importance d'avoir pu «tirer leurs enfants en avant», élargir leur réseau social et se réaliser en tant que femmes.

5.5.2.3 L'amélioration de l'habitat et la progression du niveau d'instruction

Avoir réussi à améliorer leur habitat grâce à l'appui du canton de Vaud est aussi un facteur qui influe de manière positive sur le bien-être personnel et familial de certaines des personnes interviewées. Par exemple, madame S2 manifeste que le retour a amélioré sa qualité de vie, étant donné que « je me sens très bien » et « chaque fois que ma soeur vient, elle me dit que la maison est très jolie ». Comme on le verra dans la citation suivante, pour madame V3 le fait d'avoir une maison confortable remplit une fonction très importante pour son bien-être personnel parce que cela lui assure un espace de bonheur au milieu d'un environnement négatif.

Bon, dans la vie quotidienne j'ai réussi à arriver à un certain degré de confort, parce qu'on passe toute sa vie dans la maison, c'est son foyer, là où vous vous sentirez bien... et si on vit mal on se sent encore pire de ce que l'on est déjà, étant donné que les facteurs de l'entourage sont très négatifs, le type de société qui commence à vous encercler et toutes les difficultés qu'on rencontre sur son passage, et vivre mal dans une chambre où il n'y a ni meubles ni rien... alors au moins on se sent heureux dans sa maison puisque là on a le confort dans lequel on veut vivre, c'est la seule chose qui me rend heureuse. (V3, femme, Quito, 1997-2010)

Les personnes interviewées expliquent aussi comment les projets de réinsertion leur ont permis de progresser au niveau de leur propre instruction et de celle de leurs enfants, comme les citations suivantes l'illustrent :

Question : *Qu'a signifié la réalisation de ce projet, pour vous et pour votre famille ?*

Réponse : *“Pour moi c'est tout, parce qu'elles [ses filles] ont pu étudier, quelque chose qu'on n'a pas eu soi-même. Alors je me sens orgueilleux parce qu'elles ne me causent pas de soucis, ce sont de bonnes étudiantes et de bonnes filles. (S6, homme, Sangolquí, 1999-2008).*

Ma famille est contente que leur fils se sente réalisé, qu'il puisse acquérir des compétences professionnelles. Je crois que ça, c'est un orgueil pour toute mère. Cependant, comme je vous le dis, j'en suis à peine au niveau deux [d'un cours d'anglais]. Peut-être que lorsque j'en serai au niveau sept, je vais pouvoir chercher un travail comme traducteur, ou comme professeur, ou dans une agence de voyages. (S9, homme, Santo Domingo 2008-2010).

[Recourir au programme d'aide au retour] *...a représenté quelque chose de très important pour moi puisque, après n'avoir rien eu pendant tant d'années dans un autre pays, je peux maintenant continuer mes études grâce à cette aide et monter*

mon bureau d'enseignement de français puisque pour ça ce n'est qu'un petit investissement et qu'en plus j'ai d'autres ressources matérielles comme mon ordinateur, mon bureau et un peu de matériel éducatif. (V1, femme, Quito, 1997-2000)

5.5.2.4 Les résultats qui ne sont pas encore visibles

Plusieurs des personnes interviewées manifestent qu'il est pour elles encore trop tôt pour réaliser une évaluation de l'impact économique du projet de réinsertion, les résultats de leurs investissements n'étant pas encore visibles. Les citations ci-après illustrent ce point de vue :

“C'est peut-être plus tard, parce que vous savez que dans un commerce, les résultats du travail n'apparaissent pas rapidement. Cela fait quatre mois. Alors, on ne voit pas encore les résultats. Il portera ses fruits après deux ans, qu'est-ce que j'en sais... Pendant ce temps il me donne à manger, me permet de payer mon frère, la nourriture de mon chien, et c'est ça qui m'intéresse le plus. (S1, homme, Quito, 2000-2010).

“Ma famille est très contente que j'aie le bazar. Ce projet a été comme une soupape d'échappement, une activité, comme ça j'ai l'esprit occupé. Mais je n'ai encore rien obtenu, quoi [rires]. Je n'en ai retiré aucun bénéfice. (S8, femme, Santo Domingo, 1997-2010).

Le récit suivant, de madame S4, révèle clairement la complexité de facteurs dont il faut tenir compte lorsque les projets d'insertion sont évalués. Ici par exemple, le projet est source d'une série de bénéfices sociaux et personnels - il donne vitalité et énergie à madame S4- et lui permet d'avoir des contacts avec les gens ; mais en même temps il comporte des risques pour sa santé et, du point de vue économique, il ne porte pas encore ses fruits.

“Pour moi, je suis contente [de son commerce de menus rapides] mais, bien sûr, c'est un peu stressant. Mais mes enfants ne sont pas contents parce que je venais [en Équateur] pour me reposer et maintenant je travaille plus. Ils ont peur que je tombe malade; d'un côté je les comprends parce que parfois je ne me sens pas bien. J'ai un petit problème de colonne. Alors des fois je me sens mal. Cependant je me sens bien parce que j'ai toujours aimé être active et que j'aime le contact avec les gens... Quand je suis restée à la maison, je me sentais comme un oiseau en cage. Moi, ceci me motive [le commerce]. Ça me plaît. C'est clair que c'est fatigant. J'arrive des fois à la maison à huit heures vingt du soir et je me lève à cinq heures du matin. Mais j'aime faire ça. C'est clair, je suis très consciente du fait que je ne pourrai pas récolter les fruits de mon travail du soir au matin, parce que je dois attendre un bout de temps. Tout est un processus. Je suis consciente de ça. Je ne suis pas non plus désespérée de ne pas avoir des quantités d'argent. (S4, femme, Quito 1994-2010).

5.5.2.5 Les échecs

L'évaluation de l'impact personnel, social et économique, des projets de retour, ne se solde pas dans tous les cas par un résultat positif. Il y a des personnes qui ont échoué dans leur tentative de monter leur commerce, comme c'est le cas de celles dont il est question ci-après. Comme on peut en déduire de la citation suivante, l'échec de monsieur S12 est lié au fait qu'il a passé très peu de temps en Suisse et n'avait donc pas pu épargner pour son retour ; de plus, il a eu des problèmes de santé liés à son travail en Suisse, ce qui a signifié des frais imprévus à son retour en Équateur.

“Comme je vous le dis, le petit restaurant, je l’ai organisé, installé, mais le problème, c’est que je n’ai pas pu continuer. L’affaire a fait faillite. Avec deux mille dollars [d’aide] qu’est-ce que j’allais pouvoir faire ? J’ai dépensé deux mille dollars pour ma maladie, parce que j’étais malade... Je n’ai rien pu faire avec ce projet. Ce que j’ai réussi c’est de revenir malade de là-bas, de la Suisse. Je suis arrivé malade et je suis encore en traitement ici. (S12, homme, Santo Domingo 2007-2008)

D’autres migrant-e-s retourné-e-s qui échouent mentionnent les problèmes de financement qu’ils/elles ont rencontrés et le mauvais emplacement de leur commerce :

“Ce qui se passe c’est que cette petite quantité d’argent [qu’ils ont reçue comme aide] ne nous a pas suffi pour ouvrir le commerce [magasin de chaussures]. On a bien acheté quelque chose pour débiter, mais comme c’était très peu ça s’est terminé, ça s’est vendu, et on a consommé au fur et à mesure... On ne vendait pas grand-chose, parce que le village n’est pas tellement grand. Maintenant il y a une série de magasins, alors on devait vendre au moins deux paires par jour pour qu’on ait assez pour la location, l’électricité et tout ça. Des fois, rien ne se vendait. C’est pour ça qu’on a dû fermer le magasin pour le moment, parce que ce n’était pas du tout viable.

Le monsieur interviewé manifeste aussi que lui et sa femme avaient le projet de finir leurs jours en Suisse et que, par conséquent, sa motivation à rentrer était uniquement la famille. Il exprime que « la majorité des migrant-e-s veulent une seule chose, c’est de retourner en Suisse » et que « là-bas c’est le paradis, en comparaison avec ici ». Au long de l’interview on a l’impression que son manque de motivation pour retourner en Équateur n’a pas facilité son adaptation au pays.

5.5.3 Résumé et réflexions

Les résultats présentés ci-dessus montrent que l’impact des projets d’insertion sur la qualité de vie des migrant-e-s retournées ne peut pas être estimé uniquement en termes de bien-être matériel et économique ; il doit aussi l’être en termes de bien-être émotionnel. Ainsi, les personnes interviewées soulignent que, du point de vue émotionnel et symbolique, leurs projets de retour ont représenté une réussite significative car ils leur ont permis d’élargir leur cercle de relations sociales, d’arriver à une certaine tranquillité d’esprit en ce qui concerne la vie quotidienne et d’augmenter leur confiance dans le futur. D’un point de vue économique, l’aide du canton de Vaud leur a permis de couvrir entre 20% et 40% des frais de leurs projets de retour. Plusieurs de ces personnes expriment que les projets ont été un moyen d’insertion sociale et économique important. Pour d’autres par contre, les bénéfices économiques ne sont pas encore visibles ; enfin dans certains cas les projets ont malheureusement échoué. Comme on l’a vu tout au long des récits des personnes interviewées, il existe des facteurs de type personnel qui ont une influence sur la réussite relative des projets. On peut citer la durée du séjour en Suisse, la situation de l’emploi dans ce pays et les économies qui ont pu être réalisées. Un autre facteur important est celui de la santé : retourner en Équateur en mauvaise santé entraîne des conséquences négatives pour la réalisation des projets de réinsertion. Le type de retour (« contrainte mais volontaire » ou « contrainte et sans grande volonté ») a également une incidence importante sur la réussite relative des projets d’insertion.

6. ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS POUR L'AIDE AU RETOUR

Les résultats de cette recherche ont montré l'importance de l'aide au retour sur le bien-être émotionnel et économique des migrant-e-s sans-papiers retourné-e-s en Équateur entre 2008 et 2010. En plus de faciliter leur départ de la Suisse, l'aide au retour représente pour eux/elles un moyen important de réinsertion sociale et économique. Avoir un projet de réinsertion leur permet de ne pas être envahi-e-s par d'éventuels sentiments d'appréhension et d'angoisse face au retour : par exemple d'être perçu-e-s par la société de leur pays d'origine comme des migrants « qui n'ont pas réussi », ou de ne pas trouver de travail, ou encore de vivre dans les mêmes conditions de pénurie que celles qu'ils/elles connaissaient avant de partir pour la Suisse. En même temps, la difficulté majeure à laquelle fait face un nombre important de migrant-e-s en situation de retour, est celle de ne pas être à même d'assurer à long terme l'équilibre économique de leurs projets. Cela signifie qu'ils/elles risquent de les abandonner après un certain temps et qu'ils/elles se retrouvent de nouveau dans une situation de précarité. Dans ce cas, et selon plusieurs migrant-e-s retourné-e-s interviewé-e-s, ils/elles seront tenté-e-s de retourner en Suisse pour améliorer leur situation. La principale conclusion à tirer est que seulement un retour socialement et économiquement viable est réellement dans l'intérêt des migrant-e-s, de leurs pays d'origine et de la Suisse. Il y a lieu de se poser la question, évidente, des conditions qu'il conviendrait de créer afin que le retour des migrant-e-s soit viable.

L'objectif de ce chapitre est, dans un premier temps, d'examiner l'évaluation de l'aide au retour dispensée par le Service de la Population du Canton de Vaud et de l'Organisation Internationale pour les Migrations, selon le point de vue des bénéficiaires. Cette présentation sera suivie d'une réflexion critique de notre part. Dans un deuxième temps, nous allons proposer des principes-clés pour le développement d'une nouvelle perspective en ce qui concerne l'aide au retour, dans le sens expliqué ci-dessus. Sur la base de ces principes, et des recommandations faites par les bénéficiaires, nous allons proposer une série de mesures concrètes en vue d'orienter les autorités suisses et équatoriennes dans le développement et l'application des mesures visant à aider les migrant-e-s à réaliser un retour socialement et économiquement viable.

6.1 L'aide au retour du Service de la Population à Lausanne : l'évaluation des bénéficiaires

Face à la question « Comment évaluez-vous le programme d'aide au retour du Service de la Population du canton de Vaud ? », toutes les personnes interviewées retournées en Équateur par ce programme en font une évaluation positive. En plus des effets positifs de l'aide cantonale pour la réinsertion socioéconomique, décrits dans le chapitre 5, elles soulignent l'*appui moral* et le *traitement aimable, affectueux et coopératif* qu'elles reçoivent des conseiller-e-s qui les accueillent dans les bureaux du « Conseil en vue du retour », comme l'illustrent les citations suivantes :

...[Le programme est] *super avantageux. Ils nous reçoivent bien. Nous avons toujours peur, quand nous sommes dans un autre pays, d'aller demander de l'aide. Eux, au contraire, nous enlèvent cette peur. Ils nous stimulent. Psychologiquement, ils nous remontent le moral. Nous avons toujours peur d'ouvrir la bouche parce que nous*

croyons que la police va arriver et qu'elle va nous mettre à la rue... (S8, femme, Santo Domingo, 1997-2010)

...C'est une aide pour tous les migrants, de différents pays. C'est une aide pour qu'ils puissent retourner avec leur famille....Le monsieur [du Service de la population] qui m'a aidé, qui travaille là, est une personne simple, très aimable. Lui, il m'a beaucoup aidé pour obtenir l'aide. Il était toujours attentif et m'appelait par téléphone. Comme il savait que j'avais perdu mon travail, il m'a aidé à avoir le billet d'avion en moins de deux semaines pour partir. (S10, homme, Santo Domingo, 1998-2010).

D'autres personnes interviewées soulignent l'importance de *continuer le programme*.

Je l'évalue comme remarquable, très bon. Ma suggestion serait qu'ils continuent de le faire » (V7, homme, Esmeraldas, 2003-2008)

En plus de relever les aspects positifs du programme et compte tenu des nombreux défis auxquels elles font face en Équateur pour réaliser leurs projets de réinsertion, les personnes interviewées font une série de propositions pour améliorer le programme. Elles couvrent les domaines suivants : (a) le montant de l'aide, (b) l'assistance-conseil pour les projets, (c) l'accompagnement des mineurs, et (d) la diffusion du programme.

6.1.1 Augmentation du montant de l'aide au retour

Recevoir un montant financier plus élevé pour leurs projets, est une nécessité identifiée par toutes les personnes interviewées. Comme on le verra dans les citations ci-dessous, les migrant-e-s retourné-e-s soulignent le *coût élevé de la vie* en Équateur, les *bas revenus* et la *difficulté à financer leurs projets* étant donné que l'aide cantonale ne couvre en moyenne qu'un peu plus d'un tiers du coût total.

...bien, c'est vraiment bien ça, le programme d'aide au retour de la Suisse... ...dans mon cas, j'en ai profité, je me sens bien et c'est très bien... ...je suggérerais que l'aide soit un peu plus élevée parce que l'aide n'est pas importante, dans le pays où on vit, nous, tout est très cher, les prix paraissent presque ceux de là-bas mais avec un salaire bas, minime, alors l'aide devrait être un petit peu plus forte, un montant plus élevé...(V3, femme, Quito, 1997-2010)

je me sens satisfait de l'intérêt qu'on m'a porté en Suisse au Service de la Population, je suggère cependant que le montant de l'aide soit plus élevé, étant donné que trois mille dollars ne suffisent pas pour monter un commerce en Équateur » (V6, homme, Esmeraldas, 2001-2010)

...ce qui se passe, c'est que quand un migrant retourne, il arrive plein d'illusions, mais avec 3'000 dollars, je te dis franchement, tu peux éventuellement monter un commerce de vente de nourriture dans la rue... ...et mon idée c'est que quand tu reviens de là-bas tu veux un peu te surpasser, tu veux que les choses fonctionnent à un autre niveau, alors je vois que les 3'000 comme aide te servent de petit stimulant, parce que si je n'avais pas eu l'aide de mon papa, moi, pratiquement, avec 3'000 je n'aurais rien fait, grâce à mon papa avec l'aide morale et économique qu'il nous a donnée on a pu monter une grande partie du commerce... (V9, homme, 2002-2010, Guaranda).

Dans d'autres cas, les personnes interviewées suggèrent que si le montant de l'aide était plus élevé, elles pourraient réaliser un projet *plus en accord avec leur expérience professionnelle* :

Je pourrais dire que [le programme] est bien pensé, avec l'objectif qu'on revienne et qu'on développe un commerce. Mais pour qu'on arrive à se surpasser, la quantité est très petite. Selon la profession qu'on a, dans mon cas par exemple, pour ma profession l'aide était très petite, parce que je devais acheter les machines pour l'atelier. Comme je le dis, seulement en machines et outils on dépense 6'000 dollars, et plus encore, pour pouvoir travailler on a besoin d'environ 8'000 dollars pour installer l'atelier. Alors, comme je savais que je ne pouvais pas recevoir cette aide, je me suis décidé pour un projet de petit restaurant. Mais là, je n'avais pas autant d'expérience » (S12, homme, Santo Domingo, 2007-2008).

D'autres retourné-e-s suggèrent de concevoir aussi l'aide financière sur la base d'un critère de temps, dans le sens d'assurer plus de *stabilité aux familles durant les premiers six mois du retour* :

Et essayer d'assurer au moins les premiers six mois de séjour ici, ou même les six mois suivants, parce qu'une chose est d'arriver, et il semble que tout va bien, et qu'il ne va rien se passer, mais le temps passe, et c'est là où tout se ressent... Oui, la stabilité est très nécessaire. C'est pour ça que beaucoup de ceux qui viennent, repartent » (S5, homme, Sangolquí, 1992-2008)

D'autres encore proposent qu'on les aide également en ce qui concerne les *coûts du transport* de leur *ménage*, étant donné qu'après tant d'années de séjour en Suisse, il est difficile de retourner seulement avec une valise comme n'importe quel voyageur :

Bon, pour moi, la suggestion serait que l'aide soit un peu plus importante pour pouvoir amener tout ce qu'on avait là-bas. J'avais toutes mes choses, mais je n'ai pas pu les amener. Cela a été le plus dur, laisser tout ce que j'avais et venir avec une valise de vingt kilos à la main » (S3, femme, Quito, 1991-2008)

6.1.2 Renforcement de l'assistance-conseil pour la viabilité des projets

Un point commun qui ressort de plusieurs des interviews (S2, S11, S6, S4, S9, V5) est que les personnes retournées désireraient un *service-conseil plus important* pour traiter les *idées de projets* et leurs chances de *viabilité économique* en Équateur. Elles expriment que pour elles il a été difficile d'évaluer depuis la Suisse quel projet pouvait être économiquement viable dans leur pays. Comme il ressort de la citation suivante, elles manifestent le besoin d'un *plus grand échange d'information entre la Suisse et l'Équateur*, afin d'arriver à une meilleure évaluation de la viabilité des projets :

...je dirais qu'ils devraient nous aider, c'est-à-dire que quand je me suis présentée pour leur dire que je voulais l'argent pour un Karaoke, qu'ils devraient nous conseiller un peu plus pour mieux décider dans quoi investir, des conseils par rapport à ce qu'on veut monter ici, pensez-le bien, voyez, appeler la parenté d'ici [Équateur] pour voir ce qu'on pourrait faire ici, dans quoi on pourrait investir » (V5, femme, Esmeraldas, 200-2010)

La citation suivante illustre encore la problématique du manque de viabilité des idées de projets que les personnes retournées avaient en Suisse. Cela se comprend si l'on tient compte de l'évolution des lieux où les migrant-e-s vivaient avant leur départ

Bon, comme je vous ai dit, j'ai pensé, je vais ouvrir un restaurant. Tous mes amis me disaient oui, un restaurant. Bon, alors, je suis allé et j'ai parlé avec le monsieur du Service. Le monsieur est très gentil, il m'a tout expliqué. Je lui ai dit que je voulais partir en Équateur parce je n'avais déjà plus de travail et je lui ai expliqué toute la situation que je vivais à ce moment-là. Bon, il m'a compris et m'a demandé quand je voulais partir, je lui ai dit, le plus vite possible. Au bout de deux semaines il m'a appelé et une semaine plus tard j'avais déjà le passeport prêt, et tout, pour venir ici. Après je lui ai expliqué que je travaillais dans un restaurant et que j'aimerais ouvrir un restaurant. Bon, il m'a dit, que je lui envoie les « proformas » [facture proforma ou débit] et tout ça. Une sœur m'a envoyé les « proformas ». Là-bas ils ont accepté mon projet. Mais quand je suis arrivé ici, je me suis rendu compte qu'il y avait déjà beaucoup de restaurants. Alors j'ai dit, aïe...non.

[Le monsieur décide finalement d'investir dans une petite ferme d'agrumes où il avait de l'expérience et, de plus, l'appui de sa famille] (S10, homme, Santo Domingo, 1998-2010)

6.1.3 L'accompagnement des enfants avant et après le départ de la Suisse

La nécessité d'aider leurs enfants avant de partir de la Suisse, de manière à les préparer à vivre dans un endroit qu'ils ne connaissent pas ou alors où ils n'ont pas vécu depuis plusieurs années, est un autre des domaines où les personnes interviewées voient un important champ d'actions. Au cours de l'entretien que nous avons eu avec la fonctionnaire de l'OIM à Quito, elle a confirmé que l'accompagnement des enfants et des jeunes pour les aider à s'intégrer à la société équatorienne est une nécessité primordiale à laquelle il faut donner toute son importance :

...Je considère que les autorités en Suisse pourraient tenir compte des enfants qui sont partis petits [de l'Équateur] et qui ont commencé l'école en Suisse; l'adaptation en Équateur est très difficile pour eux, dans le cas de mon fils, je l'ai trouvé plusieurs fois en train de pleurer parce qu'il a l'ennui de l'école et de ses amis en Suisse; il m'a demandé quand nous retournerons en Suisse et pourquoi nous avons dû partir; c'est pourquoi je suggère qu'il y ait une orientation psychologique qui prépare les enfants avant le voyage » (V4, couple, Santo Domingo, 2001-2008).

6.1.4 Plus large diffusion du programme

Pour finir, les personnes interviewées suggèrent une plus large diffusion du programme en Suisse :

[Quant aux recommandations] *bon... [Pense] qu'ils mettent un bureau plus grand au centre, avec l'information, avec des affiches, parce que les gens ne savent pas. Et si personne ne l'indique, on ne connaît pas. Il faut qu'il y ait une information bien claire et dire de quoi il s'agit. Bien expliquer avec de la publicité, quelque chose comme ça. Les gens feraient appel à ce programme d'aide au retour. Il y a des gens qui vivent en Suisse depuis quinze ou vingt ans, qui ont des papiers, et qui ne savent rien de cette aide.*(S10, homme, St. Domingo, 1998-2010).

6.1.5 Résumé et réflexions

Le premier point qui se dégage de la section précédente, est que les personnes retournées qualifient l'aide au retour de manière très positive. En même temps, de leur point de vue, il y a cinq domaines dans lesquels elles désireraient que le Service de la Population apporte des améliorations : (a) le montant de l'aide, (b) l'assistance-conseil pour les projets, (c) l'accompagnement des enfants avant et après le départ, et (d) la diffusion du programme. À partir de notre analyse portant sur leurs besoins et suggestions, nous proposons les lignes de réflexion et d'action suivantes dans le but d'envisager l'amélioration du programme d'aide au retour du Service de la Population du canton de Vaud :

Lignes de réflexion et d'action

(a) *Montant plus élevé de l'aide au retour* . Nous avons déjà largement fait état de ce sujet au long de notre étude. Il est clair que le montant de l'aide au retour est relativement modeste puisqu'il ne couvre qu'un peu plus du tiers du coût réel des projets de réinsertion. Comme nous l'avons argumenté auparavant, si l'on tient compte des problèmes que rencontrent les personnes retournées ainsi que du manque d'accès au crédit en Équateur et si l'on veut aller dans le sens de la viabilité des projets à long terme, le montant de l'aide devrait couvrir un pourcentage plus significatif du coût total des projets d'insertion.

Comme nous l'avons souligné auparavant, le calcul du montant de l'aide au retour ne doit pas être basé uniquement sur le nombre de personnes que compte chaque famille, ou sur le temps que les migrant-e-s ont passé en Suisse, mais avant tout sur le coût effectif du projet. Il sera peut-être utile ici, pour les autorités cantonales, de réfléchir aux deux points suivants : (a) un montant plus élevé garantit un impact plus important sur les conditions de vie des personnes retournées et rend ainsi le retour viable à long terme, et (b) même si le montant de l'aide au retour est augmenté pour les sans-papiers et demandeurs d'asile déboutés, l'investissement de l'État suisse sera toujours inférieur aux coûts produits par des prestations sociales telle que « l'aide d'urgence » qui peuvent, dans certains cas, avoir une durée beaucoup plus longue que prévue.

(b) *Renforcement du service-conseil sur la viabilité des projets*. Le besoin d'un service-conseil et de suivi a été relevé par les personnes retournées tout au long de cette étude. Il nous paraît important de souligner ici qu'il existe pour les migrant-e-s désireux de retourner, deux moments-clés pour recevoir des conseils touchant à la viabilité de leurs projets de réinsertion : en Suisse avant de partir vers l'Équateur afin de préparer le retour ; en Équateur au moment où ils/elles doivent faire face à la situation réelle du pays. Comme nous l'avons montré dans le chapitre 5 sur les ressources, le degré de préparation des migrant-e-s au retour est un facteur-clé. Le service-conseil mis à disposition par le Service du conseil au retour en Suisse, est par conséquent un pas essentiel pour assurer la viabilité des projets et assurer un bon niveau de préparation des personnes retournées. Pour les collaborateurs du Bureau Cantonale de l'Aide au Retour, le défi est probablement de disposer d'informations actualisées concernant la situation des pays d'origine des migrant-e-s. Comme l'a montré l'entretien que nous avons eue avec la fonctionnaire de l'OIM à Berne, le service s'appuie à cet effet sur les informations mises à disposition par l'OIM et celles-ci étant à leur tour basées en grande partie sur celles fournies par le projet RIF (« Return information »), une base de données créée par l'OIM depuis 2002 dans le but de produire des informations utiles au retour (<http://www.ch.iom.int/programme/rif.html>). Notre suggestion serait que cette

information soit enrichie au travers de la coopération avec des ONGs en Équateur spécifiquement créées pour conseiller les migrant-e-s pour leurs projets (par exemple la *Fundación Alternativa* : <http://www.fundacionalalternativa.org.ec/>) et avec des organisations équatoriennes comme la *Secretaría Nacional del Migrante* (SENAMI) ; elles prêtent déjà un service-conseil aux personnes retournées qui ont sélectionnées par le concours *Fondo Cucayo*. Quant aux possibilités de coopération transnationale entre les services de conseil cantonaux et les organisations d'autres pays, il faut souligner que la Suisse possède à son actif une bonne expérience, comme celle du canton de Vaud le prouve. La perception de la fonctionnaire de l'OIM à Quito, qui s'occupe des cas des Équatorien-nes rentré-e-s, démontre cette bonne collaboration : « *la coordination avec la Suisse est excellente ; en comparaison avec d'autres pays, j'ai obtenu une réponse très rapide, super claire...la coordination avec la Suisse est excellente* ».

(c) *Accompagnement des mineurs et des jeunes*. Les problèmes d'adaptation des mineurs et des jeunes qui ont grandi en Suisse et qui ne connaissent pour ainsi dire pas le pays de leurs parents, ont été soulevés par les personnes retournées interviewées et sont démontrés au long de ce rapport. De même, ils ont été relevés par la fonctionnaire de l'OIM à Quito qui les a qualifiés d'importants ; il est essentiel de s'en occuper. Ici il faudra réfléchir quand, comment et où, il conviendra d'installer ce service d'aide aux enfants et jeunes en vue de leur réinsertion (voir les propositions faites plus haut dans le tableaux 26). En plus d'identifier en Suisse l'ONG habilitée à commencer ce type de travail avec les enfants et les jeunes, avant leur départ, on pourra envisager que l'accompagnement pour l'intégration des jeunes et des enfants puisse être poursuivie par des organisations en Équateur. Nous pensons que l'Équateur possède déjà des ressources importantes dans ce domaine. Étant donné le nombre élevé de réfugiés colombiens et d'autres nationalités latino américaines que ce pays a reçu au cours des dernières années, on y trouve des organisations qui offrent un service-conseil de type psychologique (ex., *Servicio Jesuita a Refugiados y Migrantes*, Ecuador : <http://www.sjmecuador.org.ec/portal/>). De cette façon, il existe un potentiel important qui permettrait d'établir des coopérations transnationales dans le domaine de l'assistance aux enfants et jeunes retournés.

(d) *Meilleure diffusion du programme et amélioration des conditions de départ de la Suisse*. Ici se pose la question de savoir s'il y a lieu de réaliser une plus grande diffusion du programme en Suisse. Nous ne sommes pas en mesure d'y répondre dans ce rapport, n'étant pas en possession de l'information suffisante.

6.2 Les services de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) à Quito : l'évaluation des bénéficiaires

Notre analyse approfondie des interviews réalisées pour cette étude nous a permis d'identifier quatre champs d'action où les personnes retournées mettent le doigt sur des difficultés et suggèrent que l'OIM améliore ses services : (a) renforcement du service-conseil et suivi des projets, (b) raccourcissement des délais pour le versement de l'aide au retour, (c) décentralisation plus importante des services de l'OIM, (d) le rôle des fonctionnaires de l'OIM pour motiver les personnes et faciliter leurs démarches.

6.2.1 Renforcement du service-conseil et suivi des projets

Un des principaux besoins des personnes interviewées à leur retour en Équateur se situe au niveau du service-conseil et du suivi de leurs projets à long terme. Elles l'expriment toutes de la même manière (S2, S3, S5, S6, S7, S11, S12, V2, V7, Y1), soit par leur désir d'avoir accès à un service-conseil plus large et à un suivi plus important de la part de l'OIM. Cela, en relation avec la viabilité économique des projets et les stratégies à utiliser pour la garantir à long terme. L'actuelle fonctionnaire de l'OIM à Quito a, elle aussi, identifié ce besoin au cours de l'entretien que nous avons eu avec elle. La fonctionnaire explique cependant que l'OIM ne dispose malheureusement pas du budget nécessaire à la mise sur pied de ces services. Cela se comprend par le fait que le Service Cantonal de la Population n'a pas donné de mandat à l'OIM pour accompagner les projets de réinsertion.

Sur ce point il faut préciser qu'il existe des différences importantes d'appréciation sur les services de l'OIM, entre les personnes qui sont retournées récemment et celles qui l'ont fait en 2008. Alors que les premières soulignent les aspects positifs des services reçus (voir point 6.2.4), celles qui l'ont fait en 2008 sont beaucoup plus critiques. Leurs expériences montrent que le service de l'OIM se limitait à l'époque exclusivement à exiger et contrôler que les conditions pour le versement de l'aide au retour soient remplies, mais sans réaliser aucun type de service-conseil pouvant les aider pour leurs projets.

Question : *Quels seraient les points faibles et les points forts du service que prête l'OIM à Quito ?* Réponse : *Pour le point fort, qu'il est très bon. De nouveau, pour le point faible, c'est le manque de suivi.* (S2, femme, Quito, 2000-2008)

Question : *Quel type d'appui avez-vous reçu de l'OIM à Quito ?*

Réponse S3 : *Qu'est-ce que je dirais. Pas grand-chose, parce qu'en réalité leur aide n'a pas été tellement importante. Il s'agissait surtout de présenter des proformas, acheter le moins cher, et si les coûts dépassaient les mille dollars tu devais trouver d'autres proformas. ...Alors on a dû trouver trois proformas. L'aide n'a pas été grand-chose. C'était comme ceci : débrouillez-vous toute seule et quand vous aurez les papiers vous me les apportez et on vous confirme le chèque de paiement, et voilà. Rien de plus [pense]... Je crois qu'ils devraient mieux conseiller les choses. Si eux savent déjà où se trouvent les magasins où tu obtiens les choses les moins chères, eh bien alors ils devraient nous donner cette information. Ne pas tellement douter de nous.* (Femme, Quito, 1991-2008)

Réponse S5 : *Aucun. Par eux nous avons reçu l'argent. Rien de plus.* (homme, Sangolquí, 1992-2008).

Réponse S7 : *Les mille huit cents. Rien de plus. Il n'y a eu aucun appui de l'OIM. Seulement des entrevues. Ils sont venus nous voir quand le local fonctionnait déjà.* (couple, Tabacundo, 2001/2 - 2008)

Réponse S11 : *J'ai seulement reçu l'argent. C'est clair, le transfert qu'ils ont fait de là-bas [Suisse] à ici [Équateur]. Il n'y a eu aucun type de conseil. Oui, on a plus besoin de conseils. Je dis, eux aussi pourraient servir de conseillers. Comme je le dis, nous donner plus de conseils et de garanties pour nous appuyer. Qu'ils nous appuient en nous donnant les garanties [que le projet peut fonctionner] et dire bon, on le connaît,*

on le visite et on sait ce qu'il veut faire, et nous dire si réellement ça vaut la peine d'investir dans ce projet ou non. Quelque chose comme ça. C'est à ça que je me réfère. (homme, Santo Domingo, 2007-2008)

Réponse V7;...aïe mademoiselle, je l'ai déjà dit au début, de ça [l'aide de l'OIM] il n'y a plutôt pas ; en plus là on ne sert pas les gens avec gentillesse, les gens qui travaillent là devraient traiter avec respect toutes les personnes qui vont chercher une information; si je n'avais pas apporté le numéro de téléphone de la dame du service de la Population de Lausanne, pour qu'elle m'aide, je ne sais pas ce qui ce serait passé, peut-être que j'aurais perdu cette aide. (homme, Esmeraldas, 2003-2008)

Question : Quelles suggestions feriez-vous à l'OIM ? Réponse : « Il faut des personnes qui guident pour mener à bien les commerces. C'est ça qu'il faut faire. Les gens viennent sans bien savoir quel commerce il convient de réaliser et il se passe la même chose avec l'argent qu'ils reçoivent de l'AVS. Il devrait y avoir des personnes qui les orientent dans quoi investir. « Chuta ! » moi, s'ils m'avaient conseillé, je serais dans une meilleure situation. C'est logique. J'aurais un commerce qui irait beaucoup mieux. S'ils m'avaient conseillé, j'irais beaucoup mieux. (S6, homme, Sangolquí, 1999-2008).

6.2.2 Raccourcissement des délais pour le versement de l'aide au retour

Une autre difficulté que rencontrent les personnes retournées est le temps d'attente pour pouvoir toucher la deuxième partie de l'aide au retour (la première, ils la reçoivent à Lausanne avant leur départ) que l'OIM à Quito est chargé de leur remettre. Dans les interviews, on constate que les migrant-e-s arrivent de Suisse avec l'idée qu'ils/elles vont recevoir le deuxième paiement quelques jours après leur retour à Quito. Une fois là ils/elles se retrouvent face à la réalité, c'est-à-dire que ce processus peut durer plusieurs mois et cela signifie pour eux/elles une difficulté importante pour la réalisation de leurs projets.

J'ai dû aller quatre ou cinq fois à Quito, et même l'employée qui m'aidait m'a dit, qu'ils n'avaient pas approuvé rapidement, j'ai dû attendre environ deux mois. Je suis venu en novembre et ils m'ont donné l'argent autour de janvier. Je devais aller à Quito. J'ai dû apporter tous les papiers qu'ils m'avaient donnés en Suisse. Ils me demandaient tout. (S12, homme, Santo Domingo, 2007-2008)

Imaginez-vous qu'à moi ils me disent, là-bas en Suisse, en 48 heures au plus tard tout est approuvé, c'est déjà approuvé d'ici ; là-bas à Quito ils recevront et réviseront simplement la documentation, et quelle a été la surprise ! Eux [l'OIM] ont mis trois semaines et 24 jours pour approuver et pour me remettre l'argent. (V7, homme, Esmeraldas, 2003-2008)

...nous, nous sommes arrivés en novembre et à peine arrivés ici ils [l'OIM] nous ont dit qu'ils nous appelleraient dans les huit jours, et nous étions là à visiter la famille et au bout des huit jours nous les avons appelés et leur avons dit, écoutez, nous sommes telles personnes, que nous venons de Suisse par un retour volontaire ; c'est bien, nous ont-ils dit, appelez-nous à partir de janvier parce que maintenant on ne peut rien faire, à partir de janvier vous m'appelez et me racontez, vous me dites ce qui se passe et là on commence. C'est-à-dire que nous autres nous sommes arrivés ici le 5 ou 6 novembre et nous avons dû attendre jusqu'à janvier pour qu'ils s'occupent de notre demande. ...Je vous dis, et mon épouse aussi, l'aide est bonne mais en Suisse

ils nous ont dit autre chose, ils nous ont dit que quand on arriverait ici en Équateur, que dans les deux, trois jours, quoi, on a déjà l'argent, mais ça n'a jamais été comme ça, et alors grâce à l'argent qu'ils nous ont donné là-bas [en Suisse] pour le voyage, nous avons pu survivre, parce que [de la OIM] ils ont mis bien du temps à nous donner l'argent. (Y1, homme, Shushufindi, 2006-2009)

L'aide de l'OIM ? La seule chose que je dirais c'est que l'OIM doit être plus rapide. Parce que l'aide arrive très tard. L'argent tarde beaucoup à arriver. (Y3, femme, Puerto Cañitas, 2003-2010) .

Oui, elle [la fonctionnaire responsable de l'OIM] m'appelait ou m'envoyait un email me disant s'il me manquait un document. Comme je vous le dis, oui, elle s'est très bien occupée de moi, mais l'argent de l'aide ne m'est pas encore parvenu. C'est ça que je veux dire. Ce n'est pas que j'aie été mal reçue. Le service a été excellent ! (S8, femme, Santo Domingo, 1997-2010)

6.2.3 Décentralisation plus importante des services de l'OIM

Les personnes qui vivent en-dehors des grands centres urbains rencontrent la difficulté de devoir se rendre aux bureaux de l'OIM à Quito ou dans d'autres centres urbains de taille moyenne, pour présenter leur cas et remettre par la suite les documents exigés pour pouvoir, finalement, recevoir le Fonds de Réinsertion du canton de Vaud. C'est le cas, par exemple, de madame S8, qui a un bazar à Santo Domingo qu'elle a démarré avec de la marchandise que sa sœur lui a prêtée. L'OIM lui exige des estimations de coûts de marchandise de trois fournisseurs ; cependant, à Santo Domingo il n'existe pas beaucoup de fournisseurs qui vendent les articles qu'elle offre. Pour cette raison, il lui a été difficile de trouver les trois estimations requises et, de surcroît, se déplacer à Quito implique des frais de transport, d'hôtel et de nourriture. Lors de l'entretien que nous avons eue avec l'actuelle fonctionnaire de l'OIM à Quito, cette problématique a été confirmée. Les citations suivantes illustrent le désir des personnes interviewées qui n'habitent pas dans de grands centres urbains, que l'OIM arrive à une meilleure décentralisation de ses services :

Mon évaluation du programme d'aide au retour est positive ; je suggère seulement qu'en ce qui concerne le service-conseil que prête l'OIM à Quito, ils tiennent compte de la difficulté que représente le déplacement jusqu'aux bureaux pour nous qui vivons en-dehors de Quito, et des fois pour des raisons de proformas ou de factures nous devons retourner dans cette ville plus d'une fois, ce qui représente un coût important en temps et en argent pour les personnes qui vivent ailleurs que dans la capitale.

(V8, femme, Esmeraldas, 1999-2010)

Oui, à peine arrivée à Quito et après avoir posé le pied à l'aéroport, je suis directement allée me présenter à l'OIM . Mais plus tard, comme j'ai ce problème de la respiration, des fois je ne peux pas aller à Quito parce que j'ai des allergies ou ne respire pas bien. J'étouffe. A cause de ça, je ne peux pas me déplacer. Si je pouvais me déplacer à Quito, sûrement que le service aurait été plus rapide. C'est un problème pour moi, d'aller à Quito. (S8 femme, Santo Domingo, 1997-2010)

Au moment où nous avons appelé [à l'OIM] pour dire que nous avons besoin de l'argent, nous avons dû aller au Lago Agrio parce qu'ici [à Shushufindi] il n'y a pas cette agence pour envoyer les papiers, pour tout envoyer ; alors, nous, on doit aller là-bas et depuis ici c'est loin jusqu'au Lago Agrio, c'est deux heures, alors nous on

apportait déjà tous les papiers qu'ils nous demandaient, et nous avons appelé et leur avons dit, écoutez, on vous envoie déjà telle chose, et nous on insistait, mais ils nous disaient non, en Suisse ils n'ont pas approuvé, en premier ils doivent approuver en Suisse, et de la Suisse ils ne m'ont encore rien dit. (Y1, homme, Shushufindi, 2006-2009)

6.2.4 Le rôle des fonctionnaires de l'OIM pour motiver et aider les retourné-e-s

Les résultats des interviews montrent que l'appréciation des services de l'OIM par les personnes qui sont retournées en Équateur en 2010 est particulièrement positive. La fonctionnaire actuelle semble avoir assumé un rôle qui va au-delà du simple contrôle des conditions exigées pour le versement du fonds. Elle est très appréciée en raison de la manière dont elle aide les migrant-e-s à faire face aux défis du retour, les motive pour qu'ils/elles persistent dans leurs efforts en ce qui concerne leurs projets de réinsertion et leur facilite les démarches à faire pour pouvoir toucher l'aide au retour.

Je lui dis [à la fonctionnaire de l'OIM] alors, je voudrais installer la cafétéria. Alors elle m'a aidée, c'est-à-dire, elle est si bonne, elle te motive, parce que je me sentais très peu sûre. Alors elle m'a motivée. Elle m'a dit, ne te démoralise pas, installe la cafétéria, tu peux vendre des « bolones », des « humitas ». Alors elle m'a motivée, c'est-à-dire, parce que j'étais comme ça, un peu perdue parce que la première idée de projet n'avait pas fonctionné, alors elle m'a relevée. ...Donc les avantages de l'OIM sont dans l'appui moral que j'ai reçu, dans la motivation qu'on reçoit. Ça, ça m'a passablement aidée. (S4, femme, Quito, 1994-2010)

De l'OIM je peux dire qu'ils se sont très bien comportés avec moi. Ils m'ont tout facilité pour que je puisse utiliser cet argent qui me revenait. Ils se sont très bien comportés. Ils m'ont donné toutes les facilités. Ils ne m'ont mis aucun obstacle, c'est clair que j'ai présenté à temps tous les prospectus et les documents qu'ils me demandaient. Ils se sont très bien comportés, super bien. (S1, homme, Quito, 2000-2010)

6.2.5 Résumé et réflexions

Cette section a montré les quatre champs d'action où les personnes interviewées suggèrent à l'OIM de réaliser quelques améliorations dans ses services : (a) renforcement du service-conseil et suivi des projets, (b) plus grande rapidité pour le versement de l'aide au retour, (c) décentralisation plus importante des services de l'OIM (d) le rôle des fonctionnaires de l'OIM pour motiver les personnes et faciliter leurs démarches. À partir de notre analyse approfondie des difficultés décrites par les personnes retournées et leurs suggestions, nous proposons maintenant quelques pistes de réflexion pour l'amélioration des services de l'OIM :

Lignes de réflexion et d'action

(a) *Renforcement du service-conseil et suivi des projets de réinsertion.* Ceci est manifestement une impérieuse nécessité pour toutes les personnes retournées. Les autorités du canton de Vaud devraient donc penser à prendre des moyens pour arriver à augmenter leur budget, de façon à garantir la continuité du service-conseil ainsi que le suivi des projets. La question est de déterminer jusqu'à quel point l'OIM devrait être l'organisation qui assume ces rôles. Il est bien clair que la réponse à cette question devrait être apportée par les autorités cantonales responsables de

l'aide au retour. Cependant, nous faisons ici quelques réflexions. Il nous paraît important, avant tout, de prendre conscience que le rôle de l'OIM ne peut se limiter simplement à réaliser un contrôle des conditions à remplir pour le versement de l'aide au retour. Les bureaux régionaux de l'OIM sont des endroits privilégiés pour faciliter les processus de service-conseil et de suivi des projets puisqu'ils sont en contact direct d'une part avec les personnes retournées et, de l'autre, avec les organisations et institutions sur place qui pourraient aider à leur réalisation. Par conséquent, les bureaux régionaux de l'OIM pourraient s'occuper eux-mêmes de l'assistance et du suivi des projets ou se convertir en points stratégiques qui pourraient à la fois identifier les besoins des personnes retournées et les mettre en contact avec les organisations et institutions locales susceptibles de les conseiller. La *Secretaría Nacional del Migrante* (SENAMI) est, par exemple, une organisation qui a déjà de l'expérience dans ce domaine puisqu'elle met un service d'assistance technique à disposition des personnes retournées qui ont gagné le concours du Fonds de Réinsertion *Cucayo* et désirent réaliser des projets productifs. Par conséquent, il serait important d'analyser les mécanismes possibles de coopération entre le canton de Vaud, l'OIM et la SENAMI. Nous proposons aussi d'étudier les activités et les expériences d'organisations comme la *Fundación Alternativa*, soutenue économiquement par le gouvernement espagnol et créée dans le but de mettre l'assistance technique à dispositions des migrant-e-s équatorien-ne-s de retour d'Espagne. L'assistance consiste en un cours de trois mois qui permet aux personnes retournées d'acquérir des connaissances sur la mise en marche d'un commerce et sa gestion financière.

(b) *Raccourcissement des délais pour le versement de l'aide au retour* . Les personnes retournées éprouvent une grande déception à leur retour en Équateur lorsqu'elles découvrent que le processus pour obtenir le versement de l'aide au retour prend beaucoup de temps. Ce problème comprend, à notre avis, deux dimensions. D'une part, une dimension d'information. Comme nous avons pu le vérifier au cours de notre entretien avec la fonctionnaire de l'OIM à Quito, les personnes retournées ne sont pas toujours au clair sur la marche à suivre pour la remise du Fonds et, parfois, elles pensent qu'on leur remettra l'argent en espèces à peine retournées au pays. Il y aurait donc lieu de prévoir une information précise qui leur permette de comprendre, avant de quitter la Suisse, ce qui va exactement se passer avec l'OIM à leur arrivée en Équateur. D'autre part, il conviendrait de réfléchir à la question suivante : Dans quelle mesure les démarches et conditions exigées aux migrant-e-s retourné-e-s pour le paiement du solde de l'aide, sont-elles adaptées aux besoins spécifiques de chacune des personnes et à la réalité de l'Équateur ? Par exemple, nous avons vu que les conditions sont pensées pour des personnes qui vivent dans de grands centres et qui ont accès à plusieurs fournisseurs pour obtenir l'estimation des coûts. Celles qui vivent en-dehors des centres n'ont pas cette facilité. Alors, nous posons les questions suivantes : Dans quelle mesure serait-il possible de développer de nouveaux mécanismes, comme par exemple une base de données de fournisseurs, qui aiderait les personnes retournées à s'orienter rapidement ? Ou alors : Dans quelle mesure l'OIM à Quito pourrait-elle obtenir quelques estimations de coûts, pour les personnes qui vivent dans de petits centres ? Dans quelle mesure le nombre de trois estimations de coûts, comme minimum, pourrait-il être diminué ? Il serait important également de tenir compte du fait que, dans la réalité équatorienne, beaucoup de processus sont informels : par exemple, certaines personnes n'obtiennent pas la marchandise d'un fournisseur mais de manière informelle au travers d'un prêt de leur parenté. Cela rend difficile l'accomplissement des conditions requises par l'OIM. C'est ainsi que la créativité

pourrait déboucher sur des moyens qui aideraient à simplifier les démarches et à réduire ainsi le temps que requiert actuellement le versement du Fonds d'Insertion.

(c) *Décentralisation plus importante des services de l'OIM.* La bonne coordination entre les personnes retournées et les bureaux régionaux de l'OIM, est un des éléments-clés pour le succès des projets de réinsertion. Il est clair qu'une solution doit être trouvée en ce qui concerne la problématique des personnes retournées qui vivent dans de petits centres urbains et pour qui il est difficile de se rendre jusqu'aux bureaux régionaux de l'OIM à Quito. La solution idéale serait de créer un plus grand nombre de bureaux régionaux de l'OIM et d'arriver ainsi à une décentralisation géographique plus importante ; il s'agit de rendre les services plus accessibles aux bénéficiaires. Cependant, tenant compte du coût élevé que cela peut entraîner, il faudra penser encore à un autre type de solution comme, par exemple, la promotion d'espaces de communication virtuelle (par ex. à travers de skype), entre l'OIM et les bénéficiaires. Faciliter les démarches à accomplir pour toucher l'aide au retour serait aussi une aide importante pour les personnes qui vivent en province.

(d) *Le rôle des fonctionnaires de l'OIM pour motiver les personnes et faciliter leurs démarches.* Nous avons parlé ci-dessus de l'importance que revêt le fait que les bureaux régionaux de l'OIM assument un rôle qui ne se limite pas exclusivement à réaliser un contrôle des personnes retournées. Les interviews avec les migrant-e-s retourné-e-s en 2010, et l'entretien que nous avons eu personnellement avec la fonctionnaire actuelle de l'OIM, nous indiquent qu'il y a déjà eu un changement dans ce sens. Les personnes interviewées apprécient le rôle que joue actuellement la fonctionnaire de l'OIM : celui de motiver et de faciliter. L'important serait d'institutionnaliser cette vision à long terme, de manière à ce que la qualité du service aux personnes retournées ne dépende pas seulement de la bonne volonté des fonctionnaires.

6.3 Vers une nouvelle perspective pour garantir un retour viable: principes et mesures proposés

Comme nous l'avons argumenté au début de ce chapitre, même s'il est maintenant clair que l'aide au retour joue un rôle très important pour tous les acteurs impliqués, il est en même temps indispensable de la repenser, de façon à ce qu'elle puisse garantir un retour viable. Nous proposons ici six *principes clés* pour le développement d'une telle perspective:

1. L'aide au retour doit être conçue pour aller au-delà d'une vision qui se limite à faire sortir les migrant-e-s sans papiers de la Suisse en se réorientant vers une perspective dont l'objectif central est la *coopération au développement*.
2. L'aide au retour doit être pensée de manière à mettre en place des mesures qui seront appliquées *avant* et *après* le retour.
3. L'aide au retour doit aller au-delà des aspects financiers, pour développer une *perspective intégrale* incluant des mesures qui visent la formation des migrant-e-s, le suivi des projets de réinsertion, la protection de la santé des migrant-e-s et l'appui à la cohésion familiale.
4. L'aide au retour doit être guidée par une perspective visant à aider les migrant-e-s à *mettre en valeur les connaissances acquises en Suisse* et à *acquérir des*

nouvelles ressources économiques, sociales et culturelles destinées au développement de leurs projets de réinsertion.

5. L'aide au retour doit être mise en place sur la base d'une étroite *coopération interdépartementale* entre les entités gouvernementales actives dans le domaine de la migration et du développement (Services d'aide au retour, Office fédéral des migrations, Direction du développement et de la coopération).

6. L'aide au retour doit être mise en place sur la base d'une *coopération entre les États concernés* (la Suisse et l'Équateur) et de la réalisation de partenariats migratoires qui visent à garantir un retour viable.

Sur la base de ces six principes clés nous proposons une série de mesures concrètes en vue d'orienter les autorités suisses et équatoriennes dans le développement et l'application de *mesures* adéquates visant à aider les migrant-e-s à réaliser un *retour viable*. Ces mesures, présentées plus bas sous la forme de tableaux, ont été conçues pour renforcer: (a) la viabilité économique des projets de réinsertion des migrant-e-s (tableau 23 et 24, page 91 et 92), (b) les capacités de gestion des migrant-e-s (tableau 25, page 92), et (c) la cohésion familiale et la santé de migrant-e-s (tableau 26, page 93).

Tableau 23. Mesures pour renforcer la viabilité économique des projets de réinsertion (avant le retour)

Mesures proposées	Institutions à s'engager	
	En Suisse	En Équateur
<ul style="list-style-type: none"> Aide au retour du canton de Vaud : Élargir le montant de l'aide financière pour les projets de réinsertion, afin qu'ils soient plus adaptés aux réalités économiques du pays 	Service de la Population VD (SPOP)	
<ul style="list-style-type: none"> Les programmes d'aide au retour chercheront à identifier les besoins spécifiques des migrant-e-s, en tenant compte de critères individuels spécifiques selon des différences de genre, de classe, de santé, d'années de résidence à l'étranger, de type de travail réalisé, etc. 		
<ul style="list-style-type: none"> Aider les migrant-e-s pour qu'ils/elles reçoivent l'argent de l'assurance AVS, de manière à améliorer leur niveau d'épargne. C'est une pratique que le canton de Vaud réalise déjà de manière exemplaire et qui peut être adoptée comme exemple de « best practice » par d'autres cantons suisses 		
<ul style="list-style-type: none"> Aider les migrant-e-s dans leurs processus d'exigence de leurs droits afin que les employeurs paient les salaires qu'ils leur doivent 		
<ul style="list-style-type: none"> Penser à des mécanismes qui permettent aux migrant-e-s sans-papiers en Suisse d'avoir accès à un compte bancaire, de manière à ce qu'ils/elles puissent réaliser systématiquement l'épargne (en Suisse, on exige le permis de résidence pour ouvrir un compte bancaire). 		Office fédéral de Migrations (ODM)
<ul style="list-style-type: none"> Accorder un délai raisonnable aux migrant-e-s pour sortir du pays, de manière à ce qu'ils/elles puissent bien préparer le retour. Tenir compte du fait que les délais trop courts ne facilitent pas une bonne préparation des migrant-e-s pour mener à bien leurs projets de réinsertion 		
<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir des systèmes innovateurs d'épargne bancaire pour les migrant-e-s à l'extérieur 		Par exemple : Banque Centrale de l'Équateur (BCE)

Tableau 24. Mesures pour renforcer la viabilité économique des projets de réinsertion (après le retour)

Mesures proposées	Institutions à s'engager	
	En Suisse	En Équateur
<ul style="list-style-type: none"> Plan équatorien de retour « <i>Cucayo</i> »: élargir le programme aux migrant-e-s rentré-e-s, de type moyen, qui, bien que disposant d'épargnes pour réaliser un investissement, ne possèdent pas toujours l'expérience suffisante pour élaborer un projet solide de micro entreprise. 		Secretaría Nacional del Migrante (SENAMI) Banque Centrale de l'Équateur (BCE)
<ul style="list-style-type: none"> Orientation aux retourné-e-s concernant les sources possibles de financement et les moyens de commercialisation de leurs produits dans le but d'assurer la stabilité de la micro entreprise 		ONGs: Par exemple: Cooperativa de Ahorro y Crédito Desarrollo de los Pueblos (CODESARROLLO)
<ul style="list-style-type: none"> Mécanismes de financement innovateurs qui tiennent compte du fait que les migrant-e-s ne peuvent offrir les mêmes garanties pour un prêt que les personnes qui ont passé toute leur vie au pays 		
<ul style="list-style-type: none"> Appui aux micro entrepreneur-e-s pour faire connaître leurs produits et les commercialiser 		
<ul style="list-style-type: none"> Mesures destinées à éviter le parcours géographique (négatif) qui caractérise certaines micro entreprises, c'est-à-dire de devoir se déplacer de lieux centraux de la ville vers la périphérie 		Organismes internationaux: Direction Suisse du développement et de la coopération (DDC)
<ul style="list-style-type: none"> Faciliter les démarches en vue de l'obtention du permis de fonctionnement du commerce et du registre sanitaire 		

Tableau 25. Mesures pour renforcer les capacités de gestion des migrant-e-s (avant et après le retour)

Mesures proposées	Institutions à s'engager	
	En Suisse	En Équateur
<ul style="list-style-type: none"> Cours de formation destinés à renforcer la capacité de <i>management</i> des micro entreprises (formulation d'un plan d'activités commerciales, comptabilité) 	Institutions: Service de la Population VD	Institutions: Par exemple: Secretaría Nacional del Migrante (SENAMI)
<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir en Suisse comme en Équateur la réalisation de cours et de stages, en travail conjoint avec le Service de la Population, pour que les migrant-e-s puissent acquérir des connaissances et des expériences dans le domaine des projets qu'ils/elles développeront à leur retour 	ONGs: Par exemple: Ecole-Club MIGROS	Ministerio de Comercio Exterior e Industrialización, Subsecretaría de Pequeña Industria
<ul style="list-style-type: none"> Inclure les deux membres de la « société conjugale » dans le processus de formation et d'assistance-conseil pour la micro entreprise 	FEDEVACO	
<ul style="list-style-type: none"> Service-conseil pour les migrant-e-s dans les ambassades et/ou consulats équatoriens, afin de les aider pour l'élaboration et la planification de leurs projets de réinsertion (se réalise déjà en partie au consulat de Lausanne) 		Consejo Nacional de Capacitación y Formación (CNCF)
<ul style="list-style-type: none"> Service-conseil pour les migrant-e-s, dans les 		ONGs:

ambassades et/ou consulats équatoriens, afin de les aider en ce qui concerne les stratégies d'épargne et la planification adéquate de leurs projets de réinsertion en Équateur.	Ambassade et Consulats de l'Équateur en Suisse	Par exemple: Fundación Educativa Mons. Rada (FUNDER)
<ul style="list-style-type: none"> Penser à des mécanismes qui permettent aux ambassades et/ou consulats de gagner la confiance des migrant-e-s sans-papiers (selon les Consules de l'Équateur à Lausanne et Berne, les personnes sans-papiers craignent de se rendre au Consulat) afin de pouvoir les conseiller par rapport à leurs besoins en vue du retour. 		Centro Familiar del Migrante (CEFAMM)
<ul style="list-style-type: none"> Mesures d'informations pour les migrant-e-s, destinées à actualiser leur ancien capital culturel (connaissances). Cela concerne : les caractéristiques des endroits où ils vécurent avant de partir et leur dynamique commerciale ; les institutions et moyens d'aide à leur disposition pour le soutien de la micro entreprise. 		Secteur privé: Par exemple : Chambre Nationale de la Microentreprise
<ul style="list-style-type: none"> Recherche de mécanismes qui aident les migrant-e-s à mettre en valeur le capital culturel (connaissances professionnelles) acquis à l'extérieur et empêchent de le perdre. 		Organismes internationaux: Direction Suisse du développement et de la coopération (DDC)
<ul style="list-style-type: none"> Assistance-conseil et suivi des projets afin de soutenir les micro entrepreneur-e-s, comprenant une évaluation périodique de la situation de leur projet et de celle des besoins du marché. 		ONG: par ex. : Fundación Alternativa

Tableau 26. Mesures pour renforcer la cohésion familiale et protéger la santé des migrant-e-s (avant et après le retour)

Mesures proposées	Institutions à s'engager	
	En Suisse	En Équateur
<ul style="list-style-type: none"> Penser à des moyens qui pourraient aider les personnes sans papiers à travailler en Suisse dans des conditions qui ne portent pas atteinte à leur santé, de façon à ce qu'elles soient dans de bonnes conditions de santé à leur retour et qu'elles puissent ainsi développer leurs projets et leur donner continuité 	Institutions: Service de la population VD (SPOP) Office fédéral de Migrations (ODM)	ONGs: Par exemple: Servicio Jesuita a Refugiados y Migrantes
<ul style="list-style-type: none"> Orientation des enfants des familles sans-papiers, avant et après leur retour, pour les préparer à quitter le pays où ils ont passé une partie de leur vie et à vivre dans un pays qu'il ne connaissent pas toujours bien 	ONGs Par exemple : Croix Rouge FEDEVACO	Centro Familiar del Migrante (CEFAMM)
<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement des couples rentrés pour les aider à faire face aux défis du retour de manière solidaire et à faciliter leur cohésion à long terme. 		Institutions : Ministère de la Santé Publique
<ul style="list-style-type: none"> Soutien aux micro entrepreneur-e-s rentré-e-s par un système d'aide sociale en Équateur qui les protège en cas de problèmes de santé. 		

7. CONCLUSIONS

Il existe peu d'études, jusqu'à ce jour, qui documentent de manière détaillée la situation des migrant-e-s retourné-e-s dans leurs pays avec l'aide de programmes étatiques d'aide au retour. Nous constatons en particulier un manque d'études qui prennent le cas des migrant-e-s sans-papiers comme objet spécifique. C'est ainsi que l'objectif de la recherche présentée ici a été, d'une part, de documenter les expériences de retour de 25 familles d'Équatorien-ne-s qui ont résidé pendant plusieurs années dans le Canton de Vaud comme sans-papiers, et qui sont retournées en Équateur avec l'aide du programme d'Aide au Retour de ce canton. D'autre part, il a aussi été de réaliser une réflexion sur les possibilités et les limites de ce type de programmes ainsi que de proposer quelques recommandations pouvant conduire à leur amélioration. L'étude empirique se base sur le travail de terrain réalisé à la fin de l'année 2010, dans 7 provinces de l'Équateur (Pichincha, Santo Domingo de los Tsáchilas, Esmeraldas, Bolívar, Napo, Manabí y Sucumbíos), d'une durée d'un mois environ au cours duquel les 25 familles ont été visitées, chez elles ou sur les lieux de leur travail, dans le but de recueillir leurs expériences de retour. La méthodologie de recherche a consisté en entretiens qualitatifs, d'une durée d'une à trois heures, combinant les techniques de l'interview narratif et l'interview semi-structuré.

L'aide au retour du canton Vaud consiste d'une part à conseiller les personnes sans-papiers qui désirent rentrer sur le type de projets de réinsertion socioéconomique qu'elles peuvent réaliser (par exemple micro entreprise, amélioration de leur habitat ou formation), d'autre part à financer le vol et les frais du voyage de retour, et une partie des coûts du projet. Les autorités fédérales suisses considèrent que les programmes d'aide au retour ne présentent que des avantages: d'abord pour les personnes concernées qui profitent de services-conseil et d'assistance; pour le pays d'origine ensuite, puisque l'aide contribue à son développement socioéconomique, et enfin pour la Suisse, parce que la Confédération, les cantons et les communes évitent ainsi les coûts qu'entraînent le retour forcé ou la poursuite judiciaire des personnes sans autorisation de séjour (OFM 2007). Poursuivant cette ligne d'argumentation, nous posons ici la question pertinente suivante : Compte tenu des résultats de la recherche, présentés au long de cette étude sur les expériences de retour d'Équatorien-ne-s sans-papiers, jusqu'à quel point l'objectif d'un retour socialement et économiquement viable, a été atteint ? Et si la réponse n'était pas totalement affirmative : Quelles mesures pourraient être prises pour y parvenir ?

La première conclusion à tirer est que l'aide au retour a plusieurs impacts positifs pour les migrant-e-s sans-papiers : d'une part elle les aide à se réunir avec leurs familles qu'ils/elles n'avaient plus revues depuis de nombreuses années et, en même temps, à disposer d'un moyen de réinsertion sociale et économique. Avoir un projet de réinsertion permet aux migrant-e-s de ne pas être envahis par d'éventuels sentiments d'angoisse face au retour en raison, par exemple, de la crainte d'être perçu par la société de leur pays d'origine comme des migrants « qui n'ont pas réussi », ou celle de ne pas trouver de travail, ou encore de devoir vivre dans les mêmes conditions de précarité qu'ils/elles connaissaient avant de partir pour la Suisse. Du point de vue des pays où les migrant-e-s retournent, comme c'est le cas de l'Équateur, les programmes d'aide au retour leur permettent de récupérer des ressources humaines considérées jusque-là comme perdues. De plus, les migrant-e-s qui retournent sont fort-e-s de nouvelles connaissances, ils/elles ont fait de nouvelles expériences et sont riches d'un nouveau « capital culturel » qui peut être

profitable pour leur pays. Cependant l'objectif d'un retour socialement et économiquement viable à long terme n'est que partiellement atteint. La situation sociale et économique du retour de la majorité des personnes interviewées est encore trop instable pour que nous puissions parler d'un retour viable. Comme on le sait bien, les conséquences d'un retour non viable ne sont dans l'intérêt d'aucun des acteurs impliqués. D'une part, si les personnes retournées se retrouvent dans des conditions de vie aussi précaires que celles qu'elles connaissaient avant de quitter leur pays, plusieurs années auparavant, elles chercheront de nouveau à migrer. Elles peuvent faire appel à de nombreux contacts sociaux et professionnels acquis durant leurs années de vie à l'étranger. Néanmoins, cette solution implique pour les migrant-e-s de vivre à nouveau les problèmes déjà expérimentés, c'est-à-dire la séparation d'avec leurs familles et un état de permanente incertitude. Et puis, un nouveau départ de migrant-e-s retourné-es signifierait une fois de plus la perte de ressources humaines, pourtant importantes pour la stabilité sociale et économique des pays de résidence. La principale conclusion à tirer est que seul un retour socialement et économiquement viable est réellement dans l'intérêt des migrant-e-s, de l'Equateur et de la Suisse (voir aussi Dahinden 2006, De Senarclens 2010). Il nous paraît par conséquent indispensable de repenser l'aide au retour de façon à pouvoir garantir un retour viable.

Il convient donc de se poser la question suivante : Quelles conditions et quelle éventuelle réorientation des programmes d'aide au retour seraient nécessaires pour garantir un retour viable? Avant tout, il nous paraît très important d'aller au-delà d'une vision de l'aide au retour qui se limite à faire sortir les migrant-e-s sans papiers de la Suisse en se réorientant vers une perspective dont l'objectif central est la *coopération au développement*. Il existe dans ce cas un grand potentiel étant donné qu'une partie importante des projets de réinsertion des personnes retournées sont des micro entreprises. Comme le constate le BID (2006), la micro entreprise est un moteur de développement pour les pays latino américains, étant donné qu'elle est la principale source de postes de travail : « on estime que dans la région il existe autour de 57 millions de micro entreprises qui offrent un emploi à 110 millions de personnes au moins».

Qu'impliquerait une réorientation des programmes suisses vers une véritable coopération au développement ? Nous proposons ici les points suivants :

1. Du point de vue des programmes, il est important de les *adapter à la réalité des pays*, d'appuyer les migrant-e-s pour qu'ils/elles puissent *préparer soigneusement leur retour, et d'identifier les besoins spécifiques* des personnes retournées selon les circonstances particulières (ex. genre, capacité d'épargne, type d'emploi, nombre d'années en Suisse), de créer les mécanismes et les conditions de base qui permettent aux personnes retournées de *mettre en valeur les ressources acquises* en Suisse (économiques, sociales, culturelles), ainsi que *d'acquérir de nouvelles ressources* qui leur permettent de réaliser avec succès leurs projets de réinsertion socioéconomique. L'aide au retour doit aller au-delà des aspects financiers pour développer une *perspective intégrale* incluant des mesures qui visent la formation des migrant-e-s, le suivi des projets de réinsertion, la cohésion familiale et la santé des migrant-e-s. Il est aussi important d'orienter l'aide au retour de façon à mettre en place des mesures qui seront appliquées non seulement *avant* mais aussi *après* le retour.

2. Travailler en faveur d'une *étroite coopération interdépartementale* entre les entités gouvernementales suisses qui travaillent dans le domaine de la migration

internationale (ex. Office Fédéral des Migrations, Services de Conseil au Retour) et de la coopération au développement (Direction pour la Coopération au Développement).

3. Chercher à atteindre une *cohérence des politiques de retour au niveau fédéral*. Jusqu'à maintenant, les programmes fédéraux d'aide au retour sont orientés exclusivement vers les personnes qui sont entrées en Suisse comme requérantes d'asile et dont la demande a été rejetée. Les seuls cantons qui ont ouvert leurs programmes de retour aux personnes sans-papiers qui ne sont pas entrées en Suisse par la voie de la demande d'asile, comme c'est le cas des Équatorien-ne-s, sont ceux des cantons de Vaud et de Genève. Ces deux cantons ont accumulé de nombreuses expériences au cours des dernières années - recueillies en grande partie dans ce rapport pour le cas du canton de Vaud - ; elles pourraient servir de référence pour les autres cantons.

4. Développer un *partenariat migratoire avec les gouvernements des pays d'origine*. Il est clair que les programmes suisses d'aide au retour ne peuvent pas atteindre tous les objectifs nécessaires pour que le retour des migrant-e-s sans-papiers soit viable. Il est par conséquent important de s'efforcer à établir des coopérations avec les gouvernements des pays où les migrant-e-s retournent, de manière à créer des synergies qui se complètent mutuellement.

Nous faisons ci-après une brève réflexion en ce qui concerne le rôle des gouvernements des pays des personnes retournées ; ici, l'Équateur. Tout au long de cette étude, nous avons vu que l'Équateur possède plusieurs instruments pour aider les migrant-e-s retourné-e-s. Cela signifie que les programmes suisses et équatoriens peuvent se compléter et s'appuyer mutuellement. Par exemple le programme du canton de Vaud, à la différence du programme équatorien Cucayo, présente la particularité que son accès ne dépend pas d'une sélection par concours et qu'il ne vise pas exclusivement les personnes dont la capacité d'entrepreneur-e-s est prouvée ; il est, au contraire, ouvert à tous/toutes les Équatorien et Équatoriennes sans-papiers désireux-euses de retourner, indépendamment de leur situation financière et de leur niveau d'études. Ainsi, les programmes cantonaux suisses couvrent toute une catégorie de personnes qui ne se retrouve probablement pas dans le programme équatorien Cucayo. Il serait par conséquent intéressant de réaliser des coopérations d'aide mutuelle entre les deux programmes. Par exemple, alors que les programmes suisses pourraient mettre l'accent sur le financement initial, l'axe des programmes équatoriens pourrait être celui de la formation, du conseil et du suivi des personnes retournées avec l'aide suisse.

Pour finir, une courte réflexion par rapport aux migrant-e-s eux/elles-mêmes. Il nous paraît important de souligner qu'une des conclusions qui ressort clairement en ce qui concerne les migrant-e-s retourné-e-s interviewé-e-s, est qu'il ne s'agit pas de personnes qui sont retournées parce qu'elles ont « échoué » (« return of failure » selon Cerase 1974), mais avant tout de personnes qui l'ont fait pour des raisons de famille et parce qu'elles n'arrivaient pas à trouver de solution à leur situation légale en Suisse. La principale caractéristique est que la majorité d'entre elles sont retournées animées d'un grand enthousiasme pour réaliser leurs projets de réinsertion socioéconomique et, en plus, avec de nouvelles ressources acquises en Suisse (économiques, sociales, culturelles). On pourrait par conséquent conclure que, si l'on tient compte des ressources dont disposent les personnes retournées, il est très important pour les gouvernements des pays où elles résidaient comme pour ceux dans lesquels ils/elles sont retournés, de reconnaître ces ressources, de les

mettre en valeur et de ne pas les laisser perdre, car elles sont essentielles pour le développement durable des pays, comme c'est le cas de l'Équateur.

BIBLIOGRAPHIE

- Acosta, A. & S. López. 2003. Causas del reciente proceso emigratorio ecuatoriano *Cartilla sobre Migración N.º 3. Plan Migración, Comunicación y Desarrollo*. ILDIS. Quito. Dans: www.ildis.org.ec.
- Ammassari, S. 2009. *Migration and Development: Factoring Return into the Equation*. Cambridge : Scholars Publishing.
- Ammassari, S. & R. Black. 2001. *Harnessing the Potential of Migration and Return to Promote Development: Applying Concepts to West Africa*, Geneva: OIM.
- Arowolo, O. O. 2000. Return Migration and the Problem of Reintegration. *International Migration* 38 (5): 59-82.
- Banco Central del Ecuador (BCE). 2005: El Banco Central del Ecuador y los sectores de las microfinanzas, *Memoria Anual*: 187 – 195.
- Bastia, T. 2011. Should I Stay or Should I Go? Return Migration in Times of Crises. *Journal of International Development*, 23(4): 583-95.
- Bertaux, D. 2005. *Le récit de vie : "l'enquête et ses méthodes"*. Paris : A. Colin. 126p.
- Black, R., & A. Castaldo. 2009. Return Migration and Entrepreneurship in Ghana and Côte-d'Ivoire: the Role of Capital Transfers. *Tijdschrift voor economische en sociale geografie* 100(1): 44-58.
- Black, R., & R. King. 2004. Editorial introduction: Migration, Return and Development in West Africa. *Population, Space and Place* 10(2): 75-83.
- Black, R., & S. Gent. 2006. Sustainable Return in Post-conflict Contexts. *International Migration* 44(3): 15-38.
- Boccagni, P. 2011. The Framing of Return from Above and Below in Ecuadorian Migration: a Project, a Myth, or a Political Device? *Global Networks. A Journal of Transnational Affairs*.
- Bourdieu P. 1986. The Forms of Capital. In *Handbook of Theory and Research in the Sociology of Education*, ed. J Richardson, pp. 241-58. Westport: Greenwood Press.
- Canton de Vaud: Conseil en vue de retour. Service de la population, Population étrangère. www.vd.ch/fr/themes/vie-privee/population-etrangere/conseil-en-vue-du-retour-cvr/
- Carletto, C., & T. Kilic. 2009. *Moving up the ladder? The impact of migration experience on occupational mobility in Albania*. The World Bank.
- Cassarino, J.P. 2007. *Migrants de retour au Maghreb : Réintégration et enjeux de développement*, Rapport général, MIREM, Robert Schuman Centre for Advanced Studies/European University Institute.
- Cassarino, J.P. 2004. Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited. *International Journal on Multicultural Societies_(IJMS)* 6(2): 253 -279.
- Cerase, F. 1974: Expectations and Reality: a Case Study of Return Migration from the United States to Southern Italy. *International Migration Review* 8: 245-262.
- Chant, S. 2003: Gender and Migration. In: Chant, S. u. N. Craske (Hrsg.): *Gender in Latin America*. New Brunswick: 228-253.
- Dahinden, J. 2006. Möglichkeiten und Grenzen von Rückkehrpolitiken und –programmen. *Schweizerische Zeitschrift für Asylrecht und –praxis*: 18-22.

- Dahinden, J. 2010. Cabaret dancers: Settle down in order to stay mobile? Bridging theoretical orientations within transnational migration studies. *Social Politics: International Studies in Gender, State and Society* 17: 323-348.
- Dauids, T., & M. V. Houte. 2008. Remigration, Development and Mixed Embeddedness: An Agenda for Qualitative Research? *International Journal on Multicultural Societies* 10(2): 169-93.
- De Senarclens, C. 2010. L'aide au retour, une politique dans l'intérêt de tous? Analyse du programme suisse d'aide au retour au Nigeria. Memoire de Master. *Institut de hautes études internationales et du développement*. Genève.
- De Souza, M. & B. Carrillo. 2006. *Qué pasa con los clandestinos después de su regreso?* Haute école de travail social, Institut d'études sociales. Genève.
- De Souza, R.-M. 2006. *Using Return Migration As a Development Tool—Are the Right Policies in Place?*. Population Reference Bureau. <http://www.prb.org/Articles/2006/UsingReturnMigrationAsaDevelopmentToolAretheRightPoliciesinPlace.aspx>
- Efionayi-Mäder D., Schönenberger S., Steiner, I. 2010. *Visage des sans-papiers en Suisse. Evolution 2000-2010*. Commission fédérale pour les questions de migration CFM. (www.beobachtungsstelle.ch/fileadmin/user_upload/pdf_divers/Berichte/sans-papiers_2010_f.pdf)
- Flick, U. 2007. *Qualitative Sozialforschung. Eine Einführung*. Rowohlt Taschenbuch Verlag. Hamburg.
- Gayr, K. & Peri, G. 2000. *Return Migration as a Channel of Brain Gain*. The National Bureau of Economic Research. <http://www.nber.org/papers/w14039>
- Ghosh, B. (ed.) 2000. *Return Migration. Journey of Hope or Despair?* Genève: United Nations Publication. 236p. (International Organization for Migration).
- Giddens, A. 1984. *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge: Polity Press.
- Glick Schiller N, Basch L, Blanc-Szanton C, eds. 1992. *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*. New York: The New York Academy of Sciences
- Glorius, B. & A. Matuchewsky 2009. Rückwanderung im internationalen Kontext: Forschungsansätze und -perspektiven. *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, Vol. 34, N. 3-4: 203-22.
- Guarnizo, L. E. 1997. The Emergence of a Transnational Social Formation and The Mirage of Return Migration Among Dominican Transmigrants. *Identities* 4(2): 281-322.
- Hansen, P. 2008. Circumcising Migration: Gendering Return Migration among Somalilanders. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 34(7): 1109-25.
- Herrera, G. 2005. *La migración ecuatoriana: redes, transnacionalismo e identidades*. Quito, FLACSO- Plan Nacional Migración y Desarrollo.
- Herrera, G. 2007. *Ecuatorianos/as en Europa: de la vertiginosa salida a la construcción de espacios transnacionales*. Eds.: Yépez de Castillo & G. Herrera: Nuevas migraciones latinoamericanas a Europa: Balances y desafíos. Quito: 189-216.
- Jeannin, M. 2010. *La population équatorienne de Suisse. Situation actuelle et facteurs explicatifs de la migration en provenance d'Equateur vers la Suisse*. Memoire de licence sous la direction du Prof. Etienne Piguet. Institut de Géographie, Université de Neuchâtel.
- King, R. 1978. Return migration: a neglected aspect of population geography. *Area* 10: 175-82.

- King, R. 1986. Return migration and regional economic development. An overview. Ed: Russell *et al*: *Return Migration and Regional Economic Problems*. London, Pags. 1-37.
- King, R. 2000. Generalizations from the History of Return Migration. In: *Return Migration. Journey of Hope or Despair?*, ed. B. Ghosh, 7-55. Geneva: International Organization for Migration.
- Larrea, C. 2004. "Dolarización y desarrollo humano en Ecuador" *ICONOS* (Flacso) 19: 43-53.
- Legrand, M. 2000. Raconter son histoire. *Sciences Humaines* n°102.
- Lianos, T., and A. Pseiridis. 2013. On-The-Job Skills and Earnings of Returned Migrants. *International Migration* 51(1): 78-91.
- Longchamp, C. *et al* 2005. *Sans Papiers in der Schweiz: Arbeitsmarkt, nicht Asylpolitik ist entscheidend*. Schlussbericht im Auftrag des Bundesamtes für Migration. gfs. Bern. <http://www.ejpd.admin.ch/content/dam/data/migration/laenderinformationen/forschung/studie-sans-papiers-d.pdf>
- Mezger Kveder, C. L. 2012. *Essays on Migration between Senegal and Europe: Migration Attempts, Investment at Origin and Returnees' Occupational Status [Thesis]*. Department of Economics - University of Sussex.
- Mezger Kveder, C. L., & M.-L. Flahaux. 2013. Returning to Dakar: A Mixed Methods Analysis of the Role of Migration Experience for Occupational Status. *World Development* 45: 223-38. <http://www.migrationinformation.org/feature/display.cfm?ID=575>
- Moncayo M, & G. Herrera 2011. *El Plan "Bienvenid@s a casa": Estudio sobre la experiencia del fondo "El Cucayo"*. Madrid: CeALCI - Fundación Cap.
- Nicholson, B. 2004. *Migrants as Agents of Development: Albanian Return Migrants and Micro-enterprise*. Public Policy Centre, Romania. <http://pdc.ceu.hu/archive/00003398/>
- OFM, Office fédéral des migrations, 2007. 10 ans Aide au retour suisse. Exposé d'Eduard Gnesa, directeur de l'Office fédéral des migrations, 12.06.2007. Berne. (<http://www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/dokumentation/reden/2007/2007-06-12.html>)
- OFM, Office fédéral des migrations, actualisé 11.02.2013: Aide au retour. Berne. (www.bfm.admin.ch/content/bfm/fr/home/themen/rueckkehr/rueckkehrfoerderung.html).
- OIM, Organisation International pour les Migrations. 2004. *Return Migration. Policies and Practices in Europe*. Genève.
- OIM, Organisation International pour les Migrations. 2008. *Return Migration: Challenges and Opportunities, International Dialogue on Migration 2008*, 96th Session.
- OIM, Organisation International pour les Migrations. 2010. *Enhancing the Role of Return Migration in Fostering Development*. OIM, Migration Policy and Research. Materials from the two-day workshop in Geneva.
- OIM, Organisation International pour les Migrations. 2011. *Involuntary Return Migration*, Organización Internacional para las Migraciones. Ginebra. (<http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/managing-migration/managing-migration-return-migration/involuntary-return-migration/cache/offonce/>)
- Periódico Hoy, 2006. *Microempresa subsiste con problemas de acceso al crédito*, Quito, Ecuador <http://www.hoy.com.ec/noticias-ecuador/microempresa-subsiste-con-problemas-de-acceso-al-credito-247095-247095.html>
- Piguet, E. 2013. *The Move to Move - The case of West African University Students*. Geneva: Swiss Network for International Studies - Working paper (on-line).

- Przyborsky, A. & Wohlrab-Sahr, 2008. *Qualitative Sozialforschung. Ein Arbeitsbuch*. Oldenbourg Wissenschaftsverlag GmbH.
- Riaño, Y. & N. Baghdadi 2007. "Je pensais que je pourrais avoir une relation plus égalitaire avec un Européen". Le rôle du genre et des imaginaires géographiques dans la migration des femmes. *Nouvelles Questions Féministes*, Special issue on 'Genre et frontières - frontières de genre', Lausanne: Editions Antipodes, Vol. 1: 38-53. ISSN 0248-4951
- Riaño, Y. 2011. Drawing New Boundaries of Participation: Experiences and Strategies of Economic Citizenship among Skilled Migrant Women in Switzerland. *Environment and Planning A* 43:1530-46. London.
- Riaño, Y. 2012. The Production of Knowledge as a "Minga": Challenges and Opportunities of a New Participatory Approach based on Co-determination and Reciprocity. *Working Paper Series MAPS 3*. Neuchâtel: University of Neuchâtel, Maison d'analyse des processus sociaux.
- Schurr, C. & M. Stolz 2011. Geographien der Remigration – Vom Versuch ecuadorianischer Rückkehrerinnen ein neues Leben in der alten Heimat zu beginnen. *Berichte zur deutschen Landeskunde*, Vol. 85, N. 1: 89-104.
- SENAMI, Secretaría Nacional del Migrante 2008. Bienvenid@s a casa. Plan Desarrollo Humano para las Migraciones. Quito.
- Tarrius, A. 2002. *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris, Editions Balland.
- Thieme, S. 2012. Coming Home? Patterns and Characteristics of Return Migration in Kyrgyzstan. *International Migration*. doi: 10.1111/j.1468-2435.2011.00724.x.
- Tiemoko, R. 2004. *Unveiling local opportunities and challenges in Return Migration and Development nexus: The case of Côte d'Ivoire and Ghana*. Research report. Sussex centre for Migration Research. University of Sussex, U.K.
- Trasnational Affairs*. Vol. 11, Issue: 461-480. www.bce.fin.ec/documentos/PublicacionesNotas/Catalogo/Memoria/2005/capi-06.pdf
- Wahba, J., & Y. Zenou. 2012. Out of Sight, out of Mind: Migration, Entrepreneurship and Social Capital. *Regional Science and Urban Economics* 42(5): 890-903
- Wimmer A. & N. Glick Schiller 2002. Methodological Nationalism and Beyond: Nation-state Building, Migration and Social Sciences". *Global Networks*, vol. 2: 301-334.

ANNEXE

Annexe 1. Les caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées et leurs projets de réinsertion en Équateur

Annexe 1. Les caractéristiques sociodémographiques des personnes interviewées et leurs projets de réinsertion en Equateur

Code pers. interv.	Année naissance	Départ	Retour	Etat civil	Niveau études approuvées	Lieu de résidence	Type de travail	Lieu de travail	Indép. et/ou employé	Projet réinsertion
S1 ♂	1971	2000	2010	Célibataire	Secondaire complète	Tumbaco (Pichincha)	Boulangier	Boulangerie	Indépend.	Boulangerie
S2 ♀	1950	2000	2008	Mariée	Secondaire incomplète Deux ans couture	Quito (Pichincha)	Travaux du ménage et vente de produits cosmétiques	Maison	Indépend.	Améliorations habitat
S3 ♀	1979	1991	2008	Célibataire	Secondaire incomplète (10 ans)	Quito (Pichincha)	Coiffeuse	Près de son domicile	Indépend.	Articles pour salon de coiffure et ménage
S4 ♀	"ne se rappelle pas"	1994	2010	Séparée	Primaire incomplète (3 ans)	Quito (Pichincha)	Administration du restaurant (avec son fils) et cuisine	"El Rey de las papas" Quito	Indépend.	Restauration rapide
S5 ♂♀	1961	1992	2008	Mariés	Université incomplète	Sangolquí (Pichincha)	Traducteur pour touristes	Quito	Employé	Restaurant de viandes
S6 ♂♀	1965	1999	2008	Mariés	Primaire complète	Sangolquí (Pichincha)	Transport du personnel du Ministère des Ressources non Renouvelables	Ministère Ressources non Renouvelables	Employé	Instruction des filles
S7 ♂♀	1. 1976 2. 1977	1. 2001 2. 2002	2008	Mariés	1) 6 ans 2) 9 ans	Tabacundo (Pichincha)	Transport scolaire	Tabacundo	Indépend.	Magasin de chaussures
S8 ♀	1955	1997	2010	Mariée	Comptable	Santo Domingo de los Tsáchilas	Décorations pour occasions spéciales	Maison / Bazar	Indépend.	"Bazar" pour décorations d'intérieur
S9 ♂	1987	2008	2010	Célibataire	Université incomplète	Santo Domingo de los Tsáchilas	Aide dans un entrepôt d'aliments complets pour animaux	Entrepôt à El Camen	Employé	Etudes d'anglais
S10 ♂	1967	1998	2010	Célibataire	Secondaire complète	Santo Domingo de los Tsáchilas	Agriculture	Petite ferme	Indépend.	Petite ferme
S11 ♂	1975	2007	2008	Marié	Secondaire incomplète (9 ans)	Santo Domingo de los Tsáchilas	Travaux divers comme installations, réfrigération. Vendeur	lieux variés	Indépend.	Atelier de couture de vêtements
S12 ♂	1968	2007	2008	Célibataire	Secondaire incomplète (9 ans)	Santo Domingo de los Tsáchilas	Na pas de travail	-	Au chômage	Petit restaurant
V1 ♀	1981	1999	2010	Célibataire	Université incomplète	Quito (Pichincha)	Etude français / installant local classes particulières de français	local	Indépend.	Cours de français et local pour classes particulières
V2 ♂	1959	2000	2008	Marié	Secondaire complète	Quito (Pichincha)	Réparation app. électroménagers	local	Indépend.	Atelier réparation électroménagers
V3 ♀	1952	1997	2010	Veuve	Université incomplète	Quito (Pichincha)	Travaux du ménage et s'occupe de sa mère et d'un oncle	-	-	Achat de meubles pour sa maison
V4 ♂♀	-	1. 2001 2. 2003	2008	Mariés	1. seis años 2. tres años	Santo Domingo de los Tsachilas	1. Déménagements et transports avec camionnette propre 2. Bazar	1. lieux variés 2. Maison	Indépend.	Vente ambulante de fruits et légumes
V5 ♀	1961	2000	2010	Mariée	Université incomplète	Esmeraldas	Bar Karaoke	Bar	Indépend.	Bar Karaoke
V6 ♂	1981	2000	2010	Célibataire	Université (en cours)	Esmeraldas	Etudiant	Ne travaille pas	-	4 semestres d'Etudes Ing. de Systèmes
V7 ♂	1972	2001	2008	Union libre	Université incomplète (Sciences naturelles)	Esmeraldas	Professeur d'apiculture au Collège agricole de Tachina et apiculteur indépendant	Collège agricole	Indépend. et employé	Production et commercialisation miel
V8 ♀	1970	1. 1999 2. 2002 2005	1. 2002 2. 2010	Divorcée	Secondaire complète	Tachina (Esmeraldas)	Vente de produits cosmétiques Yanbal (par catalogue)	Tachina	Indépend.	Traitement et médicaments pour thrombose
V9 ♂♀	1. 1984 2. 1983	2002	2008	Union libre	Secondaire complète	Guaranda (Bolivar)	Homme : radio Femme : travaux du ménage	1. Radio 2. Maison	Employé (ce n'est pas un travail fixe)	Cafétéria (en construction)
Y1 ♂♀	1. 1975 2. 1973	2006	2009	Union libre	1. Secondaire 2. Université incomplète	Shushufindi (Sucumbios)	Administration du magasin et vente	1. Magasin bâches, bazar 2. Rue	Indépend.	Magasin de bâches et bazar
Y2 ♂♀	1. 1973 2. 1975	2001	2009	Mariés	1. Secondaire 2. Université incomplète	Tena (Napó)	Administration de la pizzeria et vente	Snack bar pizzeria (maison)	Indépend.	Snack bar pizzeria
Y3 ♀	1976	2003	2010	Célibataire	Secondaire	Puerto Cañitas (Manabi)	Co-supervision petite femme	Petite femme oignons	Indépend.	Petite femme oignons
Y4 ♂	1960	2002	2009	Marié	Education primaire	Entre laticunga et Quito (Pichincha)	Administration du magasin et vente	Boulangerie (maison)	Indépend.	Boulangerie